

LE GÉNÉRAL HASSAN JUGÉ JEUDI AU TRIBUNAL MILITAIRE D'ORAN P. 4

Annulation du concours de résidanat d'Oran
**Le doyen de la faculté
de médecine limogé, marche
improvisée des résidents** P. 2

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

Assassinat du patron d'une usine de chewing-gum à Oran **PEINE CAPITALE REQUISE CONTRE QUATRE ACCUSÉS** P. 11



Economie
**LE CNES RECOMMANDE
DE «CONTRACTER
DES PRÊTS AUPRÈS
DES INSTITUTIONS
INTERNATIONALES»** P. 2

P. 3 Accord d'association
avec l'Europe
**Le désastre
expliqué
par un des
négociateurs**

P. 4 Tizi Ouzou,
Bordj Badji Mokhtar
**Découverte
de 4 casemates,
des armes
de guerre
interceptées**

Publicité

ACTIVE **GO** AHDAR

ET PROFITE
EN PLUS DE

50 MO
BONUS
OFFERT

ET GO GO GO !

***720# PROMOTION LIMITÉE**

GO AHDAR = 50 minutes vers Djazzy + 50 Mo pour seulement 50DA/24H.
Tarification de 1,75DA/30sec vers les autres réseaux nationaux.
Nombre de souscriptions illimité.
Promotion valable 21 jours pour les abonnés 2G et 30 jours pour les abonnés 3G.

www.djezzy.dz

مرحبا بالغد

DJEZZY
جازي

Economie

Le CNES recommande de «contracter des prêts auprès des institutions internationales»

L'économie nationale est devant la «nécessité d'un changement structurel de son modèle de croissance, dans le sens de plus de diversifications et de moins d'importations», préconise le Conseil national économique et social (CNES) dans son Rapport de Conjoncture au 1^{er} semestre 2015.

Mohamed Mehdi

Selon le résumé d'une dizaine de pages, remis hier à la presse lors de la discussion du rapport à Djenane El Mithaq, le CNES a brossé un tableau de l'environnement économique international et les prévisions le concernant, ainsi qu'un tour d'horizon de la situation macro-économique nationale. Le CNES estime que l'Algérie devrait profiter de la «position appréciable» de ses «équilibres extérieurs» pour «contracter des prêts auprès des institutions internationales et des partenaires à des conditions avantageuses». «Cette position appréciable est enregistrée malgré les déficits enregistrés au niveau des soldes intermédiaires de la balance de paiements, notamment le compte courant (-13 milliards \$), le compte capital (-1,22 milliards \$) et le solde global (14,4 milliards \$)», lit-on dans le document.

Le rapport de conjoncture au 1^{er} semestre 2015 se base sur un ensemble d'indicateurs pour constater que les «prévisions» de «reprise du marché mondial des hydrocarbures» demeurent «fort pessimistes» et que par conséquent «les recettes des hydrocarbures ne connaîtront probablement pas d'améliorations substantielles».

Le CNES fait référence au FMI qui «prévoit un déficit de la balance commerciale qui devrait dépasser les 16 milliards \$ à fin 2015, tandis que celui de la balance des paiements pourrait atteindre les 30 milliards \$ (services et transferts de dividendes des sociétés étrangères...)». Dans cette «conjoncture pétrolière défavorable», le CNES estime que les prévisions «les plus pessimistes» tablent sur des exportations de l'ordre de 30 milliards \$ à fin 2015, «tandis que les importations de biens pourraient atteindre un volume de l'ordre de 55 milliards \$ impactant vraisemblablement les réserves de change qui devraient s'éroder d'au moins 20 milliards \$».

EXTINCTION DU FRR «FORTEMENT PLAUSIBLE»

Evocant plusieurs éléments financiers (fiscalité, endettement de l'Etat...), le Conseil national économique et social évoque «la possibilité d'une baisse du solde du Fonds de régulation des recettes (FRR) en deçà de son seuil minimal réglementaire» et considère que «son extinction est fortement plausible». Cette prévision, le CNES l'a tirée d'un constat de «forte baisse de la fiscalité pétrolière recouvrée (-33%), des disponibilités fortement diminuées du FRR (zéro de plus-value fiscale en juin 2015), un niveau de prélèvement du FRR de 967 milliards de DA à cette date, un creusement du déficit du Trésor significatif (+53% par rapport à juin 2014) et une tendance à la hausse du niveau d'endettement de l'Etat (plus de 844 milliards de DA à fin juin 2015)». Le creusement du déficit public est «pour beaucoup» dû à «l'importance des dépenses publiques» dont «le niveau a dépassé les 3807 milliards de DA à fin juin 2015», note le CNES.

SITUATION MONÉTAIRE

Selon le CNES, la situation monétaire de l'Algérie «manifeste une certaine stabilité en adaptation avec les tendances nouvelles de l'économie». Ces «tendances nouvelles» se résument par : la «légère contraction de la liquidité bancaire (626 milliards de DA), accompagnée d'un faible niveau des reprises globales des liquidités monétaires durant cette période (-50%)». Le rapport s'attend, en



Ph.: Rachid K.

conséquence, à «une politique monétaire plus active (...) devant cette situation de contraction monétaire généralisée».

Dans le chapitre du financement de l'économie, «le niveau des crédits à l'économie» est jugé «appréciable» avec «+27% par rapport à juin 2014» grâce à «l'amélioration des crédits au secteur privé (+14,4%), mais aussi au secteur public (+31%)». Le CNES constate aussi que «les crédits aux ménages demeurent encore à des niveaux modestes, enregistrant une augmentation en valeur courante de 34 milliards de DA seulement par rapport à fin 2014 (+8%)».

LE BTP MOTEUR DE CROISSANCE ET HAUSSE DU CHÔMAGE

Citant des chiffres du ministère des Finances, le document du CNES fait état d'une «croissance au premier semestre 2015 à 3%, et 4% hors hydrocarbures». Il est précisé que les secteurs des «services marchands» et du «BTP» sont «les principaux moteurs de la croissance économique, alors que le secteur public industriel semble afficher un début de redressement qu'il y a lieu de suivre», ajoute le CNES dont le rapport compile une série de données sur les différents secteurs économiques, la rentrée sociale, scolaire et universitaire, ainsi que les montants des transferts sociaux.

«Pour le 1^{er} semestre 2015, le taux de chômage devrait se situer au-dessus du niveau de septembre 2014, (soit) 10,6%», note le document du CNES qui rappelle les prévisions du FMI qui «avancent le chiffre de 10,8% en 2015, et 11,3% en 2016».

En matière de promotion de l'emploi, le CNES affirme que «durant les cinq premiers mois de 2015, plus de 1,74 milliard de DA de crédits» octroyés «aux jeunes promoteurs sous forme de prêts non rémunérés (PNR)» accordés dans le cadre de l'ANSEJ. Il estime le montant des PNR remboursés à «près de 17 milliards de DA, soit un taux de remboursement de 65%».

Le CNES conclut son rapport en considérant que «l'économie algérienne fait face à une situation difficile» qui rappelle «la nécessité d'une mutation structurelle vers plus de diversification et de durabilité et donc moins de vulnérabilité aux chocs exogènes».

Le rapport estime qu'il reste «trois ans», «grâce au FRR et aux réserves de change», pour entamer «un virage vertueux vers un modèle de croissance plus résilient et durable».

Annulation du concours de résidanat d'Oran Le doyen de la faculté de médecine limogé, marche improvisée des résidents

Sofiane M.

Le doyen de la faculté de médecine a été limogé dimanche par son ministère de tutelle et remplacé par le professeur Abdelmajid Snouber, qui occupait le poste de directeur de l'unité de recherches en sciences sociales et santé de l'université d'Oran (GRAS) depuis février 2015. La décision du limogeage est motivée par le scandale de fraude qui a entaché le dernier concours de résidanat qui a eu pour conséquence l'annulation des résultats du concours par la tutelle. Le nouveau doyen a été installé hier matin lors d'une cérémonie de passation de consigne. La première action du nouveau doyen a été de rencontrer les délégués des médecins résidents et des lauréats pour discuter des mesures à prendre dans les prochains jours dans le dossier épineux de l'annulation des résultats du concours de résidanat 2015. Les médecins résidents, externes, internes de trois wilayas de l'Ouest (Oran, Tlemcen, Sidi Bel-Abbès) et les lauréats du dernier concours ont organisé hier matin à partir de 11h00 un sit-in régional à la faculté de médecine d'Oran (INESSM) située à la cité Emir-Abdelkader pour exiger le maintien des résultats de la première session et la sanction des fraudeurs et de leurs complices, précise-t-on. «Nous nous sommes entretenus durant presque une heure avec le nouveau doyen de la faculté de médecine. Nous



Ph.: B. H. Karim

avons demandé le gel de la décision d'annulation des résultats du résidanat, mais le nouveau doyen, qui a regretté la tournure prise par les événements, a estimé que le dossier dépassait désormais ses prérogatives. Il a affirmé que c'est à la justice aujourd'hui de trancher dans cette affaire», confie le docteur Djawed, délégué du comité des médecins résidents d'Oran. Le sit-in régional qui a été organisé hier par le comité des médecins résidents s'est terminé avec un «début de rupture» entre les blouses blanches, signale-t-on. Des divergences se sont manifestées entre les médecins résidents et les lauréats qui ont finalement investi la rue où ils ont organisé une marche pour exiger le maintien des résultats de la première session. Même si les enquêteurs n'ont pas réussi jusqu'à ce jour à dénicher des preuves concrètes ou à soutirer des aveux aux responsables présumés de cette fraude, des sources concordantes et des délégués des lauréats assurent que la fraude a eu lieu en amont c'est-à-dire que la banque des QCM ou questions à choix multiples

aurait été mise à la disposition de certains candidats pistonnés par des personnes haut placées. Des candidats auraient eu ainsi une longueur d'avance par rapport aux autres. Il leur suffisait simplement de réviser les QCM spéciales concours de résidanat pour obtenir les meilleures notes. Les défaillances dans la constitution de la banque de QCM et de cas cliniques (exercices) pour le concours de résidanat ne datent pas d'aujourd'hui. Des accusations de plagiat ont été lancées depuis de nombreuses années par des médecins qui soutiennent que les questions sont copiées de la base de données du logiciel (DIAGEST) qui permet aux étudiants de médecine en France de préparer leur concours d'internat. L'enquête administrative lancée par le ministère de tutelle n'aurait pas réussi à établir de liens entre les lauréats fraudeurs et les responsables présumés de ce scandale. Cependant, la situation devra connaître un dénouement rapide dans les prochaines semaines vu que la justice a confié l'enquête à la section de recherche de la Gendarmerie nationale.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Sahara occidental : l'Algérie persiste et signe

Questionné lors de son passage sur une chaîne satellitaire privée à propos du dossier sahraoui, le secrétaire général du FLN Amar Saadani s'est contenté d'émettre de sibyllines considérations que des commentateurs et analystes se sont empressés de décoder comme préfigurant le «lâchage» des indépendantistes sahraouis par le FLN au nom duquel il s'exprimerait et par voie de conséquence par les décideurs du pays auquel il sert incontestablement de porte-parole officiels.

Il ne pouvait en résulter au sein de l'opinion publique qu'interrogations consternées sur les raisons du présumé «lâchage» annoncé d'une cause autour de laquelle il y a l'un des rares consensus réunissant peuple et dirigeants algériens. Il n'y a aucun doute que c'est pour couper court à la confusion créée par les propos de l'inénarrable Saadani et démentir ce qu'en ont déduit ceux qui les ont commentés que Bouteflika a reçu peu après la prestation télévisée de celui-ci le président sahraoui Mohamed Abdelaziz. Lequel a après sa rencontre avec Bouteflika exprimé sa satisfaction de s'entendre réitérer le soutien intangible et inconditionnel de l'Algérie au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Il ne fallait pas moins qu'une rencontre entre les deux hommes d'Etat pour dissiper au sein de l'opinion le doute qu'on lui a instillé sur la pérennité de la position officielle algérienne à l'égard du conflit du Sahara occidental, et en même temps contrecarrer l'exploitation pernicieuse qu'ont faite les médias du Makhzen marocain de ce qui s'est

écrit en Algérie sur les propos de Saadani.

Amar Saadani s'est fait inviter par la chaîne satellitaire avec pour but politique de taper sans retenue sur l'opposition qui a

refusé de répondre à son initiative de création sous l'égide de son parti d'un «front national de soutien» à Bouteflika et à son programme. Se voir alors interrogé sur un sujet - le conflit du Sahara occidental - qui sort de sa préoccupation politique du moment a dû lui faire «perdre les pédales» et proférer le galimatias qui pour certains a été l'annonce d'une possible révision de la position algérienne sur le Sahara occidental. Des sources proches du secrétaire général du FLN ont fait confiance qu'il a été vertement enguirlandé pour ne s'en être pas tenu à exprimer la position de son parti qui est en même temps celle de l'Etat algérien.

Même si Saadani s'est révélé être effectivement le porte-parole le plus officiel du pouvoir, il n'en reste pas moins un impénitent «gaffeur». Un côté du personnage qui ne dérange nullement dans la sphère dirigeante qui ne voit dans ses manifestations que «bonnes» diversions pour occuper la «perspicacité» critique et éreintante de ses détracteurs. Le bon côté des propos irréfutables du «patron» du FLN sur la question sahraouie est qu'ils ont fait apparaître que les Algériens sont viscéralement solidaires des militants de la cause indépendantiste et opposés à toute révision de la position de leur pays allant dans le sens d'un compromis évacuant le droit imprescriptible des Sahraouis à se prononcer sur leur destin par voie référendaire et sous égide onusienne.

Tirage du N° 6386
119.962 exemp.

Le Quotidien d'Oran

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.
Ouargla: S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Accord d'association avec l'Europe Le désastre expliqué par un des négociateurs

L'explication de Abdelhalim Benatallah est limpide. L'ancien ambassadeur explique comment un accord prometteur, mais mal conçu, mais appliqué, mal accompagné, débouche sur une catastrophe économique.

Abed Charef

De mauvais choix au départ, des erreurs en cascade en suite, couronnées par une incompétence crasse dans l'exécution de l'accord: Abdelhalim Benatallah, ancien ambassadeur à Bruxelles, ancien secrétaire d'Etat, négociateur attitré de l'accord d'association avec l'Union européenne, a révélé l'ampleur du désastre qu'a constitué cet accord, ruineux pour l'économie algérienne et révélateur des dysfonctionnements devenus la marque de fabrique des institutions du pays.

Dès le départ, le choix était erroné sur au moins deux aspects. L'accord d'association n'a pas été conçu de manière à servir l'économie algérienne, mais c'était clairement un cadeau offert à l'Europe. Certes, M. Benatallah utilise un vocabulaire très élaboré, pour éviter de le dire de manière aussi crue, mais personne ne s'y trompe. Le président Abdelaziz Bouteflika a décidé, seul ou avec son premier cercle, de parapher l'accord d'association en pensant que c'était le prix à payer pour sortir l'Algérie de l'isolement dans lequel elle était cantonnée au tournant du siècle.

L'économie algérienne était alors exsangue. Elle sortait d'une décennie de violence, doublée d'un démantèlement mené au pas de charge par Ahmed Ouyahia, sous le regard vigilant du Fonds Monétaire International. L'industrie algérienne n'avait rien à exporter, en dehors des produits énergétiques. Cela signifiait clairement que l'industrie qui devait naître était mise en compétition avec celle de l'Allemagne, de la France et de la Grande Bretagne !

MAUVAIS TIMING

Seconde erreur, avouée par M. Benatallah : la raison aurait voulu que l'Algérie négocie son adhésion à l'OMC avant d'aller à l'accord d'association avec l'Europe. Le cadre global qu'offre l'OMC aurait grandement facilité la conclusion de l'accord avec l'Europe. Mais c'est l'inverse qui a été fait, avec un curieux résultat : l'Algérie se trouve à appliquer la plupart des règles de l'OMC, mais elle n'en est toujours pas membre. Elle en subit donc les contraintes, mais n'en tire aucun profit.

D'autre part, l'accord d'association appelait naturellement de profondes réformes de l'économie algérienne. Celles-ci n'ont jamais eu lieu. Le gouvernement se contentait de déclarations d'intention, mais il n'avait ni la volonté politique ni l'ingénierie pour réformer quoi que ce soit. La hausse des prix du pétrole, et l'embellie financière qui a suivi, ont achevé les quelques bribes de volonté de réforme.

Des budgets faramineux, en dinars mais aussi en devises sur des fonds européens, étaient débloqués pour encourager la réforme. Le taux de consommation atteignait

un seuil ridicule, selon les chiffres fournis par M. Benatallah : cinq pour cent seulement sur les quatre milliards de dinars.

Une décennie après la signature de l'accord d'association, le résultat est particulièrement sévère pour l'Algérie. Les importations ont explosé, le pays a désappris à produire, il ne sait plus attirer les investissements étrangers. Pire : un système économique favorisant la fraude et les exportations massives de devises de manière illicite s'est mis en place, alors que la partie européenne engrange des profits immenses de cette situation.

L'accord « fonctionne comme une minuterie qui n'est plus contrôlée », selon la formule de M. Benatallah. L'ancien ambassadeur souligne aussi que la partie algérienne veut renégocier l'accord, que l'Union européenne a donné son aval, mais que l'Algérie n'a toujours pas de cap, pas de stratégie. Selon quelle logique négocier, pour atteindre quels objectifs, avec quels moyens ? Nul ne le sait.

Ce qui pose évidemment la question centrale, dont l'accord d'association avec l'UE ne constitue qu'un alinéa : la question politique. L'accord a échoué parce que le système de décision du pays n'est pas bon. Il n'y a pas eu suffisamment de concertation, au sein des institutions et de la classe politique, pour aller à ce choix. Le parlement et les partis ont été ignorés. Certains négociateurs du premier accord avaient des doutes, d'autres étaient réservés, voire hostiles, mais ils avaient suivi les instructions du président Bouteflika, qui n'a de comptes à rendre à personne.

UN GROUPE CHASSE UN AUTRE

Malgré ce désastre, non seulement le système politique algérien n'est pas en mesure de désigner des responsables ou des coupables, mais il n'est même pas en mesure de garantir que le pays ne tombera pas dans les mêmes erreurs. M. Benatallah insiste: « sans réforme, par de salut pour l'accord d'association », dit-il crûment, ajoutant: ni l'accord d'association ni l'économie du pays « n'ont d'avenir sans des réformes économiques ».

Qui mènera cette réforme ? Le système de décision en place lors de la signature de l'accord d'association est toujours en place. Il s'est même dégradé, avec des dirigeants ayant moins d'épaisseur et moins de crédit. Ce qui montre que l'Algérie, qui a plongé dans le quatrième mandat, peut parfaitement rééditer les mêmes erreurs, et renégocier un accord encore plus dangereux. A moins d'un miracle qui pousserait le groupe Abdelmalek Sellal, Ali Haddad, Saïd Bouteflika et Abderrahmane Benkhalfa à faire mieux que Abdlaiz Belkhadem, Mourad Benachene, Abdelhamid Temmar et Chakib Khelil.



Raïna
Raïkoum

Benzatou Youcef

Non, le chroniqueur ne devrait pas être « solidaire » de la France. Parce que le chroniqueur a ses raisons. Passé maître dans l'encerclement du mot solidaire par des guillemets, afin de lui donner plusieurs sens, il

saura certainement trouver les sens qui conviennent dans le cas de la barbarie qui a frappé aveuglement en France d'innocentes victimes et brisé leurs vies et celles de leurs proches, pour être en accord avec ses raisons. Qui seraient probablement, d'abord, non à la « solidarité » sélective, celle qui s'élève du drame français parce que c'est la France, même si la barbarie qui s'est abattue sur elle est un peu de la faute de son exécutif. Car la France, comme les Etats Unis d'Amérique lors des attentats du 11 septembre, dispose de suffisamment de moyens de coercition pour imposer à son tour la devise du « si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous ». Pas de place à la nuance. Une solidarité inconditionnelle ou rien ! Celle qui ne demande aucun compte à rendre. Solidaires avec les yeux fermés et la bouche cousue sur toutes ses dérives, allant du financement des rebelles, aussi immoraux soient-ils - terroristes en puissance et semeurs de chaos en plein lumière - à leur armement et à leur soutien dans les négociations diplomatiques. Encore moins de pointer du doigt la destruction de pays entiers. Pour ne laisser leurs habitants face à eux-mêmes dans des conflits tribaux et des guerres civiles particulièrement meurtrières et destructrices, en les abandonnant à leurs sorts face à l'insécurité et à la famine. Alors qu'ils vivaient autrefois dans une sérénité et une sécurité relatives, si ce n'était leur résignation face à la dictature. Aujourd'hui pour eux c'est pire. Dépossédés de leurs Etats et en prime des lendemains incertains et sans perspectives que la probable partition de leurs territoires et la reconduction de la violence sous d'autres formes. Abandonnés par tous ceux qui ont participé à leur ruine.

Non, le chroniqueur ne devrait pas être solidaire de la France, car la solidarité sélective renforce la barbarie et reconforte les barbares. La solidarité sélective est irresponsable et encourage plus de dérives. Telle la dérive actuellement en cours ; celle qui consiste à stigmatiser tous les musulmans vivant sur les terres de France, d'Europe et de tou-

La solidarité sélective renforce la barbarie et reconforte les barbares

tes les terres de l'Occident chrétien, exacerbant la haine intercommunautaire et jouant le jeu des barbares eux-mêmes, dont l'objectif est de raviver la guerre des religions, entraînant les différentes communautés dans

la haine réciproque, aux conséquences tragiques. Cette solidarité sélective est d'autant plus aveugle qu'elle tend à minimiser jusqu'à faire oublier la barbarie qui s'abat au quotidien sur la Palestine, l'Irak, la Syrie, le Yémen, le Liban, la Libye, le Nigeria, le Kenya, la Centrafrique et sur beaucoup d'autres peuples « indus », meurtris à cause de semblables dérives. Non donc à la « solidarité sélective », qui nuit à la victime elle-même, parce qu'elle piège la France comme responsable dans la menace qui pèse sur la paix dans le monde. La « solidarité » qui se juche sur les abus de pouvoir est une complicité avec une nouvelle forme de totalitarisme. Cette « solidarité » concomitante que le chroniqueur côtoie au quotidien sur les médias, les nobélisations et les consécration littéraires sournoises. Cette solidarité facile qui ne nécessite aucun effort, ni engagement responsable et qui, au lieu de penser à peser sur les exécutifs pour aider ces pays à se débarrasser de ces hordes de barbares djihadistes, des dictateurs liberticides et corrompus et de construire un vivre ensemble solidaire entre tous les peuples, se contente de se regarder le nombril et de le prendre pour le centre du monde. Non donc, le chroniqueur ne devrait pas être solidaire de cette « solidarité » qui détruit le monde au lieu de jeter les fondations d'un nouveau monde, qui préfère voir le chaos autour de lui et pas la quiétude dans laquelle il vit, qui vous parle de démocratie pour lui et pas chez autrui. Si le chroniqueur devrait être solidaire, c'est par une autre solidarité, celle qui ne distingue pas la douleur chez les victimes de la barbarie. Celle qui s'abat sur la France, l'Amérique, la Russie, la Palestine, l'Algérie et sur tous les êtres vulnérables, victimes de toutes sortes de dérives et de folies meurtrières. Tous les chroniqueurs devraient se défaire de l'enchaînement à leurs cartes de crédits bancaires, responsables de leur aveuglement complice dans ces dérives meurtrières et renouer avec leur dignité pour construire ensemble de nouvelles solidarités pour le salut de l'humanité.

Christopher Ross à Alger

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a reçu hier, à Alger, l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Christopher Ross. L'audience s'est déroulée au siège du ministère des Affaires étrangères. M. Ross a entamé lundi une tournée dans la région pour tenter de relancer les négociations entre le Front Polisario et le Maroc. Par ailleurs, les Etats-Unis ont annoncé une contribution de plus de quatre millions de dollars pour soutenir les efforts d'aide humanitaire suite

aux inondations dans les camps de réfugiés sahraouis dans la région de Tindouf, « au cours des trois mois à venir ».

Cette aide supplémentaire, qui sera programmée par l'intermédiaire du bureau du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF), vient s'ajouter aux 8,4 millions de dollars débouqués par les Etats-Unis en 2015 au profit des réfugiés sahraouis, a indiqué l'ambassade des Etats-Unis à Alger dans un communiqué reçu lundi à l'APS.

Elle comprend « près de 2,5 millions de dollars pour le HCR, 1,5 million pour le PAM et plus de 400.000 dollars pour l'UNICEF, dans le cadre des opérations en faveur des réfugiés sahraouis du bureau du département d'Etat pour la population, les réfugiés et la migration », précise le texte. Du 17 au 22 octobre, des pluies violentes et d'une exceptionnelle intensité s'étaient abattues sur la région de Tindouf, entraînant d'importants dommages aux camps sahraouis et plaçant les réfugiés dans une situation de fragilité extrême. Près de 11.500 ménages sahraouis ont été affectés, selon des chiffres officiels.

Justice Le général Hassen jugé jeudi au tribunal militaire d'Oran

L'ancien patron de la lutte antiterroriste, le général Hassen, doit comparaître jeudi devant le tribunal militaire d'Oran, après avoir été transféré début novembre de la prison militaire de Blida vers celle de la capitale de l'Ouest, devenant ainsi le premier haut gradé des services de renseignements (DRS) à être jugé, a annoncé hier lundi son avocat.

Yazid Alilat

De son vrai nom Abdelkader Aït-Ouarabi, le général Hassen sera jugé pour les délits de «destruction de documents et infraction aux consignes militaires», a précisé Me Mokrane Aït-Larbi à l'AFP. Arrêté fin août, il a incarné pendant près de 20 ans la lutte implacable de l'ANP contre les groupes terroristes. Le général major Abdelkader Aït Ouarabi, dit Hassen, ex-chef de la direction de la lutte contre le terrorisme, au sein du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), avait été arrêté le 27 août dernier à son domicile, à Chevalley sur les hauteurs d'Alger.

Avant cela, le tribunal militaire de Blida l'avait déjà, le 8 février 2014, placé sous contrôle judiciaire et poursuivit l'enquête. Celle-ci a abouti à son arrestation sur la base d'un mandat d'arrêt délivré par le même tribunal.

Le procès du général Hassen devrait se dérouler à huis clos au tribunal d'Oran, territorialement compétent, selon la procédure judiciaire du code militaire, car un officier supérieur ne peut être jugé dans la même juridiction où il exerce. Il a été donc transféré de la prison militaire de Blida vers celle d'Oran début novembre, selon son avocat, Me Mokrane Aït Larbi. «Le général Hassen et son dossier ont été transférés à Oran», précise l'avocat sans donner d'autres détails sur ce transfert.

Le vice-ministre de la Défense nationale, Gaïd Salah, a désigné le tribunal militaire d'Oran comme juridiction com-

pétente pour juger le général Hassen, avait souligné Me Aït Larbi. Dans des déclarations à la presse à la suite de l'arrestation du général Hassen, la chef du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, avait dénoncé cette arrestation. «Parmi les accusations à l'encontre du général Hassen, il y a le traitement du dossier de Tiguentourine, qui constitue une grave accusation puisque tout le monde reconnaît que l'armée avait réalisé un travail de qualité.

Mais voilà qu'aujourd'hui, ce genre d'accusation vient de l'intérieur. Nous savons que des familles d'expatriés tués à Tiguentourine avaient voulu déposer plainte auprès de la Cour pénale internationale contre l'armée», avait-elle fait remarquer. Pour elle, «accuser un haut responsable de la lutte contre le terrorisme d'avoir créé un groupe armé constitue une opportunité pour les puissances étrangères de s'ingérer dans les affaires internes de l'Algérie. Et craint que cette affaire ne conduise "à l'effritement du dispositif de lutte antiterroriste».

Selon des sources proches de l'enquête, le général Hassen serait également poursuivi pour constitution de bande armée, fausses déclarations concernant le stock d'armes en sa possession, détention et rétention d'armes de guerre, rétention d'informations et mensonge, à la suite d'interrogatoires de trois terroristes capturés à Tiguentourine.

L'avocat du général Hassen a indiqué qu'il avait demandé la comparution du général Toufik comme témoin dans le procès de son client.

Alger Report du procès de 48 terroristes présumés

Le procès de quarante-huit terroristes présumés, à leur tête Abdelmalek Droudkel, impliqués dans plusieurs massacres collectifs à l'explosif et assassinats, perpétrés depuis 1998, a été reporté au 14 janvier 2016 par le Tribunal criminel d'Alger, a constaté, hier, l'APS. Le report a été prononcé par le président du Tribunal criminel d'Alger, Omar Benkharchi, en raison de l'absence des avocats de six accusés présents.

Les accusés, dont six sont en détention, sont poursuivis pour «constitution d'un groupe terroriste», «massacres collectifs à l'explosif dans des lieux publics» et «enlèvement et menace d'assassinat, dans le but de demander une rançon». Les

prévenus appartenant à plusieurs 'katibat' et 'escadrons' terroristes et activant sous les ordres de l' 'émir' de l'organisation terroriste 'Al-Qaïda au Maghreb islamique' (AQMI) Droudkel Abdelmalek, doivent aussi répondre des chefs d'inculpation de «destruction volontaire d'édifices publics» et de «véhicules à l'aide d'explosifs», selon l'arrêt de renvoi.

Il s'agit, selon la même source, d'une organisation terroriste composée de plusieurs 'katibat' et 'escadrons' et à leur tête les 'katibat' 'El Ansar' et 'El Fath' qui activaient dans la région de Be-rarat et Dellys, où elles ont perpétré des attentats et des attaques contre les forces de sécurité et les gardes communaux.

Empreintes génétiques dans les procédures judiciaires Un avant-projet de loi pour en réglementer l'utilisation

L'avant-projet de loi, relatif à l'utilisation de l'empreinte génétique, dans les procédures judiciaires a pour objectif de réglementer l'utilisation de l'ADN dans la procédure judiciaire et l'identification des personnes disparues ou non identifiées, avec la création d'un service central de l'empreinte génétique. Le texte, dont l'APS a obtenu une copie, détermine les autorités habilitées à ordonner les prélèvements pour procéder aux analyses biologiques et celles qui peuvent autoriser ou demander d'effectuer une analyse génétique et les catégories des personnes pouvant être soumises aux analyses génétiques. Le projet de loi insiste sur le respect de la dignité, de la vie privée de la personne et de la protection de ses données personnelles qui doivent être garanties, durant les différentes étapes de prélèvement biologique et d'utilisation de l'empreinte génétique. L'article 4 stipule que les procureurs de la République, les juges d'instruction, et les juges de siège, sont habilités à ordonner des prélèvements biologiques et de les analyser génétiquement, conformément, aux dispositions du code de procédure pénale et de la présente loi. Dans les mêmes dispositions, les officiers de la police judiciaire, agissant dans le cadre de leurs investigations peuvent, après autorisation préalable de l'autorité judiciaire compétente, demander des prélèvements biologiques pour analyse génétique.

L'article 5 dispose, de son côté, qu'il peut être procédé aux prélèvements biologiques aux fins d'obtenir une empreinte génétique, sur «les personnes suspectées d'avoir commis des crimes ou délits contre la Sûreté de l'Etat, les personnes, aux bonnes moeurs, aux biens, à l'ordre public ou des infractions prévues par la loi relative à la lutte contre les stupéfiants ou par la loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme, ainsi que tout autre crime ou délit, lorsque la juridiction compétente le juge nécessaire.» Il dispose, également, que le prélèvement biologique sur un enfant ne peut être effectué qu'en présence de l'un de ses parents, de son tuteur, de la personne à laquelle la garde a été confiée ou de la personne les représentant, légalement. A défaut, en la présence du représentant du parquet général compétent. Lorsqu'il s'agit de détenus condamnés, définitivement, le prélèvement biologique s'effectue sur autorisation du parquet général.

L'avant-projet de loi prévoit la création d'un service central de l'empreinte génétique, fixe ses missions et renvoie à la réglementation pour fixer les règles et modalités de son organisation et fonctionnement. Il prévoit, également, la détermination des conditions relatives à l'enregistrement des données génétiques, dans la base de données, instituée auprès du Service central de l'em-

preinte génétique, ainsi que les conditions de leurs exploitation, conservation et effacement, les conditions de la tenue des fichiers relatifs aux catégories des personnes et des preuves pénales et la détermination des prérogatives du magistrat chargé de Service central de l'empreinte génétique. Dans son volet consacré aux dispositions pénales, le projet de loi propose l'incrimination de la divulgation des données enregistrées dans la base centrale des données. Le texte propose l'incrimination de l'utilisation des échantillons biologiques ou empreintes génétiques à des fins non prévues par le projet de loi et le refus d'obtempérer aux réquisitions de se soumettre à des prélèvements pour obtenir l'empreinte génétique. Selon le projet de loi, les services spécialisés de la Sûreté et de la Gendarmerie nationale continuent à conserver les échantillons biologiques sur lesquels des analyses génétiques ont été effectuées, jusqu'à leur destruction. Il prévoit, également, le transfert des empreintes génétiques conservées, auprès des services suscités, vers la base centrale de l'empreinte génétique, prévue par la présente loi, dans un délai maximum d'une année, à partir de son institution.

Dans son exposé des motifs, le ministère de la Justice a, largement, insisté contre le recours à l'empreinte génétique, sans nécessité ou l'usage des échantillons recueillis ou stockés à des fins illégales.

La Cnep-Banque lance un compte épargne sans intérêts

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) a lancé récemment un compte épargne sans intérêts nommé «RASMAL», a indiqué hier cette banque publique dans un communiqué. Ce nouveau produit d'épargne est destiné aux particuliers détenteurs ou non du livret épargne-logement et/ou du livret

épargne populaire. Tous les clients de la Cnep-Banque peuvent ouvrir un compte «RASMAL» et y transférer la totalité ou une partie de leurs avoirs.

Ce nouveau produit alternatif que propose la Cnep-Banque dans le cadre de la diversification des produits d'épargne, «offre à la clientèle la possibilité de consulter gratuitement et ra-

pidement leur solde et historique du compte», note la même source. La banque précise que ce produit est sous forme de carte bancaire, utilisable pour les transactions aux DAB installés dans tout le réseau de ses agences. Sa validité est fixée à cinq ans et est renouvelable automatiquement à échéance ou sur demande du client.

El-Bayadh

Deux morts et deux blessés dans une collision

Deux personnes (25-36 ans) sont mortes et deux autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu hier sur le tronçon de la RN-6 reliant les communes d'El-Kheithar (El-Bayadh) et Sidi-Ahmed (Saïda), a-t-on appris auprès de la Pro-

tection civile. L'accident s'est produit près du village de Mosbah suite à une collision entre un véhicule utilitaire et un autre léger roulant dans le sens opposé causant la mort sur le coup de deux personnes, et occasionnant de graves blessures à deux autres,

Tizi-Ouzou

Les premières neiges recouvrent les cimes du Djurdjura

Les premières neiges de l'automne 2015 recouvrent, depuis dimanche soir, les cimes du massif montagneux du Djurdjura, à Tizi-Ouzou. La poudreuse a commencé à couvrir d'une fine couche les hauteurs des localités de Ain El Hammam, Illiltén, Ouacifs, Bouzguene et Akbil. Un tapis blanc immaculé a, également, couvert les cols de Chelata et de Tizi N'kouillal. L'arrivée de la neige, dans ces localités n'est plus

une source d'inquiétude pour de nombreux villageois dont les habitations ont été raccordées au gaz naturel, mettant fin aux tracasseries d'approvisionnement en gaz butane ou en bois de chauffage. Selon un bilan de la direction locale de l'Energie et des Mines, plus de 600 villages des 1.500 que compte la wilaya, sont raccordés au réseau de gaz naturel et plus de 860 autres sont en voie de l'être. Les ménagères se pré-

parent, dès l'arrivée du grand froid, à passer un hiver sans soucis, en stockant, notamment, des denrées alimentaires, afin de faire face à d'éventuelles fermetures des voies d'accès par la neige. De leur côté, les communes qui ont été dotées de moyens de déneigement, ont mobilisé leurs moyens humains et matériels, dès l'annonce, par la météo, de chutes de neige, pour faire face à toute situation.

Tizi Ouzou, Bordj Badji Mokhtar Découverte de 4 casemates, des armes de guerre interceptées

Quatre casemates contenant un lot de différents médicaments et d'autres objets ont été découvertes, dimanche à Tizi Ouzou, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur opérationnel de Tizi Ouzou, (1^{ère} région militaire) a découvert et dé-

truit, le 22 novembre 2015, quatre casemates contenant un lot de différents médicaments et d'autres objets, précise le MDN. «Par ailleurs, des détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset, de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezzam, (6^e région militaire) ont arrêté un trafiquant d'armes et ont saisi deux fusils-mitrailleurs de type (FMPK), un véhicule tout-terrain, 6.140 litres de carburant et 760 litres de l'huile de table», ajoute la même source. «Au niveau du secteur

opérationnel de Tindouf, (3^e région militaire), des éléments des gardes-frontières ont saisi 76 kg de kif traité, relève-t-on. «D'autre part et à Tlemcen, (2^e région militaire), 7.950 litres de carburant ont été saisis», rapporte également le communiqué du MDN. «Au niveau de la 4^e région militaire, des éléments de la Gendarmerie nationale d'El Oued ont intercepté un contrebandier et ont saisi un camion et 2.700 bouteilles de différentes boissons», souligne-t-on.

Ecoles fermées, métros à l'arrêt Sous la menace d'attentat, Bruxelles au ralenti



Par Cédric Simon de l'AFP

Ecoles fermées, métros à l'arrêt, forces de l'ordre mobilisées: Bruxelles vivait hier lundi son troisième jour consécutif d'alerte terroriste maximale, au lendemain d'un coup de filet de la police qui n'a pas permis d'appréhender Salah Abdeslam, suspect clé dans l'enquête sur les attentats de Paris. La circulation routière était moins dense et les vélos plus nombreux que d'ordinaire même si les rues de la capitale de l'Europe, qui compte 1,2 million d'habitants, étaient loin d'être désertes en dépit d'un climat d'anxiété palpable. La menace d'attentat étant toujours "sérieuse et imminente", le gouvernement belge a décidé de maintenir le niveau d'alerte à son maximum dans la région bruxelloise et de prolonger la fermeture du métro. Les écoles ont gardé portes closes lundi matin, comme les crèches et les universités. Certaines entreprises ont invité leurs salariés à faire du télétravail et à respecter les consignes de sécurité, leur conseillant de rester éloignés des endroits fréquentés. Dans les gares ferroviaires bruxelloises, qui fonctionnaient normalement, l'affluence était moins importante que d'habitude. "On prend les mesures qui sont nécessaires, le plus que possible, pour garantir la sécurité des gens" mais "la vie doit continuer à Bruxelles, la vie économique et la vie sociale", a plaidé lundi le ministre de l'Intérieur Jan Jambon, soulignant sur la radio RTBF que les entreprises et le secteur public devaient fonctionner. Les autorités belges redoutent "des attaques similaires à Paris", qui ont fait 130 morts et 350 blessés, "avec plusieurs individus, avec des offensives à plusieurs endroits", ciblant "des endroits très fréquentés".

SALAH ABDESLAM INTROUVABLE

Interrogé sur l'enquête en cours, M. Jambon s'est félicité qu'il y ait eu "un résultat cette nuit", avec 16 interpellations au cours d'une vingtaine de perquisitions policières. "Mais c'est clair que l'action n'est pas encore terminée", notamment pour retrouver la trace de Salah Abdeslam, "une cible importante", a reconnu M. Jambon, qui s'est refusé à donner d'autres détails. Jusqu'à présent, aucune arme ni explosif n'ont été découverts au cours des opérations de police. Le juge d'instruction devait décider lundi de l'éventuel maintien en détention des suspects interpellés. "Le nommé Salah Abdeslam n'a pas été intercepté lors des perquisitions" conduites dans six communes de l'agglomération bruxelloise et à

Charleroi, a indiqué le parquet fédéral dans la nuit de dimanche à lundi. Ce Français de 26 ans, résidant en Belgique, a au moins joué un rôle de logisticien dans les attentats de Paris et aurait été exfiltré vers la Belgique quelques heures après, selon deux hommes qui disent l'avoir aidé. Son frère Brahim s'est de son côté fait exploser dans un restaurant parisien le 13 novembre. Côté français, la police a diffusé un appel à témoin, assorti d'une photo, pour identifier le troisième kamikaze des abords du Stade de France. Cet homme est passé par une île grecque, en même temps qu'un autre kamikaze du Stade de France, qui reste non identifié. En Belgique, un troisième suspect arrêté a été inculpé en fin de semaine pour terrorisme. Des armes ont été trouvées à son domicile, mais pas d'explosifs. L'enquête se poursuit également en Turquie, où un Belge d'origine marocaine - Ahmad Dahmani, 26 ans - soupçonné d'avoir aidé à repérer des cibles pour les attentats à Paris, a été arrêté.

Dans ce climat, le président américain Barack Obama a rappelé qu'il se rendrait à la grande conférence sur le climat à Paris (COP 21), qui débute le 30 novembre, appelant les dirigeants de tous les pays à faire de même pour montrer que le monde n'a pas peur des "terroristes". Sur le plan diplomatique, le président François Hollande a entamé un marathon pour tenter de forger une vaste coalition contre l'Etat islamique, qui a revendiqué les attentats. Il a reçu à l'Elysée le Premier ministre britannique David Cameron, qui a promis de soutenir "fermement" la France, lui offrant notamment la mise à disposition d'une base chypriote de l'aviation britannique.

M. Hollande rencontrera Barack Obama mardi à Washington, la chancelière allemande Angela Merkel mercredi à Paris puis le président russe Vladimir Poutine jeudi à Moscou. Sur le terrain militaire, la France a pu engager contre l'Etat islamique son porte-avions français Charles de Gaulle, arrivé en Méditerranée orientale. L'armée française va ainsi tripler sa capacité de frappes sur l'Irak et la Syrie, les 26 chasseurs embarqués sur le porte-avions venant s'ajouter aux 12 appareils stationnés aux Emirats arabes unis et en Jordanie. "Nous allons intensifier nos frappes, nous allons choisir des cibles qui feront le plus de dégâts possibles à cette armée terroriste" de l'EI, a déclaré M. Hollande. La France, traumatisée, va rendre hommage à ses morts cette semaine, avec les premiers enterrements qui devraient avoir lieu lundi, avant un hommage national vendredi.

Grande-Bretagne Les attaques islamophobes en hausse de 300% depuis les attentats de Paris

Depuis les attentats de Paris du 13 novembre, 115 agressions islamophobes ont été recensées au Royaume-Uni, soit une hausse de 300%, a rapporté hier lundi l'association spécialisée Tell Mama dans un rapport cité par The Independent. Ces agressions qui peuvent être verbales ou physiques ont été dénombrées pendant la semaine qui s'est terminée samedi et ont concerné principalement des musulmanes voilées âgées de 14 à 45 ans. Les auteurs de ces attaques ont été principalement des hommes blancs âgés de 15 à 35 ans. Ces chiffres sont probablement "nettement sous-estimés" parce que nombre des victimes ont trop peur pour contacter la police ou les groupes communautaires, note le rapport réalisé pour un groupe de travail du gouvernement sur l'islamophobie et consulté en exclusivité par The Independent. "Bon nombre des victimes ont laissé entendre que personne ne leur était venu en aide ou même n'était venu les reconforter, ce qui signifie qu'elles se sont senties victimisées, seules et en colère". Cette augmentation correspond à celle qui avait eu lieu après l'assassinat en pleine rue, dans le sud de Londres, du soldat Lee Rigby en mai 2013. Globalement, les actes à caractère isla-



mophobe et antisémite étaient déjà en forte augmentation à Londres avant les attentats de Paris. Ils avaient ainsi connu une croissance de 70,7% et 93,4% sur un an, selon les chiffres publiés en septembre par la police de la capitale britannique. Entre juillet 2014 et juillet 2015, 816 actes islamophobes ont été comptabilisés dans le grand Londres, contre 478 lors de la période précédente (+70,7%), tandis que 499 actes antisémites ont été recensés, contre 258 entre juillet 2013

et juillet 2014 (+93,4%). La police londonienne ne donne pas le détail par catégorie de ces actes qui peuvent être aussi bien des violences verbales que des agressions physiques. Elle estime que l'augmentation de ce type d'actes est due à plusieurs facteurs, dont la "volonté croissante" des victimes de les dénoncer ou encore une plus grande compétence des officiers à les identifier. Le Royaume-Uni compte 2,7 millions de musulmans et 263.000 juifs selon le recensement de 2011.

Syrie Plus de 1.000 camions-citernes de pétrole détruits par l'aviation russe

L'armée russe a annoncé hier avoir bombardé 472 "cibles terroristes" en Syrie ces dernières 48 heures, affirmant notamment avoir détruit des "colonnes de camions-citerne" et des raffineries de l'organisation Etat islamique (Daech) dans le nord et l'est du pays. "Ces cibles, dans les régions de Palmyre, Deir Ezzor et Raqa, sont contrôlées par les terroristes et représentent une de leurs principales sources de financement", a indiqué le ministère russe de la Défense dans un communiqué. Au total, les avions russes ont effectué 141 sorties dans les provinces d'Alep (nord-ouest), d'Idlib (nord-ouest), de Lattaquié (ouest), de Hama (centre), d'Homs (centre), de Raqa (est), de Deir Ezzor (est) et dans la région de la capitale, Da-

mas. Ces régions ne sont pas toutes contrôlées par les djihadistes de l'Etat islamique. "Dans la province de Raqa, deux colonnes de véhicules transportant du pétrole vers des raffineries contrôlées par l'EI" ont été détectées, note le communiqué qui précise que des bombardiers Su-34 ont détruit "80 véhicules" et bombardé une raffinerie située 50 km au sud de Raqa.

Un réservoir de pétrole a également été détruit à 50 kilomètres au nord de Deir Ezzor, selon la même source. L'aviation russe a reçu l'ordre la semaine dernière de tirer à vue sur les camions-citernes transportant des produits pétroliers dans les zones contrôlées par l'EI, afin de tarir la principale source de revenus de l'organisation djihadiste. "Sur les cinq

derniers jours, plus de 1.000 camions-citerne transportant du pétrole brut vers des raffineries ont été détruits", affirme encore le communiqué. Selon l'armée russe, les "groupes terroristes" ont subi de lourdes pertes notamment à Seraqeb, dans la province d'Idlib, et à Qalaat al-Madiq, dans la province de Hama. La province d'Idlib est sous le contrôle de l'Armée de la Conquête, composée de djihadistes, tel que le Front al-Nosra, et de groupes islamistes.

Dans son communiqué, le ministère russe dénonce par ailleurs "les accusations sans preuves et citant des témoins anonymes" de l'armée américaine, qui accuse l'aviation russe de bombarder l'opposition syrienne modérée.

Un autre groupe terroriste revendique l'attaque de Bamako



Un groupe djihadiste du centre du Mali a revendiqué à son tour dimanche soir, après le groupe Al-Mourabitoune de Belmokhtar, l'attaque meurtrière contre un grand hôtel de Bamako vendredi, affirmant qu'en plus des deux assaillants tués, trois avaient pu s'échapper. De son côté, le groupe de Mokhtar Belmokhtar a réitéré sa revendication, dans un enregistrement sonore diffusé dimanche soir par la chaîne de télévision panarabe Al-Jazeera, et repris par le site mauritanien Al-Akhbar, assurant que

les assaillants étaient uniquement au nombre de deux et laissant entendre qu'ils étaient maliens. "Le Front de libération du Macina (FLM) revendique l'attaque qui a visé le Radisson à Bamako avec la collaboration d'Ansar Dine", selon le communiqué envoyé à l'AFP à Bamako, signé Ali Hamma, porte-parole du FLM, apparu au début de l'année et dirigé par le prédicateur radical peul Amadou Koufa. "Cette attaque est venue comme une réaction contre les attaques des forces (françaises) Barkhane qui

visent certains éléments du Front et Ansar Dine à l'aide de l'armée malienne et le soutien de certains pays occidentaux", affirme-t-il. Donnant des détails de l'attaque de l'hôtel Radisson, qui a coûté la vie à 19 clients et un gendarme malien, outre deux assaillants, selon le dernier bilan gouvernemental, le porte-parole assure qu'elle a été menée par un commando de cinq personnes, dont "trois sont sortis sains et saufs". "Nous sommes capables de frapper à n'importe quel moment", selon le communiqué du FLM, promettant une multiplication des attaques "contre les endroits politiques, économiques, et touristiques, avant de gouverner le Macina (région du centre du Mali) nous-mêmes et appliquer la charia". En revanche, selon un porte-parole d'Al-Mourabitoune qui a réitéré la revendication au nom du groupe de Belmokhtar en coordination avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), les auteurs de l'attaque étaient "deux héros de l'islam", identifiés comme Abdelhakim al-Ansari et Moez al-Ansari. "Les deux moujahidine ont été tués après une âpre résistance contre les forces françaises et américaines et leurs collaborateurs", a souligné le porte-parole, justifiant l'attaque par "l'agression des +Croisés+ contre nos populations, nos lieux saints et nos frères moujahidine au Mali".

Notre humanité à l'épreuve de la terreur

Par Kamel Meziti *

La France découvre le quotidien du terrorisme aveugle qui fauche la vie d'innocents en Libye, en Irak, en Syrie, en Turquie, au Liban... où chaque jour est synonyme de litanies macabres signées par des kamikazes sanguinaires dans des lieux publics, sur les marchés, jusque dans les mosquées, les églises... normalement destinées au recueillement. La veille des attentats parisiens plus de 40 âmes étaient fauchées par une explosion à Beyrouth dans un silence médiatique quasi assourdissant ! Une triste banalité est à rappeler : les musulmans sont de loin les premières victimes de la barbarie terroriste de ces nébuleuses autoproclamées «islamiques» : Boko Haram, Daech, et autres mouvements qui ont prospéré sur le lit de l'oppression et des dictatures soutenues par nos démocraties occidentales. L'intervention occidentale en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie a accéléré un chaos planétaire qu'on nous avait vendu après les attentats du 11 septembre 2001 dans l'emballage attrayant d'un nouvel ordre mondial. La lutte anti terroriste doit se cantonner à neutraliser des mouvements fanatiques enfantés par l'Occident lui-même et ne saurait se transformer en guerre de religions.

Soyons clairs : le terrorisme doit être combattu avec fermeté et efficacité mais les mots ont un sens et nos responsables politiques ne doivent pas céder à l'émotion ou aux calculs électoralistes dans l'usage qu'ils font du terme «guerre». La guerre implique par définition au moins deux états, deux armées en confrontation, ce qui n'est pas le cas dans les événements qui ont ensanglanté Paris. Ce type de discours fait jubiler les terroristes ainsi légitimés à l'instar d'une armée formellement reconnue. Du statut d'assassins ils se retrouvent promus au

La tragédie du vendredi 13 novembre, qui a frappé tous les Français sans distinction d'origine, de religion ou de couleur, a bouleversé l'équilibre précaire qui régnait depuis les tristes événements de janvier. Elle constitue une arme de destruction massive du vivre-ensemble et dans l'émotion on est enclin à penser que rien ne sera plus jamais comme avant. Panser les plaies prendra du temps pour toutes ces familles ébranlées par la Bête humaine ; penser l'avenir exigera un travail de longue haleine qui s'impose aujourd'hui plus qu'hier.

rang de soldats au service d'un état officialisé sur le plan international. On fait ainsi le jeu du terrorisme en tombant dans le piège de la surenchère. Depuis Clausewitz la guerre serait la continuation de la politique par d'autres moyens, la formule pouvant d'ailleurs être lue dans l'autre sens, notamment en période électorale. Mais il n'est pas certain que les bombes américaines ou françaises lâchées en Syrie auront les résultats escomptés, promis à une opinion publique traumatisée.

On sait depuis longtemps ce que recèlent les éléments de langage militaires tels que «frappes chirurgicales» et autres «dommages collatéraux». On connaît aussi les effets d'une politique étrangère ravageuse et peu visionnaire qui a contribué à organiser le désordre mondial depuis la première guerre du Golfe. Ce sont pas moins de 3 millions de morts qui sont directement imputables aux politiques occidentales, le tout au nom des droits de l'homme et de la démocratie. Le fossé se creuse inexorablement entre un monde musulman fébrile, en quête de liberté, dépité par ses régimes autocrates, usé par le népotisme, la médiocrité et la corruption et un monde occidental arrogant, dont la suprématie économique et militaire est traduite en velléités de domination néo impérialiste, voire en croisades du 21ème siècle. Un occidental dont le double discours hypocrite («exporter» la démocratie tout en demeurant l'allié objectif de régimes totalitaires, oppresseurs, au nom de

la realpolitik) ne passe plus. Les musulmans de France sont eux aussi meurtris lorsque leur pays est touché par un drame national ; ils portent le deuil lorsque des centaines de leurs concitoyens sont touchés dans leur chaire ; ils sont solidaires de la nation dans l'adversité ; ils ont conscience de cette appartenance à une grande communauté de destin. En même temps, ils sont heurtés lorsque médias et politiques nourrissent les amalgames et les préjugés. Ils sont «gavés» de répéter à qui veut l'entendre qu'ils ne sont pas comptables des crimes commis par de vulgaires terroristes. Ils ont beau crier «Pas en mon nom !», la présomption de culpabilité a la dent dure. Ce contexte est exploité par un populisme hideux en quête de nouveaux boucs émissaires. Pegida en Allemagne, Aube dorée en Grèce, PVV aux Pays Bas, Bloc identitaire, Front National en France... soufflent sur les braises du ressentiment, de la division et instrumentalisent la crise sociale, économique et identitaire d'une Europe, pourtant berceau des Lumières et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Le Pacte de stabilité a cédé le pas au Pacte de Sécurité : cette dernière est un impératif urgent car l'heure est grave et les pouvoirs publics doivent mettre tout en œuvre pour la protection des citoyens. Le terrorisme émanant de citoyens français, noyés dans leur «ignardise» d'un self-made islam «bricolé», souvent passés par la case «prisonniers de droit commun» avant d'aller faire leur «dijihad»

en Syrie ou en Irak, est une réalité qu'il faudra gérer sur le plan sécuritaire avec tact et efficacité.

Les forces de l'ordre sont sur le quivive comme on l'a vu avec la multiplication des perquisitions et l'intervention récente à Saint Denis pour neutraliser des individus présentés comme les commanditaires des attentats du 13 novembre. Pour autant, notre démocratie ne doit pas succomber au tout sécuritaire pour entamer une nouvelle chasse aux sorcières. Récemment la perquisition d'une mosquée à Aubervilliers, en présence du préfet, a donné lieu à des actes de saccage de la part des forces de police ! Démarche incompréhensible et contre productive, y compris dans le cadre de mesures d'exception, qui risque encore de nourrir les frustrations et qui renvoie à des procédés indignes de l'État de droit. Les mesures annoncées de «dissolutions des mosquées salafistes» et l'expulsion des «imams radicalisés» voire la déchéance de la nationalité pour les binationaux interpellent : sur quels critères de classification se fera la reconnaissance de la dimension «salafiste», qualificatif du reste polysémique sur le plan strictement étymologique et théologique ? Il y a de quoi s'inquiéter lorsque les «experts» et autres «consultants» consultés Place Beauveau n'ont qu'une connaissance approximative de la théologie islamique, de sa jurisprudence, de l'histoire de l'islam, des mouvements et autres tendances au sein d'un islam pluriel essentialisé dans des raccourcis éloignés

de la rigueur scientifique ; lorsque ces mêmes «experts», parfois non arabisants, mélangent sur les plateaux télé les qualificatifs «salafistes, islamistes, djihadistes, fondamentalistes, tablighis, frères musulmans, intégristes...» dans un patchwork lexical confus, le téléspectateur en ressort désorienté et pas mieux informé ! La radicalité sur le plan religieux n'a jamais été synonyme de «djihadiste» au sens médiatique du terme. La radicalité religieuse n'est pas le gage d'un passage à l'acte. Le meilleur exemple est celui des «tablighis» (représentés au CFCM par l'association Foi et Pratique), musulmans fondamentalistes, rigoristes sur le plan de la pratique, prédicateurs piétistes mais complètement apolitiques.

On constate malheureusement une méconnaissance criante du «paysage islamique» français, y compris de la part de décideurs au plus haut niveau de l'État (qui il est vrai s'appuient sur des «expertises» tronquées). Et comme toujours, les bonnes décisions se prennent sur la base de bonnes informations. La République doit réviser sa copie sur la sempiternelle question de la place de l'islam. En amont, la prévention du radicalisme mortifère et de son corolaire, le terrorisme, est tout aussi impérieuse. La formation des imams et cadres religieux ainsi qu'une représentativité crédible constituent l'un des défis majeurs pour l'avenir, à côté du rôle de l'École. A côté du Pacte de Sécurité nos décideurs politiques doivent élaborer un nouveau Pacte d'Humanité et réviser leur «logiciel de civilisation». Ne pas céder aux thuriféraires de la haine, rejeter la quête perpétuelle du bouc-émissaire, promouvoir le dialogue des civilisations pour mieux démentir Huntington et ses admirateurs... constituent autant d'enjeux pour une coexistence pacifique, pour que notre humanité ne cède pas face aux promoteurs de la terreur quels qu'ils soient.

* Historien, auteur

La terreur n'a pas de frontières !

«Je te chante la vie pour que tu ne meures jamais dans les cœurs, je te chante la vie pour que ta voix célèbre toujours et partout l'amour...»

Anonyme

Par Kamal Guerroua

Paris est martyrisé, Paris est triste, Paris est en larmes ! La ville lumière a assisté dans la douleur au meurtre de ses enfants ! La machine de la mort qui aurait endeuillé la veille le Liban, le pays des cèdres et de la science est passée par là avec son arsenal et ses mitrailleuses pour cueillir ces cœurs parisiens joyeux dont le seul tort serait, peut-être, de vouloir vivre. C'est dire que plus aucun pays n'en est à l'abri. La haine n'a pas de frontières, le terrorisme n'a pas de visage ni d'identité, encore moins de nationalité ou de géographie. Il est décidément transnational, inhumain, monstrueux et barbare. En ce sens qu'il peut taper à toutes les portes et à n'importe quel moment pourvu que ça saigne, ça blesse, ça détruit et ça tue. Ses ennemis ne sont autres que la vie, l'amour, la fraternité, la paix, etc.

En effet, de quelque angle que l'on regarde ces derniers attentats de Paris, on ne peut que buter sur de profonds questionnements : à qui profite le crime ? A qui profitent ces insoutenables images d'horreur ayant plongé en seulement une nuit toute la France dans la psychose, la peur, l'hystérie et qui ont, bien sûr, déterrés les relents enfouis d'islamophobie ? Pourquoi la capitale hexagonale n'a-t-elle pas échappé au carnage du vendredi malgré l'impressionnant dispositif sécuritaire du plan Vigipirate mis en œuvre depuis au moins l'affaire de Charlie Hebdo ? Le gouvernement de Manuel Valls serait-il vraiment face à une machine terroriste hyperorganisée et si aguerrie qu'il perde les pédales sur le terrain ou la performance des meurtriers du Bataclan et du Stade de France n'est que l'éloquente démonstration des failles dans le réseau des renseignements hexagonaux (failles soulevées déjà dans l'affaire Merah et les frères Kouachi) ? Et puis, pourquoi est-ce la France qui, en moins d'une année, en est deux fois ciblée et non pas la Belgique (la plaque tournante du terrorisme), ou l'Angleterre, l'Allemagne par exemple engagées à juste titre dans la guerre contre Daesh au Moyen-Orient ? Et enfin quelles seraient les implications de telles attaques sur la

tournure des événements à venir : la conférence internationale sur le climat (COP 21), les échéances de régionales prévues en décembre, puis... le grand rendez-vous présidentiel en 2017 ? En tout cas, ces attentats mettent en évidence beaucoup d'interrogations pour diverses raisons (le contexte international caractérisé par une crise énergétique sans précédent, la manière encore plus professionnalisée avec laquelle les djihadistes ont mené les opérations, l'enchaînement troublant avec les attaques du Liban et de la Turquie, etc).

Bien évidemment, il y a une différence de taille entre les attentats de janvier dernier et ceux d'aujourd'hui. D'abord, les premiers ont ciblé au nom des idéaux religieux fanatiques la liberté d'expression au sens le plus large du terme (la rédaction de Charlie Hebdo qui s'est permise par le biais de ses caricatures de toucher à la personne du prophète de l'Islam) et la communauté juive (prise d'otages et meurtres dans le magasin Hyper Cacher) alors que les seconds sont des fusillades systématiques dans le tas contre une population civile qui est, pour le moins que l'on puisse dire, politiquement ou idéologiquement «neutre». En plus, si les terroristes ont adopté en janvier une stratégie de loups solitaires qui privilégie la thèse de l'ennemi invisible, cette fois-ci ils ont enfreint la règle et se sont affichés directement. Ce qui équivaut après la revendication de Daesh de ces attentats à un appel de guerre contre la France et ses intérêts partout. Ensuite, il y a le contexte électoral. Il serait un peu tôt de parler de 2017 mais il n'en reste pas moins que la montée en puissance du Front National ces derniers temps avance les signes précurseurs d'une fièvre de panique comparable à celle du deuxième tour des présidentielles de 2002. Marine le Pen qui s'est déjà donné des ailes de vautour en raflant toutes les consultations électorales précédentes trouvera sans doute dans la recrudescence de tels

attentats une aubaine idéale afin de s'ancrer dans une société déçue par la piètre prestation de l'exécutif socialiste. Autrement dit, la peur de l'étranger et de l'immigration en général serait redynamisée de façon plus virulente dans les prochains mois. Sachant bien en plus que l'extrême droite a tiré le plus gros profit de la faiblesse d'un camp de republicains rongé par des «bisbilles» de leadership et de la forte inquiétude générée par l'instabilité du front de l'emploi. Autre donnée, si à l'intérieur de l'U.M.P. les dés ne sont pas encore jetés, Sarkozy naviguera à vue pour se tailler le costume d'un incontestable chef d'opposition en jetant de temps à autre des fleurs à cette extrême-droite en perte de vitesse de manière à amortir le coup des déchirures internes de sa formation politique. Quant aux socialistes, eux, ils ne lâcheront jamais prise et tenteront de resoudre leurs rangs autour du thème de l'unité nationale. Les moments de crise sont fort propices à l'émotionnel, au subjectif et aux flux lyriques du patriotisme, Hollande dont la popularité est en déclin le sait bien, s'en sert pour émouvoir à bon compte et recadrer le restant de son mandat autour de l'enjeu sécuritaire. Une thématique qui assure les français et qui aurait valu d'ailleurs à son rival Nicolas Sarkozy la victoire aux élections présidentielles de 2007 face à Ségolène Royal.

A côté de ces données, il est un problème sensible dans la société française. C'est que des pans entiers de en son sein affrontent des discriminations relatives aux origines et à la culture. La capacité phénoménale de ce terrorisme djihadiste à affecter profondément son immunité tient en premier lieu à un climat anxigène nourri par ce que l'ivoirien Tidjane Thiam appelle «un plafond de verre». Autrement dit, ce mur transparent du racisme qui tue le génie. L'islamisme et le fanatisme religieux y ont trouvé un terreau fertile pour la propagande et des jeunes français «stigmatisés» n'hésitent pas à faire des voyages en Sy-

rie et en Irak (entraînement dans les camps militaires) rien que pour défier cette société figée qui ne leur a donné aucune chance d'épanouissement «à force de jouer avec les haines, écrit Edwey Plenel, nous produisons des monstres qui se retournent contre nos libertés fondamentales. Nous avons créé un climat où ces crimes sont possibles». D'ailleurs, une islamisation croissante de la question sociale se vérifie chaque jour dans les banlieues, ces vastes territoires perdus par la république. Faute de référent identitaire sain en raison d'une panne cruelle d'intégration, la quatrième génération de jeunes issue de l'immigration peine encore à trouver sa place dans cette France pourtant diverse, multicolore, multiraciale et multiculturelle. En revanche, quoique puissent être les justifications, plus aucun musulman de France ou ailleurs n'acceptera aujourd'hui d'être assimilé à ces monstrueux terroristes. En conséquence, il est grand temps que ces amalgames entretenus à mauvais escient par certaines élites occidentales entre «musulman» et «terroriste» disparaissent.

Par ailleurs, il est vrai aussi que ces dernières années la France s'est engagée militairement partout. De la Libye au Centrafrique en passant par ses interventions en Syrie, elle n'a fait que s'attirer les foudres d'Al-Qaïda, Daech et toutes les mouvances islamistes. En conséquence, sa sécurité intérieure aura forcément subi l'impact de ses prises de position très offensives à l'extérieur. Or l'on remarque que jusqu'en 2007, l'Hexagone était presque loin de ce tumulte n'étaient-ce ses engagements, du reste, hérités de son passé colonial dans la fameuse Francophonie (Somalie, Côte d'Ivoire, Djibouti, Sénégal, etc). La raison est un secret de Polichinelle, le repli de la droite au pouvoir depuis 1995 sur les questions nationales et surtout le rejet historique de l'ex-président Chirac de s'impliquer dans la guerre de l'Irak. Ce qui a ajouté une plus-value d'estime au prestige de la France en tant que garante de cette «politique arabe de la France» et son rôle de premier ordre dans l'architecture interétatique internationale (force nucléaire qui possède le droit de veto face aux américains trop impérialistes, colonialistes, interventionnistes, etc).

Droit syndical, quelles protections pour quels délégués syndicaux ?

Par M.Benkrama*

ETAT DE LA LEGISLATION

Les réformes politiques et économiques mises en place à partir des années 1990, notamment en matière d'exercice du droit syndical favorisent-elles l'émergence de la représentation démocratique des partenaires sociaux et la promotion du dialogue social à l'intérieur de l'entreprise?

A ce titre, la loi 90-14 du 2 juin 1990 qui, en concrétisation notamment de l'article 53 de la constitution, vient préciser les modalités d'exercice du droit syndical (modifiée et complétée)

En dépit des dispositions générales de la dite loi, et plus particulièrement en ce qui concerne les dispositions qui ont pour effet de protéger, à travers la protection des délégués syndicaux, la liberté syndicale, et en guise de contributions aux débats engagés en prévision du nouveau code du travail les observations et les remarques suivantes peuvent être formulées :

QUI EST CONCERNE PAR LA PROTECTION LEGALE?

Les dispositions protectrices de l'article 53 concernent tout délégué syndical : qui est délégué syndical ? Le procès-verbal d'installation de la structure syndicale établi et remis à l'employeur, par l'organisation syndicale concernée fait-il foi? Par contre Les dispositions protectrices de l'article 53 bis ne concernent que le membre d'un organe exécutif de direction au sein de la structure syndicale représentative.

• Qui a la qualité de délégué syndical ?

L'organisation syndicale représentative au sens des articles 35 et 35 de la même loi crée la structure syndicale au sein de l'organisme employeur (art 40), cette opération est sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal d'installation, la représentation à travers la structure légalement constituée, doit œuvrer à la syndicalisation du maximum de travailleurs pour prétendre à la représentativité des travailleurs.

Lorsqu'elle regroupe au moins 20% de l'effectif total des travailleurs couverts par leur statut, elle doit transmettre à l'employeur les éléments d'appréciation de leur représentativité et désigne conformément aux dispositions de l'article 41, le ou les délégués syndicaux chargés de la représenter auprès de l'employeur.

Autrement dit et concrètement, on peut enregistrer deux cas de figure :

1^{er} cas de figure: une structure syndicale peut être composée uniquement de délégués syndicaux désignés entre eux. Dans ce cas, le nombre des membres de la dite structure est conforme aux limites et proportions fixées par la loi,

2^o cas de figure: une structure syndicale peut être composée de délégués syndicaux désignés et du reste des membres qui n'ont pas été désignés. Dans ce cas, le nombre des membres de la dite structure est nécessairement supérieur aux limites et proportions fixées par la loi.

A cet effet il y a lieu de remarquer que la procédure de désignation des délégués syndicaux chargés de représenter la structure syndicale auprès de l'employeur, conformément aux dispositions de l'article 41 de la loi 90-14, n'est pas précisée (on ne fait pas cas des modalités d'organisation de cette opération, notamment qui encadre cette réunion et le document devant sanctionner la réunion). Ces précisions permettront de trancher tout litige éventuel autour de la liste des délégués syndicaux désignés.

En ce qui concerne la protection prévue par l'article 53 bis, elle concerne qui ? Deux interprétations peuvent être soulevées à savoir :

Première lecture : L'organe exécutif de direction dont il est question, est composé de l'ensemble des délégués syndicaux; dans ce cas l'article 53 bis n'a aucune signification, étant donné que la couverture était déjà garantie par l'article 53,

Deuxième lecture: Il y aura une partie des membres de la structure syndicale qui n'aurons pas la couverture, et par voie de conséquence le nouveau article 53 bis trouverai toute sa signification, il vise la limitation de la protection aux seuls membres de l'organe exécutif de direction d'une structure syndicale représentative.

De même et eu égard aux prérogatives confiées par l'article 38 de la même loi, à la structure syndicale représentative au sein de chaque organisme employeur, on relèvera que cet organe syndical exécutif de direction dont fait état l'article 53 bis, se trouverai au niveau du siège social qui abrite les structures centrales de l'organe décideur de l'entreprise où s'exerce justement le pouvoir de décision (le vis-à-vis).

La protection des membres de la structure syndicale représentative installée au niveau du siège social, et qui ne sont pas membre de l'organe exécutif, soulève des interrogations comme expliqué plus haut, que serait-il alors la situation de tous les membres des structures installées au niveau des lieux distincts ? Pour ces derniers, la question reste toute entière : quelles missions ont les membres des ces structures syndicales installées par référence à l'article 40 de la même loi, au titre de la représentation ?

Et sont-ils concernés par la protection légale?

Dans le même ordre d'idée, il est constaté que les proportions fixées par exemple dans le statut de l'UGTA sont plus élevées par rapport à celles fixées par la loi. La différence positive du nombre pose également les mêmes questionnements.

Ainsi la lecture combinée des articles suscités fait état de quatre catégories de membres :

1- Le délégué syndical de la structure syndicale représentative de l'entreprise (nombre du PV d'installation égal nombre de personnes désignées égal nombre fixé par la loi), art : 53,

2- Le membre d'une structure syndicale représentative de l'entreprise (nombre du PV d'installation supérieur au nombre de personnes désignées selon la loi), art : 41,

3- Le membre désigné d'un organe exécutif de direction d'une structure syndicale représentative) (proportions fixées par la loi), art : 53 bis,

4- Le membre d'une structure syndicale n'ayant pas la représentativité, art : 35 et 37 bis.

Il est stipulé par ailleurs, dans les dispositions finales de la loi 90-14 notamment au niveau de son article 62 : que toute organisation régulièrement constituée à la date de la promulgation de la présente loi est tenu, avant le 31 décembre 1990, de mettre ses statuts en conformité avec les dispositions de la présente loi.

En tout état de cause, seuls le ou les délégués syndicaux (sorte de bureau syndical) désignés par la structure syndicale représentative sont habilités à représenter la structure syndicale auprès de l'employeur et à exercer les prérogatives principales définies à l'article 38 de la même loi.

Ces délégués syndicaux dont le nombre est défini par la loi en fonction de l'effectif total de l'organisme employeur et dont la liste doit être notifiée à l'employeur et à l'inspecteur du travail, sont seuls à disposer des facilités et protections prévues par la loi.

En conclusion de cette première partie, on doit retenir les deux éléments majeurs qui posent problème à savoir:

1^{er} Elément :

La représentation syndicale (selon les statuts de l'organisation syndicale) au niveau des lieux distincts instituée par référence à l'article 40 modifié de la loi 90-14, qui doit être différenciée de la représentativité syndicale (selon les conditions légales) auprès de l'organisme employeur en termes de missions et d'organisation: a/Missions : La structure syndicale de l'organisme employeur (communément appelé syndicat d'entreprise) a les prérogatives définies par l'article 38 de la loi 90-14. Cependant les prérogatives des structures syndicales installées au niveau des lieux distincts restent à déterminer et à circonscrire (à l'image

des prérogatives du comité de participation et celles des délégués du personnel) en aucun cas, elles ne pourront avoir les mêmes attributions, b/Organisation : La structure syndicale de l'organisme employeur doit être l'émanation des représentations de l'ensemble des lieux distincts de travail. La structure syndicale installée au niveau du siège social, par les travailleurs exerçant en son sein, ne peut en aucun cas se substituer à la structure syndicale de l'organisme employeur devant représenter tous les travailleurs adhérents de l'entreprise.

2eme Elément:

Les proportions des membres à installer au sein des structures syndicales par leur organisation syndicale res-

pective, doivent être conformes à celles fixées par la loi : Des remarques par rapport aux proportions arrêtées par le statut de l'UGTA:

Le nombre doit être impair, pour avoir au moins la possibilité à l'occasion des opérations de vote d'avoir une majorité simple,

Le nombre exact n'est pas fixé comme dans la loi, l'absence de critères objectif préétablis et précis peut supposer toute possibilité de partialité ou même d'abus, au moment de la détermination du nombre fixe, d'ailleurs comment justifier l'octroi de 7 sièges pour un effectif de 150, alors que pour un autre effectif de 151, il n'est octroyé que 5 sièges. L'exemple peut être généralisé pour toutes les fourchettes arrêtées.

Si le statut ne tranche pas ses situations à conflits certains qui va pouvoir les régler et sur quelle base ?

L'exemple suivant illustre clairement les conséquences subies par rapport à ces fourchettes :

Si on applique les proportions définies par l'article 79 du statut de l'UGTA pour une entreprise employant un effectif global de 1000 travailleurs répartis entre les quatre lieux distincts qu'elle

comporte à savoir: Résultats: pour les quatre structures syndicales créées au niveau des quatre lieux distincts, 32 membres ont été installés pour un effectif global de 1000travailleurs, alors que légalement, le nombre fixé est de cinq (05) délégués syndicaux, soit une différence de 27 membres

En application de l'article 41, les 32 membres doivent se réunir pour désigner les 05 délégués syndicaux devant représenter les 04

structures syndicales existantes partant de l'hypothèse que le nombre d'adhérent est égal au moins à 20% de l'effectif couvert par leur statut, soit: 200.

Les facilités et protections sont accordées aux 05 délégués syndicaux

manquements par les employeurs de ces droits garantis par la loi. Aucune procédure n'est prévue en ce qui concerne toutes les sanctions susceptibles d'être infligées aux délégués syndicaux à l'exception de celle liée au licenciement (art : 56)

Ainsi pour le seul licenciement, la loi a confié à l'inspecteur du travail la mission de rétablir dans leurs droits les délégués syndicaux licenciés en violation des dispositions de la loi.

tions de la loi.

« L'intéressé est réintégré dans son poste de travail et rétabli dans ses droits sur demande de l'inspecteur du travail dès que l'infraction est confirmée par ce dernier. (Art 56)

En cas de refus manifeste de l'employeur de s'y conformer dans un délai de huit (8) jours, l'inspecteur du travail dresse un procès-verbal et en saisit la juridiction compétente qui statue par décision exécutoire dans un délai n'excédant pas les soixante (60) jours, nonobstant opposition ou appel. (Art 7 de l'ord 96-12) »

Admettant que l'inspection du travail dispose dans ce cas d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire pour constater les éléments matériels de la violation des dispositions de la loi, mais en aucun cas, il ne peut confirmer l'infraction.

Cela se traduira à

mettre à l'administration de s'opposer aux licenciements qui constitueraient des atteintes au droit syndical.

La loi a pour objet d'instituer une protection particulière en faveur des délégués syndicaux qui en raison de leurs fonctions mêmes, pourraient être exposés à des mesures arbitraires de la part de l'employeur, mais cette protection sociale, confiée à l'inspection du travail, et qui comprend notamment la protection du droit syndical, ne peut légalement être exercée par l'administration à l'égard des attributions confiées par la loi 90-03 relative à l'inspection du travail, aux inspecteurs du travail et qui sont chargés de relever les infractions à la législation conformément au code de procédure pénale, c'est notamment aux seuls tribunaux de l'ordre judiciaire qu'il appartient de juger si un licenciement constitue, en fait, une atteinte au droit ou à la liberté syndicale et présente, comme tel, un caractère abusif.

Ainsi donc la procédure prévue par l'article 56 de la loi 90-14 est opérante pour les raisons évoquées plus haut mais également par rapport aux règles et procédures en vigueur au niveau des tribunaux. L'action pénale initiée par procès-verbal d'infraction de l'inspecteur du travail est adressée au procureur de la république à qui il appartient de juger d'engager la procédure de poursuite ou non, cette action est totalement indépendante de celle à engager par l'intéressé lui-même, devant le tribunal siégeant en matière sociale. Ce dernier obéit à la procédure mise en place par la loi 90-04 relative au règlement des conflits individuels de travail.

res en vigueur au niveau des tribunaux. L'action pénale initiée par procès-verbal d'infraction de l'inspecteur du travail est adressée au procureur de la république à qui il appartient de juger d'engager la procédure de poursuite ou non, cette action est totalement indépendante de celle à engager par l'intéressé lui-même, devant le tribunal siégeant en matière sociale. Ce dernier obéit à la procédure mise en place par la loi 90-04 relative au règlement des conflits individuels de travail.

*juriste

BOUIRA

Grève des professeurs au lycée M'chedalli

Farid Haddouche

Des professeurs sont toujours en grève au lycée Nasreddine M'chedalli qui se situe dans la commune de M'chedallah, à une quarantaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de wilaya Bouira. Cette grève, qui dure depuis une dizaine de jours maintenant, a été effectuée suite à un différend qui s'est produit entre le proviseur de cet établissement secondaire et une enseignante. Ses collègues ont donc décidé, après concertation, de ne

pas reprendre le travail « jusqu'à ce que le directeur présente ses excuses à la professeure avec laquelle il a eu une querelle verbale », selon eux. Le directeur pensant sans doute que l'incident était passé et qu'il n'y avait pas matière à s'excuser, étant donné que la possibilité de régler à l'amiable le différend entre lui et l'enseignante qui s'est sentie vexée, était réalisable. Apparemment, les tentatives de médiation du directeur de l'établissement n'ont pas eu l'effet escompté et ce qui a résulté d'un bras de fer entre

ce dernier et les professeurs qui ont maintenu leur grève illimitée, du moins pour la plupart d'entre eux. Profitant de cette circonstance, les enseignants grévistes ont réitéré d'autres revendications d'ordre professionnel et organisationnel selon leur comité qui les représente. En attendant que les choses rentrent dans l'ordre, de très nombreux lycéens se trouvent dans l'attente de la reprise des cours. Raison de plus quand la période actuelle est opportune pour les compositions et les révisions.

BLIDA

Mendiants et malades mentaux envahissent les mosquées

Tahar Mansour

Nous ne savons pas encore si une étude a déjà été menée pour comprendre ce phénomène, mais tout le monde peut constater la présence, en masse, de mendiants et de malades mentaux à l'intérieur, dans les cours et aux abords des mosquées. Censées servir à prier Dieu et à apprendre le Coran, le hadith et le fiqh, nos mosquées sont devenues, au fil des jours, le point de rencon-

tre de tous ces laissés pour compte que personne ne peut ou ne veut prendre en charge. Il y a aussi le problème des enfants qui viennent normalement pour la prière mais qui utilisent la cour de la mosquée comme terrain de jeux, criant et rompant le silence de mise dans ces lieux. Outre cela, de nombreux citoyens ne comprennent pas que des imams, au savoir confirmé et avec une expérience de plusieurs années, soient remplacés sans

avertissement par d'autres qui ne les égalent pas en jurisprudence musulmane ou qui n'ont ni leur bagout ni leur ascendant sur les fidèles qui doivent être orientés par des gens aux capacités avérées. D'ailleurs, nous apprenons que dans une mosquée sise dans la wilaya de Blida, un imam a remplacé un autre pour les dourous et la prière du vendredi, entraînant une réprobation de la part des fidèles qui voudraient voir revenir le premier imam.

GHARDAÏA

Le Festival des chansons et musiques du Mzab reporté

La septième édition du Festival culturel local des chansons et musiques du Mzab, initialement prévue pour la première semaine de décembre prochain à Ghardaïa, a été reportée à une date ultérieure, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la culture de la wilaya. Ce report est justifié par des travaux de réfection et de rénovation de la salle de cinéma «Mzab» destinés à la réhabiliter en prévision d'événements culturels, spectacles et autres rencontres, a expliqué à l'APS le directeur de la culture, Brahim Baba Addoun. Ce grand lifting de la salle de cinéma Mzab de 300 places doit garantir la mise aux normes de ses équipements techniques et de climatisation, la réfection

du réseau électrique, la sonorisation, la décoration, les sièges, les accès ainsi que le système d'isolation acoustique de la salle, a déclaré, de son côté, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Ghardaïa, Yahia Abbaza. D'un délai de quatre mois, les travaux d'envergure ont été lancés pour un coût de plus de 8 millions de dinars afin de permettre à cette salle, sise en plein centre de Ghardaïa, d'abriter les événements culturels, scientifiques et également politiques, a-t-il fait savoir. La réfection et rénovation de cette salle, construite dans les années 70 du siècle dernier, lui donneront les moyens de s'ériger en centre de rayonnement culturel, scientifique et artistique mo-

derne pour la jeunesse de Ghardaïa, a estimé le président de l'APC.

Cette 7^e édition, qui était prévue du 1^{er} au 6 décembre prochain, a été reportée à une date ultérieure qui sera fixée une fois les travaux de réfection de la salle de cinéma en question achevés, rassurent les organisateurs.

Sa 1^{ère} édition s'était déroulée en mai 2009, avec la participation d'une vingtaine de troupes, d'artistes et de jeunes talents de la wilaya. Le festival s'inscrit dans le cadre de la promotion du patrimoine immatériel de la région touristique du Mzab, en particulier sa chanson, sa musique et sa poésie, ainsi que de la découverte de jeunes talents, indiquent les organisateurs.

BÉJAÏA

CALPIREF : les investisseurs agréés autorisés à commencer l'aménagement de leurs concessions

Les promoteurs touristiques ayant bénéficié de concessions auprès du Calpiref ont été autorisés à concrétiser leurs projets avant même l'obtention des arrêtés y afférents autant que les permis de construire. «Vous pouvez d'ores et déjà commencer», a affirmé, à leur adresse, le wali de Béjaïa au cours d'une réunion de travail et de concertation, qui a regroupé au siège de la wilaya les membres du conseil exécutif, les élus locaux et l'ensemble des investisseurs concernés dans le but express de lever les contraintes et de hâter la réalisation du programme retenu dans ce cadre. A ce titre, un délai d'une semaine a été imparti aux services des domaines pour apurer la situation en matière de délivrance des actes de concession et de 20 jours aux promoteurs pour déposer

à la direction de l'urbanisme (DUC) les dossiers inhérents à l'obtention des permis de construire pour passer à la mise en œuvre. Le wali, Ouled Salah Zitouni, qui s'est montré rassurant quant à la volonté des pouvoirs publics de libérer l'investissement de toute forme de contraintes, n'a pas manqué, toutefois, de rappeler à l'assistance les mesures cardinales à observer en la matière, notamment l'adaptation du projet à son milieu naturel et le respect des lois s'y trouvant. «Il faut faire en sorte d'épargner le plus possible les arbres plantés dans l'espace de la concession. Dans le cas échéant, il va falloir compenser par des transplantations dans le même site», a-t-il indiqué, prônant la mise en place d'une ceinture verte et

ouest de la wilaya. Durant cette réunion, les investisseurs ont exposé chacun leurs problèmes soumis à discussion entre les parties prenantes de l'administration. Quelques-uns ont trouvé des solutions sur place, d'autres, par contre, notamment ceux dont les affaires sont pendantes au niveau des cours de justice, feront l'objet d'un traitement en séance restreinte avec l'objectif de lever tous les obstacles et permettre à tout un chacun de vaquer à ses affaires, a affirmé le wali, tout en mettant en garde les spéculateurs fonciers. «Désormais, nous allons séparer le bon investisseur du spéculateur», a-t-il promis, relevant, dans ce contexte, que «Béjaïa a trop souffert» et que «le moment est venu de la réhabiliter et la rétablir dans ses droits».

SKIKDA

Le miel fait son salon



Ph.: Rachid K.

La 4^e édition du Salon national du miel et de l'apiculture, ouverte dimanche au centre culturel Aissat-Idir de Skikda, draine un nombre important de visiteurs, a-t-on constaté dimanche après-midi. Le miel 100% naturel (ou présenté comme tel) est la quête commune de la majorité des visiteurs, convaincus des effets bénéfiques et des vertus thérapeutiques du produit de l'abeille. Une gamme variée, incluant le «miel d'abeilles sauvages», leur est proposée par les 40 apiculteurs participant à ce Salon national, venus de 20 wilayas du pays.

Apiculteur à Ghardaïa, Yacine Khirnass propose plu-

sieurs variétés, du miel d'eucalyptus cédé à 2.500 dinars le kg, à celui, plus cher (et plus rare), du jujubier, vendu à 4.000 dinars le kg. Une différence de prix que ce professionnel attribue aux frais que nécessitent de longs déplacements en zones sahariennes pour obtenir cette seconde variété de miel. Selon Rabah Messikh, cadre à la direction des services agricoles, l'objectif du salon est de favoriser les échanges entre professionnels et mettre en valeur les capacités apicoles de la wilaya de Skikda. Cette région du pays produit, selon le président de l'association des apiculteurs de wilaya, Hichem Koti, 200.000

essaims par an, distribués localement mais aussi dans les wilayas d'El Tarf, Annaba, Constantine, Souk Ahras, Jijel, Guelma, Bordj Bou Arréridj et Sétif. Koti a également affirmé que la wilaya de Skikda a produit, la saison dernière, 6.100 quintaux de miel grâce à ses 115.000 ruches appartenant à 3.500 apiculteurs. Organisé jusqu'à jeudi par l'association des apiculteurs de la wilaya, la direction des services agricoles et la chambre de l'agriculture, le salon, ouvert par le wali Faouzi Benhassine, réserve des stands aux dispositifs de soutien à l'emploi de jeunes et à la Société algérienne d'assurances.

JIJEL

22 morts sur les routes

Vingt-deux (22) personnes ont trouvé la mort, au cours des dix derniers mois à Jijel, dans des accidents de la circulation. Ce bilan fait également état de 477 blessés sur les routes de la wilaya où 296 accidents se sont produits au cours de cette période, a indiqué le commandant Lahcene Boudraa, chef de bureau de la sécurité routière au Groupement territorial de la

Gendarmerie nationale. Comparativement avec l'exercice 2014, il a été relevé, cette année, une sensible baisse des accidents estimée à 23%, a-t-il indiqué, rappelant que la campagne de prévention routière, lancée début novembre, se poursuit à travers la wilaya.

Des barrages fixes et mobiles sont dressés en divers points et sur les axes routiers

principaux et secondaires pour contrôler et sensibiliser les chauffeurs à la sécurité au volant. Les gendarmes affectés à ces barrages ciblent essentiellement, selon la même source, les conducteurs de véhicules de transport en commun et de marchandises, généralement à l'origine d'accidents entraînant de nombreux décès et blessés sur les routes.

SÉTIF

Portes ouvertes sur la CASNOS

Les mesures «exceptionnelles» contenues dans la loi de finances complémentaire (LFC) pour 2015 au profit des non-salariés représentent une «opportunité en or» pour les personnes concernées, a estimé dimanche à Sétif le directeur local de la Caisse nationale d'assurances sociales des non-salariés (Casnòs), Mourad Boubakeur. Dans une déclaration à l'APS, en marge de l'ouverture de journées «portes ouvertes» sur les nouvelles mesures prévues en

matière de sécurité sociale par la LFC, ce responsable a rappelé que ces dispositions sont une «opportunité en or» dans la mesure où elles permettent de «régulariser les cotisations avec exonération totale des majorations et des pénalités de retard».

Cet avantage valable jusqu'au 31 mars 2016 doit être «saisi pleinement» par les travailleurs concernés, a ajouté le directeur local de la Casnòs, précisant que ces journées «portes ouvertes», organisées simultanément dans

les huit (8) agences de cette caisse à Sétif, El Eulma, Aïn Oulmène, Aïn Azel, Bougaâ, Aïn Kebira, Bouandes et Beni-Ourtillane, visent à «sensibiliser le maximum des travailleurs concernés aux avantages offerts par les nouvelles mesures». Dans la wilaya de Sétif, plus de 4.200 travailleurs non-salariés ont bénéficié de cette mesure exceptionnelle, a souligné le même responsable, rappelant qu'il existe, en Algérie, 70.712 personnes actives non-salariées.

EL TARF

Une nouvelle gare routière inaugurée

A. Ouelaa

M. Talai Boudjemaa, ministre des Transports, a procédé dans l'après-midi de dimanche dernier à l'inauguration de la nouvelle gare routière de Dréan, dans la wilaya d'El Tarf. D'un coût avoisinant les 50 milliards de cts, ladite gare routière, de par sa proximité de l'autoroute Est-Ouest, d'une conception agréable, avec une bonne qualité des travaux, dispose de 19 quais, avec 17 places en inter-wilayas, 06 places pour desservir les différentes communes,

12 places pour l'urbain et d'autres quais pour d'autres destinations. Les prévisions font état d'un nombre important de voyageurs qui vont transiter par cette gare située au croisement de la RN 84 et la RN 16 et proche des wilayas de Guelma, Annaba, Souk Ahras, Tébessa et Skikda. Cette infrastructure va également soulager tous ceux qui devaient par le passé transiter par

Annaba afin de rallier des wilayas lointaines du centre, du sud et de l'ouest du pays. Aussi, dans sa déclaration à la presse, sur la ligne du chemin de fer qui prendra son départ de Annaba en passant par plusieurs communes de la wilaya d'El Tarf jusqu'à El Kala, le ministre a fait savoir que les études sont en cours, de même que le téléphérique prévu à El Kala.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

| 12 safar 1437 | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 06h04 | Dohr 12h35 | Assar 15h15 | Maghreb 17h37 | Icha 19h00 |



Bedoui à Constantine
Objectif, zéro papier

Abdelkrim Zerzouri

En quelques mois à la tête du département de l'Intérieur, M. Nouredine Bedoui s'affirme comme le monsieur « e-administration ». C'est une véritable révolution qu'il s'attelle, en effet, à mettre en place au niveau des différents services de l'administration publique, notamment l'établissement du passeport biométrique au niveau des communes, la future carte d'identité nationale biométrique qui sera remise aux titulaires (déjà titulaires du passeport biométrique) dans les domiciles et autres fichiers nationaux de données des citoyens et de retrait des extraits de naissance S12 à partir de n'importe quelle commune du territoire national. Et, hier, lors de sa visite à Constantine, M. Bedoui a confirmé cette tendance en affirmant que l'objectif fixé est de parvenir en 2016 à « zéro papier » administratif à retirer auprès des institutions de la République au niveau local.

« L'Etat œuvre avec les moyens humains et matériels nécessaires mis en place à améliorer le service public, pas seulement à l'état civil,

mais également dans d'autres secteurs comme la santé, l'habitat, l'éducation ou le travail, en éliminant le volume encombrant que le citoyen doit fournir », a souligné le ministre au cours de sa visite de travail qui s'étale sur deux jours à Constantine et qu'il a entamée à la délégation communale de la cité du 5-Juillet où il a mis en service l'opération de retrait du passeport biométrique. « Au fur et à mesure que nous avancerons dans cette stratégie, le citoyen pourra, depuis son domicile et grâce à l'Internet, formaliser un dossier et se faire établir le document administratif qu'il souhaite », a indiqué M. Bedoui, mettant en relief l'importance du numéro national d'identification institué dans le cadre du système biométrique dans la concrétisation de l'objectif « zéro papier ».

Le ministre de l'Intérieur a continué sa tournée en se rendant au centre d'enfouissement technique (CET) situé près d'Aïn S'mara, où il a présidé une cérémonie de distribution de matériels de collecte de déchets (une centaine de bornes enterrées et aériennes et 20 camions à benne-tasseuse) à des micro-entreprises et

à des communes. Insistant à dire dans ce contexte que les micro-entreprises qui se spécialisent dans la collecte des déchets et dans ce qui touche à l'environnement représentent une « énergie » que les autorités locales doivent exploiter dans le cadre de la politique de complémentarité initiée par l'Etat.

D'autres haltes marqueront la virée de M. Bedoui qui devait s'enquérir au siège de la sûreté de wilaya de l'opération de mise en place de caméras de vidéosurveillance et inspecter, à Constantine et à Ali Mendjeli (où il remettra également des actes de concession pour des investisseurs), de nombreux projets et réalisations liés, entre autres, à l'administration locale et aux secteurs de l'urbanisme, de l'habitat, de la jeunesse et des sports et de l'énergie. Aujourd'hui, son agenda devrait le mener dans les communes de Hamma Bouziane, de Beni H'midène, de Didouche Mourad, de Zighoud Youcef et d'Aïn Smara, avant de présider, dans l'après-midi, une rencontre avec les responsables locaux, les cadres, les élus, les députés, les sénateurs et le mouvement associatif.

Santé

Ouverture imminente de l'hôpital de Didouche-Mourad

Abdelkrim Zerzouri

Après une longue fermeture qui aura provoqué bien des mécontentements parmi la population et les responsables de la tutelle, dont le ministre de la Santé lui-même, l'hôpital de Didouche-Mourad, situé à 12 kilomètres de la ville de Constantine, est fin prêt pour accueillir les malades. L'ouverture de cet hôpital, fermé depuis 2012 pour travaux de réhabilitation, est « imminente », nous a annoncé hier le responsable de la communication du secteur de la santé, Aziz Kaabouche. Malgré tout le retard accusé par les travaux de réhabilitation, la réception de l'hôpital de Didouche-Mourad, ex-structure de santé militaire rétrocédée au secteur public civil, est un véritable acquis pour la wilaya de Constantine, dont les structures de san-

té, à vocation régionale, reçoivent des patients de 17 wilayas de l'est du pays. Ainsi, souligne-t-on, l'hôpital de Didouche-Mourad, d'une capacité de 240 lits, qui sera doté de toutes les commodités nécessaires devant assurer une prise en charge qualitative, est considéré comme une « valeur ajoutée » pour le secteur de la santé dans la wilaya en attendant le lancement des travaux d'un deuxième CHU, prévu à Ali-Mendjeli. Selon de récentes déclarations des responsables locaux du secteur, l'hôpital de Didouche-Mourad sera doté de deux services hospitalo-universitaires en gynécologie obstétrique et en cancérologie, chose qui permettrait « d'augmenter les capacités en matière de formation de médecins spécialistes, d'assurer une prise en charge hautement spécialisée et d'alléger la pression que

subissent ces deux services au CHU Benbadis ». « Une partie des praticiens spécialistes et des résidents du CHUC sera donc redéployée dans cet établissement de santé pour répondre aux besoins de la population de la commune de Didouche-Mourad et de sa périphérie, notamment en matière de soins spécialisés », a-t-on encore appris sur ce registre. Et, de toute évidence, de nouveaux postes seront ouverts pour de nouvelles recrues. M. Aziz Kaabouche n'a pas manqué de signaler que d'autres polycliniques ont été ouvertes ces derniers jours à Aïn Abid, Ouled Rahmoune, Djebel El Ouahch, et que le CHUC s'est doté d'une table opératoire (orthopédie) de dernière génération qui permet désormais aux chirurgiens d'intervenir sur toutes les parties du corps.

Rencontres poétiques de Cirta

Une indifférence «inexpliquée»

A. Mallem

S'exprimant au cours d'une conférence qu'il a organisée hier au siège du Commissariat de la manifestation « Constantine, capitale de la culture arabe 2015 », le poète et universitaire constantinois Abdesslem Ikhlef, responsable des « Rencontres poétiques de Cirta » organisées dans ce cadre, a déploré que les poètes du constantinois et ceux qui aiment la poésie ne viennent pas aux rencontres qu'il organise. « Nous avons remarqué de leur part une indifférence inexpliquée. Nous aurions bien aimé, ajouta-t-il, qu'ils viennent pour encourager la poésie, et pour apprendre aussi, car nous n'invitons pas n'importe qui et nous prenons bien soin de sélectionner des poètes représentatifs de la poésie dans leurs pays respec-

tifs. Des gens qui vivent toujours à l'intérieur de leurs frontières et non de ceux qui s'expriment à partir de pays étrangers où ils vivent, écrivent en faisant plutôt de la politique, de l'agit-prop que de la poésie proprement dite ».

Chargé du volet poésie du programme de la manifestation culturelle arabe, M. Ikhlef a organisé hier au siège du commissariat, Boulevard Zighoud-Youcef à Constantine, une conférence de presse sur la tenue de « La nuit du Cham », une rencontre de poésie qui va se tenir jeudi 26 novembre en cours au Palais de la Culture Mohamed Laid Al Khalifa à 14h. Le conférencier a rappelé les quatre soirées de poésies qui se sont déroulées dans le même cadre et qui ont débuté par les « Nuits Palestiniennes de la poésie » et se sont poursuivies par d'autres du même

genre pour la Tunisie, le Maroc, et l'Egypte. Puis il y a eu une brusque rupture. « A vrai dire, il ne s'agit pas d'une rupture, mais d'une réorganisation de l'activité car nous avons décidé de changer le fusil d'épaule, de compacter un peu par ce que le programme était centré sur l'invitation d'un poète par pays arabe. Et nous avons pensé qu'il faudrait condenser et inviter plusieurs poètes de plusieurs pays à la fois en appelant cette première édition de la nouvelle formule « Les nuits du Cham » et celle-ci englobe l'Irak, la Syrie, la Jordanie et le Liban. Aussi, elle sera animée par 8 poètes arabes venant de ces pays. Toutefois, nous venons d'apprendre que les poètes irakiens se sont excusés de ne pouvoir y assister du fait qu'il est très difficile pour eux de pouvoir quitter leur pays en guerre.

Sit-in de demandeurs de logements

A. El Abci

Les demandeurs de logements du type social, de plus d'une vingtaine de cités de la ville des ponts, qui avaient pour habitude de se rassembler les lundis devant la daïra, ont tenu, hier, un sit-in devant le cabinet du wali, en y « transférant » bien sûr la même anarchie et bousculade. Il s'agissait de plus de 200 demandeurs de logements et des personnes ayant déposé des recours, car « exclus » des opérations de démenagement de plusieurs cités de bidonvilles, d'habitat précaire etc., avec les catégories de nouveaux mariés, des veuves et des célibataires, qui ont réclamé de voir le wali, pour lui soumettre leurs doléances et ce, à l'effet de trouver une solution à leurs cas qui sont toujours pendants. Cette fois-ci également, la présence massive des protestataires n'a pas été sans perturber et ralentir la circulation, ce qui

a donné beaucoup de souci aux forces de police présentes en renfort sur les lieux. De nombreux protestataires ont exprimé leur mécontentement, du fait qu'ils n'ont pas pu se faire inscrire sur la liste établie, pour voir le chef de daïra, méthode qu'ils n'ont pas manqué de contester et qui consiste à se porter d'abord sur la liste pour être ensuite convoqué par le 1^{er} responsable de la daïra. Et d'expliquer, que las d'attendre une éventuelle entrevue avec le chef de daïra, ils ont décidé de venir solliciter le premier responsable de la wilaya, qui est certainement plus indiqué pour trouver une solution à leur calvaire. Les demandeurs de logement social, de Oued El Had, de Daksi, de la cité Emir Abdelkader, de Bab El Kantara, de Sidi Mabrouk et d'autres encore, se disent impatients et déçus de ne voir rien venir des promesses concernant le tirage au sort de la deuxième vague, une liste de 1.555 loge-

ments, qui leur a été annoncée mais qui se fait désirer. Aussi, s'interrogeront-ils, « c'est bientôt la fin de l'année, est-ce que le projet tient toujours la route ? ». Pour leur part, les « exclus » de relogement de la rue des Maquisards et Djenane Ezzitounne, notamment, sont venus faire valoir leurs dossiers de recours et qui veulent que l'on tranche dans leurs cas, car cela fait des mois sinon des années qu'ils ne font qu'espérer et c'est insupportable, noteront-ils. En fin de matinée et selon des représentants des contestataires, le chef de cabinet leur a assuré en les recevant, que la distribution d'un grand nombre de logements est prévue pour la semaine prochaine. Propos qui ont fait que la majorité des protestataires se sont dispersés, alors que d'autres, sceptiques, ont déclaré vouloir aller au siège de la wilaya pour porter leurs préoccupations au ministre de l'Intérieur en visite à Constantine.

Bekira 3^e tranche

Les habitants en appellent au wali

A. Mallem

S'adressant, cette fois, directement au wali, au moyen d'une pétition signée par une soixantaine d'habitants du quartier ; document dont nous avons obtenu une copie ; les résidents du quartier de la 3^{ème} tranche de la cité Bekira, « déplorent l'inexistence, depuis 1987, de toute espèce d'aménagement urbain, à leur niveau, à l'exception des réseaux d'eau, de gaz et d'électricité qui sont réalisés », disent-ils. Et d'affirmer qu'à chaque fois qu'ils se rapprochent des services de l'APC de Hamma-Bouziane, commune à laquelle est rattachée leur cité, ils s'entendent dire que l'étude pour l'aménagement de leur espace urbain a été finalisée et que l'entreprise chargée de mener les travaux a été désignée et n'attend que le feu vert pour lancer les opérations, signal qui se traduit par la délivrance de l'ordre de service (ODS) qui est l'apanage des services de la wilaya.

Reçu, hier, au bureau de no-

tre journal où il nous a remis une copie de la pétition, M. Basta Abdelghani, citoyen résident dans la 3^{ème} tranche de Bekira, a complété en expliquant : « Nous avons appris dernièrement, à travers la presse locale que l'étude d'aménagement de notre quartier a été faite, depuis 2009, par les services de la wilaya pour un montant de 12 milliards de centimes. Ce montant comprend le bitumage des rues, la pose des trottoirs, de l'éclairage public et l'assainissement, et que la concrétisation de cette étude reste bloquée à la wilaya pour on ne sait quelle raison.

Et à chaque fois que nous contactons l'APC de Hamma-Bouziane on nous répond que notre problème se pose à la direction de l'Urbanisme. Nous nous sommes rapprochés de la DUC pour s'entendre dire que notre cas figure, effectivement, est parmi la série de projets qui n'ont pas encore démarré et qui ont fait l'objet d'une circulaire du wali (la circulaire n°3). Et de nous demander, ensuite, de faire un

écrit accompagné de la signature des résidents de la 3^{ème} tranche. Ce que nous venons de faire aujourd'hui », a indiqué ce citoyen. Mais comme cela a trop duré, a-t-il ajouté, les habitants concernés viennent solliciter l'intervention directe du wali pour faire activer leur demande, sachant, a précisé notre interlocuteur, que dernièrement le premier responsable de la wilaya s'était rendu sur les lieux et avait vu de ses propres yeux l'état du quartier et les conditions de vie dans lesquelles évoluent les résidents de la 3^{ème} tranche. « Nous voudrions, également, faire savoir à M. le wali, a poursuivi M. Basta, que nous ne sommes pas de cette catégorie de citoyens qui pétitionnent en utilisant des moyens musclés et violents, comme celui de couper la route, en enflammant des pneus ou en posant des blocs de pierres et des troncs d'arbre. Nous préférons la méthode citoyenne car nous nous confions à l'esprit de responsabilité des autorités pour régler nos problèmes ».

Colloque international

« Eau et Climat : regards croisés Nord - Sud »

La 4^e édition du colloque international « Eau et Climat : regards croisés Nord - Sud » se tiendra à Constantine, à l'université des frères Mentouri (campus Zouaghi), les 24 et 25 novembre 2015, sous le thème « Défis de l'eau et stratégie d'adaptation autour du Bassin méditerranéen ». Ainsi, après la tenue des précédents colloques, successivement en France (Rouen 2012), au Maroc (Fès, novembre 2013), et en Tunisie (Hammamet octobre 2014), la faculté des sciences de la terre, de la géographie et de l'aménagement du territoire et le laboratoire des sciences du territoire, ressources naturelles et environnement, organisent cette 4^e édition avec la participation des spécialistes de plusieurs pays (Algérie, Tunisie, Maroc,

France, Cameroun et Pays-Bas). La thématique de la rencontre est d'une importance vitale et d'actualité brûlante dans le monde et « dans les pays du Bassin méditerranéen où le phénomène du changement climatique est susceptible d'engendrer des perturbations majeures dans le cycle de l'eau et le fonctionnement des hydro-systèmes », note le communiqué afférant à cette manifestation scientifique, transmis, hier, à notre rédaction. Ajoutant que ce colloque sera « une occasion pour les spécialistes de débattre des questions contenues dans un riche program-

me d'intervention d'une part, et d'autre part dresser un état des lieux, et confronter les résultats de plusieurs programmes de recherche relatifs à l'échelle du Bassin méditerranéen ».

L'eau, source de vie, peut devenir source de malheur lorsqu'elle est touchée par la pollution ou lorsqu'elle subit de plein fouet les effets du changement climatique qui se répercutent fatalement sur le fonctionnement des hydro-systèmes. « Eau et Climat, la paire est effectivement indissociable », estiment encore des spécialistes.

A. Z.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

| 12 safar 1437 | | | | |
|---------------|-------|-------|---------|-------|
| El Fedjr | Dohr | Assar | Maghreb | Icha |
| 05h50 | 12h21 | 15h02 | 17h24 | 18h47 |



Reconversion de l'hôtel «Châteauneuf» en siège de l'APC Trois groupements d'entreprises internationales ont soumissionné

D. B.

À l'issue d'un avis d'appel d'offres lancé par la commune d'Oran, pour le choix d'une entreprise qui aura à charge les travaux de reconversion de l'hôtel 'Châteauneuf', en futur siège de la commune, trois groupements d'entreprises internationales (algero-turque), algéro-italienne et algéro-portugaise) ont déposé leurs soumissions, apprend-on de sources proches de la commission de l'Urbanisme de l'APC. Nos interlocuteurs indiquent que le choix de l'entreprise se fera, aujourd'hui. Les mêmes sources affirment que les travaux doivent, en principe, être lancés avant la fin de l'année en cours.

Par ailleurs et dans un souci de lancer les travaux, une seconde enveloppe de quelque 100 milliards de centimes, a été débloquée par le ministère, il y a plus de 2 mois. Cette manne financière vient s'ajouter aux 100 milliards de centimes déjà débloqués, il y a plus de 4 ans sur instructions du président de la République. Nos sources indiquent que les travaux seront lancés incessamment. En juin dernier, le wali d'Oran avait indiqué que la wilaya d'Oran avait reçu le feu vert de la part du Premier ministre M. Sellal pour l'entame des travaux de réaménagement de cette structure. Aussitôt un avis d'appel d'offres national a été lancé pour le choix d'un bureau d'études compétent. Cette décision a été accueillie avec satisfaction par les élus de l'APC d'Oran. Le maire d'Oran, de son côté, avait af-



firmé que l'APC d'Oran a décidé de relancer ce projet, vieux de plus de deux décennies et d'offrir à la commune d'Oran un siège, à la hauteur de la ville. Il y a lieu de signaler que la commune d'Oran a, à maintes reprises, annoncé la relance du projet, mais elle s'est retrouvée confrontée au problème du financement.

Cette entrave a été levée, à l'issue de la visite du président de la République, à Oran, il y a quelques années, qui avait décidé de débloquer une enveloppe de 100 milliards de centimes pour les travaux.

L'ex hôtel 'Châteauneuf' est une carcasse en béton de 18 étages, se dres-

sant au centre-ville d'Oran, à proximité d'un site historique, le Palais du Bey. L'édifice a été cédé, officiellement, à la commune d'Oran et sera reconverti en bâtiment administratif, regroupant l'ensemble des services de la commune. L'annonce faite par le wali d'Oran, intervient après le lancement des travaux de réhabilitation de l'hôtel de ville, lancée, il y a plus de 3 mois. Le coup d'envoi des travaux a été donné par le wali, lui-même, tout en signalant qu'une enveloppe de 07 milliards de DA a été dégagée pour la réhabilitation du siège de la mairie d'Oran et du quartier de Sidi El Houari. Les travaux, signalons-le, accusent un énorme retard.

El Mohgoune

Relogement de 850 familles en fin de semaine

K. Assia

Dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, une opération de relogement visant 850 familles, occupant des habitations de fortune aura lieu, en fin de semaine, à El Mohgoun. Les bénéficiaires de ce programme de logements publics locatifs ont été recensés et identifiés par les responsables locaux et répondent, par conséquent, aux critères exigés pour l'obtention d'un logement social.

Avant-hier, les bénéficiaires de ce programme, dont des familles occupant, également, le vieux bâti à Arzew, ont été invités à la salle omnisports d'Arzew pour s'acquitter des frais de cau-

tion estimés à 30.000 DA plus 6 mois de loyer. Ces familles seront relogées, au plus tard, jeudi, selon les services de la wilaya. Ce quota fait partie d'un important programme de 2.000 logements, inscrits depuis 2009, dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire. Les bénéficiaires ont été recensés grâce au fichier national et sont détenteurs de décisions de pré-affectations, apprend-on de l'APC.

La commune d'Arzew a bénéficié d'un quota de 1.300 logements sociaux dont une tranche de 250 logements a été réalisé à Hai Gourine alors que 850 autres, en face du centre hospitalo universitaire d'El Mohgoun. Plusieurs contrôles ont été opérés, selon le maire, afin

d'écarter les indu-occupants. Les enquêtes ont été menées, conformément, aux instructions des responsables locaux de sorte qu'il a été question de vérifier si ces familles ont été recensées pour bénéficier de logements sociaux. Ce contrôle visait, également, à s'assurer si toutes les conditions et critères exigés pour l'obtention d'un logement, ont été réunis et respectés par les postulants à cette formule.

La semaine dernière, 260 familles, habitant des maisons vétustes sises au centre-ville d'Arzew ont été relogées dans le cadre de l'éradication du vieux bâti au site des 250 logements de type public locatif de Hai Gourine, relevant de la commune d'Arzew.

Sidi Chahmi et Bir El Djir

Démolition de 90 habitations illicites

Quelque 90 habitations illicites, érigées dans les communes de Sidi Chahmi et Bir El Djir ont été démolies, dimanche, par les services de la wilaya d'Oran, annonce-t-on dans un communiqué transmis à l'APS.

Ces habitations sont localisées au quartier Hayat Regency, dans la commune de Sidi Chahmi, à Hai Sidi El

Bachir, dans la commune de Bir El Djir, précise-t-on de même source. Selon les services de la wilaya, les occupants de ces constructions illicites voulaient intégrer ces espaces urbains dans l'espoir de faire partie des familles devant être relogées dans le cadre de l'opération de lutte contre l'habitat précaire. Pour mener à bien ces opérations de dé-

molition, la force publique a été mobilisée, souligne-t-on dans le même document. « Les services de la wilaya disposent de toutes les données vérifiées et complètes recensant les occupants des sites précaires devant être touchés par les prochaines opérations de relogement », assurent les mêmes sources.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

La salsa...



appartient à tous, mais nul ne se sent concerné. Ça agresse en plein jour,

ça rackette tous azimuts, ça saute aux yeux, mais tous se cachent derrière leurs lunettes marqua made « in chaîne »

Ça vend des morceaux de pizza sur un plateau qui n'a pas connu un rinçage depuis sa fabrication. Ça propose de la kalandita aux mouches pour la resservir aux badauds, juste en face du service d'hygiène qui préfère contrôler les établissements bien établis. Ça expose sa marchandise à même le sol, et do, ré, mi, la-fa-mi de la direction du commerce est la première à lui acheter ses articles. C'est à cause du pouvoir d'achat. Et du pouvoir tout court. Et la cour du pouvoir.

Nos enfants ont pris la place des ânes, ce sont eux qui tractent les charrettes pour les installer dans des souks improvisés. Il faut bien qu'ils travaillent, ces gosses. Faut bien qu'ils apprennent à voler de leurs propres ailes. C'est mieux que voler.

Bir El Djir

Le nouveau siège de la commune en cours d'achèvement

K. Assia

Les travaux de réalisation du nouveau siège devant abriter l'APC de Bir El Djir sont en bonne voie et sont à un taux d'avancement de l'ordre de 60%, a indiqué, M. Belkadi, président de l'APC de Bir El Djir. En effet, deux entreprises ont été retenues pour la concrétisation de ce projet, tant attendu par les élus locaux. Le projet était initialement, prévu, au boulevard Millénium où un terrain d'une superficie d'un hectare et demi a été retenu. En raison de la nature juridique du terrain, le projet du nouveau siège n'a pu voir le jour. Les services de la commune ont été contraints de changer de site et opté pour le terrain abritant le parc communal, pas loin de l'actuel siège de l'APC. D'une superficie de 1000 m², le projet prévoit la réalisation d'un bloc administratif, érigé en R+4 avec une salle de conférences, des bureaux, une autre structure réservée à la réception plus un parking sous sol. Avec l'explosion démographique que connaît Oran et particulièrement cette zone, la réalisation d'un futur siège s'impose d'elle-même pour répondre aux besoins et prendre en charge les doléances des habitants, indique-t-on du côté des élus locaux. L'exiguïté de l'actuel siège a rendu obliga-

toire le lancement d'un tel projet. Les employés y compris les élus sont confrontés à de véritables entraves de sorte qu'un seul bureau abrite jusqu'à trois ou quatre agents. Un budget de 16 milliards de centimes a été dégagé pour la réalisation du gros-œuvre. Dans le cadre du Plan communal de développement, un montant de 6 milliards de centimes a été également, débloqué pour concrétiser, toujours, ces travaux, a ajouté le maire. Une enveloppe supplémentaire sera, sans doute, ajoutée pour achever le projet dans sa globalité et notamment les travaux de VRD. Quant à l'actuel siège de l'APC de Bir El Djir, notre interlocuteur précise qu'il abritera le service de l'état civil, de quoi améliorer le rapprochement entre la population et les services de la commune. Par ailleurs, dans le cadre du découpage administratif et afin d'améliorer la prestation de service la commune de Bir El Djir s'est dotée de trois antennes administratives, situées respectivement à l'USTO, Hai Yasmine et Belgaid. Deux autres sont lancées à Bendaoud et Hai Khémisti. Les autorités locales comptent ainsi améliorer le service public, en termes d'accueil et de prestations et ce, suite à plusieurs doléances de la population notamment celles des nouvelles agglomérations.

La formation dans le tourisme en ligne de mire

Une délégation française du Vaucluse à la Chambre du Commerce

K. Assia

Les élus de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie CCIO comptent, désormais, développer la formation dans le secteur du Tourisme et les services. La visite effectuée, avant-hier, par le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Vaucluse, a été une occasion pour mettre l'accent sur l'importance de cette mise à niveau et dont le but est de parvenir à une formation de qualité et de redynamiser le secteur. Une convention portant sur ce perfectionnement et cette formation a été signée, au courant du mois de mai dernier, entre la CCIO et son homologue CCI du Vaucluse, a noté, hier, M. Mouad président de la CCIO. Celle-ci devra booster le secteur de l'hôtellerie, notamment, en prévision de l'événement des Jeux méditerranéens qu'abritera la capitale de l'Ouest. Une rencontre a été, donc, organisée, avant-hier, au siège de la CCIO et a regroupé, selon notre interlocuteur, les membres de la délégation française soit le président et deux autres membres de la CCI du Vaucluse, les re-

présentants de la commission du Tourisme de l'APW, en plus du responsable du Complexe des Andalous et des opérateurs économiques spécialisés dans le domaine, dont des hôteliers. L'occasion a été de débattre les objectifs tracés et connaître les préoccupations de chacun. « Nous nous sommes mis d'accord, dans un premier temps, sur la formation des formateurs pour ensuite passer à la mise à niveau du personnel du Tourisme et de l'hôtellerie » a indiqué notre interlocuteur. Un groupe de dix à vingt formateurs sera choisi pour suivre ce perfectionnement prévu au courant du mois de septembre prochain. Ces cycles de mise à niveau seront assurés dans les salles de la CCIO, en attendant que le futur siège de l'Ecole de formation, sise à la rue Mirauchaux, soit réceptionnée. Tout en saluant cette initiative qui vise à redynamiser le secteur du Tourisme tel qu'édicte par les pouvoirs publics, le président de la CCIO a noté que toutes les dispositions sont prises pour encourager ce partenariat algéro-français lequel porte sur un transfert de savoir et d'échanges d'expériences.

Douar Kara (Es Senia) : une femme égorgée

La localité Kara, dans la commune d'Es-Sénia a été secouée, ce dimanche, par un terrible crime. Une mère de famille a été sauvagement égorgée. Agée de 30 ans, la victime a été découverte dans une maison illicite gisant dans une mare de sang ; avec des traces de violence au niveau cou, selon la Protection civile. La dépouille mortelle a été déposée à la morgue et une enquête ouverte par les services de sécurité. L'auteur du crime a pris la fuite. Il demeure activement recherché.

Haï Nedjma «Chteibo» : un jeune meurt poignardé

Les habitants de la localité de Haï Nedjma (Chteibo), dans la commune de Sidi Chahmi sont en émoi suite au crime commis contre un jeune de 20 ans. Ce dernier avait reçu un coup de couteau, lui occasionnant des blessures graves au thorax. Le blessé a été évacué à l'hôpital d'Oran. Un communiqué de la Gendarmerie fait état de l'arrestation du jeune qui a tué un autre jeune, de 20 ans, à l'aide d'un couteau, à Chteibo. L'auteur présumé muni de l'arme du méfait, s'est livré de son plein gré aux gendarmes de la brigade de Haï Nedjma, qui ont ouvert une enquête.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Ghanai Mohamed, 27 ans, Eckmühl
Bouamama Houari, 42 ans, Les Planteurs
Mezouar Houari, 77 ans, Eckmühl
Benbouthera Salah-Edine, 14 ans, Ain El El-Turck

Horaires des prières pour Oran et ses environs

| 12 safar 1437 | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 06h18 | Dohr 12h50 | Assar 15h33 | Maghreb 17h55 | Icha 19h17 |



Assassinat du patron d'une usine de chewing-gum à Oran Peine capitale requise contre quatre accusés



Houari Saaïdia

Moment fort de l'audience : l'entrée en scène du gardien du dépôt où eut le crime. Appelé à témoigner, Kh. Mohamed traîne la jambe pour gagner la barre. Lardé de coups de poignard ce jour du 29 décembre 2013, poings et pieds ligotés avec un cache-nez et muselé au ruban adhésif, ce « miraculé » est le pivot autour duquel tourne toute l'affaire. Si ce n'est ce brave rescapé du drame, qui eut pour cadre l'établissement commercial de son défunt patron Lachachi Badreddine, sis rue Soufi Zoubida, ex-Boulanger, ce procès n'aurait sans doute pas lieu.

Laissé pour mort par ses bourreaux, il est l'homme que les auteurs (présomés) du double crime ne pouvaient même imaginer revoir un jour. Et pourtant, il est là aujourd'hui, debout à la barre, les regardant dans les yeux, un à un. Et il est formel : trois des quatre personnes au box des accusés sont bel et bien celles l'ayant assailli, cet inoubliable jour, à peine leur avait-il ouvert la porte du dépôt. Sa remémoration de leurs visages ne souffre d'aucune ambiguïté, soutient-il. La présidente du tribunal a beau tenter de mettre en épreuve les capacités mnémoniques du gardien, son identification de ses trois agresseurs reste catégorique. Il montre du doigt K. Kh. comme étant celui qui lui a pris le visage dans la main, lui étouffant la voix, puis lui a asséné quelques coups de couteau par-devant le corps, avant de lui mettre un bout de scotch sur la bouche. Il reconnaît le visage de H.M., celui qui l'a poignardé au cou. Et, enfin, M.B.M., celui qui lui a donné plusieurs coups de couteau par derrière, notamment au niveau des cuisses et des mollets. Seul B.A., celui supposé être le propriétaire de la Hyandai Iris, couleur grise, et qui est resté à l'extérieur pour faire le guet, n'est pas identifié par le gardien.

Au cours du débat, les avocats de la défense « taquinent » le gardien, lui lançant un déluge de questions

sur un élément-clé, à leurs yeux : pourquoi au début (au premier acte d'identification au niveau du commissariat central de la police), le gardien « victime-témoin » n'a reconnu que K.Kh., alors que pour les deux autres mis en cause, la mémoire ne lui est revenue que lors de l'information judiciaire par-devant le juge d'instruction, soit quatre mois plus tard ? Il était toujours sous le choc, ses fonctions cognitives et ses capacités mnémoniques se sont rétablies progressivement, ont donné pour réponse ses avocats de partie civile. Une réponse qui n'a pas convaincu leurs vis-à-vis de la défense, qui ont fait feu de tout code pour battre en brèche cette « anomalie », selon eux, et partant démolir tout le bien-fondé de la déposition du gardien, qui représente le socle même de l'accusation. Les résultats négatifs des tests ADN ?

Alors que la défense a mis cette « non-preuve » au compte de l'innocence des accusés, les parties civiles, elles, ont souligné par la voix de maître Fahim Hadj Hbib que « l'analyse des profils génétiques est le seul acte qui n'était pas à la hauteur des bonnes et intelligentes investigations menées par la police judiciaire, en ce sens que le choix des échantillons prélevés sur la scène du crime n'était pas judicieux, outre les délais longs qu'ont pris les examens, ce qui était de nature à altérer les conditions optimales des tests labo ». Son collègue du même collectif de partie civile, Me Kahouadji Ezzine, lui, a une explication qui va plutôt à la charge des prévenus : « que les enquêteurs n'aient trouvé la moindre empreinte des mis en cause, cela prouve tout simplement qu'ils sont de vrais pros. N'oublions pas que l'un d'eux, K. Kh., pour ne citer que ce cas, a passé en prison la moitié de sa vie, 14 ans, pour entre autres: assassinat et vol à main armée ».

La genèse de l'affaire remonte au 29 décembre 2013. Ce jour-là, à 13h, la police reçoit un coup de fil l'informant sur un crime ayant lieu dans un local commercial spécialisé en

chewing-gum (la marque Kwi-Kwi fabriquée par le même opérateur à Tlemcen) sis rue Soufi Zoubida, ex-Boulanger. Dans son bureau au 1^{er} étage, le patron Lachachi Badreddine est allongé par terre gisant dans une mare de sang, tête sur un porte-documents en carton. Le petit coffre-fort est ouvert, l'argent qui s'y trouvait (dont le montant s'est avéré de l'ordre de 30 millions de cts) n'existe plus. Pas le grand coffre-fort, situé dans une autre pièce, qui est lui bien fermé, avec plusieurs milliers de cts dedans. A priori, les assaillants n'ont pas eu le temps d'y accéder, selon les enquêteurs, en raison de la mort de la victime et de la peur panique qui s'était emparée d'eux au moment de l'arrivée imprévue d'un ami de la victime. A l'entrée, au rez-de-chaussée du local, le gardien, que les agresseurs auraient laissé pour mort après lui avoir asséné plusieurs coups de couteau puis ligoté par un cache-nez et muselé au ruban adhésif, est évacué aux UMC. Il surviva miraculeusement. Conclusion de l'examen d'autopsie sur le corps de la victime (plein de traces de coups d'armes tranchantes et autres violences) établi par les médecins légistes : mort sur le coup provoquée par une profonde plaie à l'artère fémorale. Selon le dossier d'accusation, c'est le gardien, auquel trois des quatre mis en cause vêtus de salopettes bleues s'étaient présentés ce jour-là comme étant des agents de Sonelgaz, qui, à partir d'un portrait-robot puis d'un album-photos, a pu reconnaître «avec exactitude» un des auteurs, K. Kh., un multirécidiviste. La représentante du ministère public a requis la peine capitale contre les accusés tous ensemble. Après délibération, le tribunal a décidé d'un complément d'information et a demandé à ce que des tests ADN sur une chaîne en or retrouvée sur la scène du crime soient effectués au niveau du laboratoire scientifique de la police à Alger. Ces tests seront ensuite comparés avec les prélèvements ADN effectués sur les accusés.

Aïn El Kerma

Six harraga arrêtés par les gendarmes à Cap Blanc

Des groupes de jeunes harraga organisent la traversée, qui s'avère parfois meurtrière. Ces jeunes qui rêvent de quitter le territoire algérien pour rejoindre l'Europe, finissent souvent dans les filets des gardes-côtes, pour les plus chanceux, ou périssent au large. C'est le cas d'un groupe de six jeunes arrêtés avant-hier au large de Cap Blanc dans la commune d'Aïn Kerma. En effet, se-

lon un communiqué émanant du groupement territorial de la Gendarmerie Nationale, les gendarmes ont été contactés sur le numéro vert 10.55 par un candidat à l'émigration illégale avisant qu'un groupe de jeunes à bord d'une embarcation pneumatique se trouvait en difficulté au large de la plage d'Aïn Kerma. Alertés par les gendarmes du groupement, les gardes-côtes d'Oran ont

déclenché des recherches au large de la dite plage, sans résultat probant. Quelques temps après, les gendarmes de la brigade d'Aïn Kerma en patrouille à la plage du village Cap Blanc, ont interpellé les six (06) candidats à l'émigration illégale, qui ont réussi à regagner la plage à bord de leur embarcation pneumatique. Une enquête est ouverte.

J. B.

Odeurs nauséabondes, fumées toxiques, rongeurs...

La décharge de Boufatis... un véritable problème de santé publique

J. Boukraa

Les habitants de la commune de Boufatis sont encore une fois montés au créneau pour dénoncer la dégradation de l'environnement. La décharge publique avec ses odeurs nauséabondes et la fumée qui s'en dégage, cause de sérieux désagréments aux riverains. Ces derniers soulèvent l'existence d'un site utilisé par les services de l'APC comme décharge, sauf que ce dépotoir, avec le temps, devient un véritable problème de santé publique pour ces gens. Selon les riverains, « C'est une situation des plus intolérables que nous vivons du fait des fumées suffocantes et odeurs nauséabondes qui se dégagent de la décharge publique située à proximité du périmètre urbain ». Celle-ci s'est transformée en un véritable point noir menaçant la santé de la population de la localité. La population subit aussi les effets provoqués par les odeurs qui se dégagent de l'endroit suite à l'incinération des ordures dont les fumées se répandent sur les quartiers de la ville, et même au-delà, par temps de vent. «On souffre atrocement de ce problème qui pourrit l'atmosphère, surtout durant la nuit. Ce sont les enfants qui en sont les victimes les plus vulnérables. C'est l'incinération des ordures durant la nuit qui nous rend la vie impossible», assure un autre habitant. Cette fumée ne se limite pas uniquement à l'effet «brouillard» ; les odeurs nauséabondes infestent l'air, à telle enseigne que les familles qui vivent à proximité ont souvent recours à la fermeture hermétique de leurs fenêtres. «Même lorsque la fumée s'estompe, les odeurs restent. Que ce soit sur le plan de la santé des habitants ou bien sur celui relatif à la préservation de l'environnement, la seule solution est d'éra-

diquer cette décharge du site», soutiennent les riverains. Ces derniers invitent les responsables concernés à trouver une solution au plus vite, car la situation l'exige. Les autorités sont au courant du problème. Intervenant sur les ondes de la radio locale, le président de l'assemblée communale de Boufatis n'a pas nié le problème des odeurs, toutefois, il a souligné que des mesures ont déjà été prises pour minimiser l'ampleur des odeurs. « La réalisation des décharges s'est sensiblement modernisée au cours de ces dernières années grâce à l'application des principes de précaution et de prévention pour protéger l'environnement. Pour la décharge de Boufatis, depuis l'utilisation de nouvelles techniques pour lutter contre les odeurs qui se dégagent de la décharge, les odeurs ont vraiment diminué », a-t-il affirmé, tout en assurant que ses services sont à l'écoute des doléances des habitants afin de les prendre en charge. En attendant une fin à cette situation, les citoyens humeront, pour un certain temps, l'air infesté... Notons que la wilaya d'Oran comptait des dizaines de décharges sauvages, dont 90% ont été éradiquées, après l'ouverture des Centres d'enfouissement technique (CET). Mais le problème qui se pose cependant avec ces CET est qu'ils n'ont pas privilégié le caractère technique de certains impondérables. De ce fait, ces CET, n'ont pas répondu à 100% aux besoins pour lesquels ils ont été édifiés. A titre d'exemple, au CET de Hassi Bounif, le premier bac, opérationnel depuis l'ouverture officielle du centre, est arrivé à saturation. C'est ainsi qu'un deuxième casier a été mis en place. D'autre part, on apprend que le CET prendra en charge les déchets d'autres communes.

Aïn El-Turck

Les déblais et le squat des trottoirs souillent le paysage des communes

Rachid Boutlélis

Les déblais provenant des travaux d'aménagement d'habitations et autres chantiers de construction, déversés sur les trottoirs ou carrément sur la voie publique, semblent s'être désormais intégrés dans le paysage des quatre communes que compte la daïra d'Aïn El-Turck. Ce déplorable constat s'ajoute au squat imposé par certains commerçants, qui n'hésitent pas à accaparer l'espace public pour le transformer en stand d'exposition d'un éventail de marchandises. Ces deux transgressions sont allégrement perpétrées avec tous les désagréments causés à la circulation piétonnière et automobile en plus de l'atteinte à l'environnement. En effet, dans certaines zones de ces communes, les piétons n'ont pas d'autres choix que d'emprunter la chaussée et ce, avec tous les risques et périls encourus. Nombre de piétons sont souvent, ainsi, percutés par des voitures en tentant de contourner des amas de gravier entassés depuis des semaines, voire des mois, sur le trottoir et/ou des extensions illicites débordant sur la chaussée, qui ont été érigées par des établissements de commerce. «C'est une véritable débâcle ! Nous avons surtout peur pour nos enfants, qui sont les plus exposés en se rendant à leur établissement

scolaire. Ils sont souvent dans l'obligation de parcourir plusieurs mètres sur la chaussée. Les auteurs de cette infraction devraient être, en principe, rappelés à l'ordre», s'est insurgé un riverain du chef-lieu de ladite daïra. Ce phénomène, qui tend à s'amplifier au fil des jours dans l'indifférence manifeste de tout un chacun et ce, en l'absence d'une véritable opération d'assainissement, ne semble pas outre mesure encore prêt à susciter une réaction à même de l'endiguer. Notons que ce malheureux état de fait a également contribué à la réapparition d'une diversité d'activités commerciales informelles sur les rues et boulevards, qui ont adjoint chacune leur touche noire supplémentaire à ce peu reluisant tableau. Toujours est-il que le regard est agressé, mais pas plus surpris pour autant, dans certains endroits essayés à travers les communes de cette région côtière, par un spectacle de braderie majoré par des tas de gravats, de sable et autres déchets de matériaux de construction. «Le paysage de notre lieu de résidence, où de prestigieuses artères tombent en décrépitude, se réduit en une peau de chagrin sans que nul crie au massacre», a déploré un vieux riverain de la localité de Paradis-Plage, qui est malheureusement loin de refléter l'image pour laquelle elle a été anciennement baptisée.

Session ordinaire de l'APC d'Oran le 26 novembre 24 projets en délibération

L'assemblée générale de l'APC d'Oran se tiendra, ce jeudi 26 novembre 2015, à la salle de délibérations, indique un communiqué du bureau du maire. L'ordre du jour de cette session ordinaire comporte 24 dossiers qui seront soumis aux délibérations dont notamment le budget primitif de l'année 2016.

Les élus se pencheront également sur le projet d'installation des délégués des six nouvelles délégations (Hammou Boutlélis, Akid Lotfi, Khaldia, Mahieddine, Fellaoucène et En-Nasr). Le pro-

jet de création d'une crèche, les travaux de revêtement des stades de proximité de la commune d'Oran (El-Hamri, Bouamama, El-Makkari et Ibn-Sina), l'octroi des subventions aux entreprises publiques chargées des centres d'enfouissement technique, de l'éclairage public «Oran Vert» figurent également à l'ordre du jour de cette session.

Les élus auront aussi à se prononcer sur le dossier portant aide financière aux familles nécessiteuses à l'occasion du mois de ramadhan et de la célébration de l'Aïd El-Adha.

CHLEF**Un marché hebdomadaire de tous les risques****Bencherki Otsmane**

Vols, agressions sont le lot quotidien aussi bien des commerçants que des visiteurs qui fréquentent le marché hebdomadaire d'Oum-Drou qui se tient chaque vendredi matin dans cette commune, distante à peine d'une dizaine de km du chef-lieu de wilaya. En effet, selon de nombreux citoyens, ce marché est devenu au fil du temps un repaire d'individus qui agressent et volent en toute impunité les marchandises proposées à la vente. Bien entendu, les poches des gens distraits sont également la proie de ces énergumènes qui n'hésitent pas à utiliser la violence pour arriver à leurs fins. Leur dernière « trouvaille » pour détrousser autrui consiste à lâcher des chiens sur la foule pour créer un mouvement de panique à la suite duquel ces voleurs s'emparent d'objets de valeurs. Selon les habitués du marché « c'est la troisième fois consécutive que ce groupe de voleurs répète le même

scénario en profitant de l'absence de services de sécurité sur les lieux ». Il faut noter que ce marché situé à peine 3 km du siège de la mairie d'Oum-Drou ne dispose d'aucune commodité. Il n'existe pas de sanitaires, ni voies d'accès, ni parkings. Les pistes qui y mènent sont impraticables. Le site réservé au marché hebdomadaire qui se trouve en contrebas de la route menant vers la ville de Zéboudja, présente beaucoup de risques pour les commerçants qui arrivent des quatre coins du pays. Pour accéder au marché, il faut emprunter un chemin très étroit. L'anarchie totale qui règne en ce lieu a été souvent décriée par les commerçants. Une fois de plus, les commerçants interpellent les autorités locales pour améliorer les conditions d'accueil et d'exercice de ce marché qui rapporte, faut-il le souligner, des rentrées substantielles à la commune. Pour parer à cette situation, les commerçants préconisent la construction d'un mur de clôture, un poste de

gardiennage, l'aménagement d'un parking et d'espaces ordonnés pour l'étalage des marchandises en toute sécurité. Plusieurs commerçants rencontrés au souk hebdomadaire se disent prêts à mettre la main dans la poche et payer les droits d'entrée et de place à condition toutefois que des aménagements adéquats soient effectués. Devant cette situation, un élu de cette commune fera remarquer que « la situation financière de la régie communale ne nous permet pas d'entamer des travaux d'une grande envergure tels que la construction d'un mur de clôture et d'un poste de gardiennage ou le goudronnage des voies d'accès ou enfin des sanitaires ».

Quant au problème de sécurité, notre interlocuteur nous confie que ce n'est pas du ressort des services de la commune mais il dépend des services de sécurité compétents que « nous souhaitons qu'ils affectent des agents pour assurer l'ordre et la sécurité lors du marché hebdomadaire ».

Le gaz de ville fait jaser**Abbad Miloud**

Le 18 septembre 2014, le wali, accompagné des autorités locales civiles et militaires, avait procédé au lancement des travaux de la distribution publique nouvelle (DPN) de gaz de Chegga dans la commune de Chlef. Les citoyens présents avaient exprimé leur satisfaction pour la concrétisation de cet important projet.

Le quartier avait été scindé en deux lots totalisant 2000 branchements et 30 kilomètres de réseau de distribution. Pour les constances physiques de la partie transport, elles sont de 8,7 km de réseau et la réalisation d'un poste de distribution publique d'une capacité de 2500Nan3/H. La date prévisionnelle de la mise en service de la DPN avait été fixée pour le mois de juillet 2015. Le wali avait donné des instructions fermes aux responsables concernés pour « avancer la date de mise en service d'un mois, et ce en augmentant le rythme des travaux aux trois chantiers afin que les citoyens puissent bénéficier de cette précieuse énergie et mettre fin ainsi au calvaire qu'ils endurent ».

A ce jour, la mise en service ne s'est pas effectuée et des citoyens de Chegga ont exprimé leur inquiétude surtout en cette période hivernale où le froid est vif.

Nous nous sommes rapprochés



de la société de distribution ouest (SDO), direction distribution électricité et gaz de Chlef, pour de plus amples éclaircissements. Le responsable chargé du dossier nous précise : « Pour la partie distribution qui est à notre charge, nous avons réalisé 22 km de réseau et 1459 branchements. La différence s'explique par une précision surestimée et aussi par les habitations illicites qui ont été démolies par les autorités locales et qui figuraient dans le recensement. L'intégralité des travaux a été achevée fin septembre 2015 ». Pour la partie transport qui incombe au gestionnaire réseau

transport gaz (GRTG), notre interlocuteur ajouta : « La pose du poste s'est heurtée à un problème d'opposition. Il vient d'être solutionné. Les travaux vont démarrer la fin de cette semaine.

Leur durée sera d'un mois. Pour le réseau, 7,7 km ont été réalisés sur les 8,7 km. La réalisation d'un kilomètre s'est heurtée à l'opposition d'une famille. Le problème persiste jusqu'à aujourd'hui. Les autorités locales sont intervenues. Si le problème est réglé dans le courant du mois, la mise en service aura lieu la première semaine du mois de janvier prochain ».

MOSTAGANEM**La pomme enfin moins chère ?**

Les marchés de la wilaya de Mostaganem accueillent depuis la mi-novembre les premières récoltes de pomme de terre d'arrière-saison, a-t-on appris du directeur des services agricoles.

Plus de 150.000 quintaux de ce tubercule ont été cueillis sur une superficie de 600 hectares, notam-

ment dans les communes de Sirat, Bouguirat, Hassi Mamèche, Aïn Nouissy et Aïn Tédèles.

La cueillette de pomme de terre se poursuit jusqu'en décembre prochain, indiqué M. Abdelkader Mouissi qui a souligné que cet arrivage contribuera à la baisse du prix du kg de pomme de terre de 60 DA

actuellement à moins de 40 DA. La direction des services agricoles de la wilaya prévoit une production dépassant les 900.000 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison cette année sur une superficie globale de 3.623 ha, soit une hausse de 15 pour cent par rapport à l'an passé.

«La relation humaine et la santé»

Le développement agricole du rable, l'environnement et leur impact sur la santé ont été au centre des débats d'un colloque international sur «la relation humaine et la santé», ouvert dimanche à l'université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem, à l'initiative de la

Fondation méditerranéenne de développement durable «Djanatu El Arif ». Les travaux de la rencontre se poursuivent en ateliers pour aborder, entre autres, des sujets comme la prévention contre les bactéries, la nature et ses capacités végétales et les tech-

nologiques en matière de recyclage des eaux usées.

La rencontre est inscrite dans le cadre du premier festival international «Vivre ensemble en Algérie» qu'abriteront Mostaganem, Mascara et Alger du 24 au 29 novembre courant.

TLEMCEM**Une douzaine de sociétés s'organisent pour l'exportation****Khaled Boumediene**

C'est pour mettre en commun leurs connaissances, leurs ressources financières et leurs réseaux de contact au sein d'un consortium multisectoriel à l'exportation, qu'une douzaine de sociétés importantes de Tlemcen se sont réunies samedi dernier au siège de l'association des chefs d'entreprises de la wilaya (ACET) en présence de M. Nouad, expert auprès de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) spécialisé dans la création de consortiums, et du président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI- la Tafna), Boublenza Abdelhak. Cette rencontre qui a pour objectif la création du premier consortium multisectoriel à l'exportation en Algérie, vient dans la continuité des cinq premiers consortiums agroalimentaires à l'exportation mis en place récemment dans le cadre du programme conjoint entre le ministère de l'Industrie et l'ONUDI. Les participants ont jugé utile de créer un tel consortium pour sortir de la logique de ceux créés précédemment, car il est plus pratique, selon eux, de réunir des entreprises productrices complémentaires pour améliorer de façon significative leurs potentiels que de réunir des entreprises concurrentes d'un même secteur, comme c'est le cas dans l'agroalimentaire. Les managers de la SARL Boublenza, Mégapapier, Groupe Kherbouche, Lit-Mag, Froidis, Marmog, Maison du Lait, Sofcontra, Cartonneries El Amine, présents lors de cette rencontre, ont opté pour la création de ce consortium de plusieurs secteurs tels que l'agroalimentaire, matériaux de construction, froid industriel, industrie du papier, industrie mécanique, plastique, pour mutualiser leurs efforts et aller affronter tous ensemble les marchés extérieurs avec un seul mot d'ordre «se faire connaître, faire connaître» leurs produits, promouvoir la production nationale et lui trouver des débou-

chés dans les circuits du commerce international. Il faut souligner dans ce contexte que les petites et moyennes entreprises (PME) font face à de grandes difficultés lorsqu'elles décident d'exporter. Ou bien elles ne disposent pas des connaissances nécessaires et des moyens financiers, ou bien elles ne peuvent pas répondre aux exigences posées par les règlements étrangers. De plus, les quantités et qualités des produits sont souvent peu attractives pour les acheteurs étrangers. Selon le directeur exécutif de ce consortium, Benosman Djamil, «les consortiums permettent la progression des exportations dans plusieurs pays notamment vers nos voisins Tunisiens et Marocains mais surtout Italiens et Français. Algerian Export consortium sera ouvert à tout nouvel adhérent qui voudra le rejoindre. Il sera à vocation nationale et à visée internationale». Pour sa part, M. Nouad a insisté sur l'ouverture du consortium à de nouveaux membres, la solidarité entre les membres, la mutualisation des efforts. « A titre d'exemple, en plus de la participation collectives aux salons et foires à l'international, il est fort souhaitable de créer des centrales d'achat pour la réduction des coûts, la mise à niveau des entreprises adhérentes par l'organisation, la certification, la formation et les méthodes de production », a-t-il expliqué. Il y a lieu de citer dans ce contexte, les expériences réussies en matière d'exportation par l'entreprise SARL Boublenza et Eurl Méga-Papiers dans la wilaya de Tlemcen, ce qui sera un apport considérable pour les membres de cette nouvelle entité créée.

A la fin de la réunion, les participants ont opté à l'unanimité pour l'appellation de cet outil pour la promotion des exportations des PME au nom de : Algerian Export Consortium. A l'issue de la réunion, un conseil d'administration a été élu et un directeur exécutif désigné pour la coordination des efforts et le lancement des activités du consortium.

AÏN-TEMOUCHENT**De nouveaux stades de proximité pour les jeunes****Mohamed Bensafi**

Un important programme de développement a été retenu au profit du secteur de la jeunesse et des sports. Répartis sur plusieurs communes, notamment rurales, de la wilaya, ces projets, financés au titre des PCD et PSD, contribueront à promouvoir les activités de jeunes et la pratique sportive. Ces projets portent sur la réalisation d'une vingtaine de terrains de jeu polyvalents (type Mateco) en gazon artificiel, deux salles sportives spécialisées en milieu scolaire, en plus du parachèvement des projets en cours. Les stades Mateco seront programmés à la réalisation dans les communes et/ou cités qui en sont dépourvues. Ce type de structure peut être concrétisé en une période très courte ne dépassant généralement pas les 2 mois, a-t-on précisé. Parallèlement, des stades

de football de la wilaya bénéficieront d'opérations de réhabilitation au titre du même programme comme il sera le cas des espaces sportifs relevant des établissements scolaires. Ces opérations visent à «polariser» davantage l'intérêt des jeunes de la région sur la pratique sportive, estimant que le taux de jeunes pratiquant différentes disciplines sportives dans la wilaya est insignifiant. Au programme de la direction de la jeunesse et des sports figure également la réalisation de deux piscines «semi-olympique», à Beni-Saf et Aïn-Larbaâ. Ces futures structures de normes internationales, destinées au mouvement sportif local, viendront renforcer les infrastructures juvéniles et sportives de la commune. Elles permettront de répondre aux attentes d'une jeunesse avide de la pratique de la natation, surtout que cette ville côtière dispose d'un potentiel de jeunes surdoués en la matière.

AIR ALGÉRIE

| LUNDI | |
|--------------------|--------|
| Vol | Départ |
| Oran - Alger | 07h00 |
| Oran - Alger | 09h30 |
| Oran - Alger | 13h30 |
| Oran - Alger | 17h30 |
| Oran - Alger | 15h35 |
| Oran - Adrar | 09h00 |
| Oran - Annaba | 15h15 |
| Oran - Béchar | 16h00 |
| Oran - Constantine | 18h10 |
| Alger - Oran | 07h35 |
| Alger - Oran | 21h35 |
| Alger - Oran | 15h35 |
| Alger - Oran | 12h00 |
| Alger - Oran | 14h05 |
| Adrar - Oran | 12h10 |
| Annaba - Oran | 17h50 |
| Béchar - Oran | 12h50 |
| Constantine - Oran | 15h35 |

| MARDI | |
|--------------------|--------|
| Vol | Départ |
| Oran - Alger | 09h30 |
| Oran - Alger | 13h30 |
| Oran - Alger | 17h30 |
| Oran - Alger | 21h45 |
| Oran - Alger | 20h25 |
| Oran - Adrar | 19h15 |
| Oran - Constantine | 14h45 |
| Alger - Oran | 09h50 |
| Alger - Oran | 07h35 |
| Alger - Oran | 11h35 |
| Alger - Oran | 15h35 |
| Alger - Oran | 15h20 |
| Adrar - Oran | 21h40 |
| Constantine - Oran | 17h05 |

INTERNATIONAL

| LUNDI | |
|-------------------|---------|
| Vol | Départ |
| Oran - Paris-Orly | 08h00 |
| Oran - Marseille | 09h00 |
| Oran - Toulouse | 10h05 |
| Oran - Casablanca | 14h15 |
| Oran - Paris-CDG | 15h05 |
| Oran - Alicante | 15h35 |
| Oran - Medine | 23h10 |
| Vol | Arrivée |
| Paris-Orly - Oran | 13h50 |
| Marseille - Oran | 18h00 |
| Toulouse - Oran | 13h50 |
| Casablanca - Oran | 17h45 |
| Paris-CDG - Oran | 20h45 |
| Alicante - Oran | 17h55 |
| Madrid - Oran | 11h50 |

| MARDI | |
|----------------------|---------|
| Vol | Départ |
| Oran - Paris-Orly | 08h00 |
| Oran - Marseille | 09h00 |
| Oran - Toulouse | 10h05 |
| Oran - Istanbul(+1) | 11h35 |
| Oran - Lyon | 15h00 |
| Oran - Paris-CDG | 15h05 |
| Oran - Alicante | 15h35 |
| Vol | Arrivée |
| Paris-Orly - Oran | 13h50 |
| Marseille - Oran | 13h25 |
| Toulouse - Oran | 13h50 |
| Istanbul (+1) - Oran | 20h05 |
| Lyon - Oran | 19h45 |
| Paris-CDG - Oran | 20h45 |
| Alicante - Oran | 17h55 |

| AIGLE AZUR | |
|--------------------------|-------------|
| VOL | DEP/ARR |
| Lun | |
| Paris-Orly - Oran | 16h00/17h25 |
| Lun/ Mer/ Ven | |
| Paris-CDG - Oran | 15h15/16h45 |
| Lun/ Mer/ Ven | |
| Lyon- Oran | 09h00/10h05 |
| Lun/Mar/Mer/Jeu/Ven | |
| Marseille - Oran | 09h00/09h40 |
| Lun | |
| Oran - Paris-Orly | 18h25/21h45 |
| Lun/Mar /Mer / Jeu / Ven | |
| Oran - Marseille | 17h45/20h20 |

| الخطوط التونسية TUNISAIR | |
|-----------------------------|--------------|
| Tunis/ Oran | Oran / Tunis |
| Arrivée | Départ |
| Lundi / Jeudi | |
| 09h45 | 10h30 |



TRAIN

| Départ | Arrivée |
|--------------|---------|
| ORAN - ALGER | |
| 06h25 | 11h29 |
| 08h00 | 12h30 |
| 12h30 | 17h39 |
| 15h00 | 19h30 |

| ALGER - ORAN | |
|--------------|-------|
| 06h25 | 11h29 |
| 08h00 | 12h30 |
| 12h30 | 17h39 |
| 15h00 | 19h30 |

| ORAN - MAGHNIA | |
|----------------|-------|
| 07h30 | 11h05 |
| 12h50 | 16h22 |
| 16h00 | 19h42 |

| MAGHNIA - ORAN | |
|----------------|-------|
| 04h45 | 08h09 |
| 08h50 | 12h22 |
| 14h05 | 17h26 |

| ORAN - RELIZANE | |
|-----------------|-------|
| 17h15 | 18h47 |

| RELIZANE - ORAN | |
|-----------------|-------|
| 05h25 | 07h17 |

| ORAN - BECHAR | |
|---------------|-------|
| 20h30 | 05h46 |

| BECHAR - ORAN | |
|---------------|-------|
| 20h00 | 05h00 |

| ORAN - CHLEF (AUTORAIL) | |
|-------------------------|-------|
| 16h15 | 18h22 |

| CHLEF - ORAN (AUTORAIL) | |
|-------------------------|-------|
| 06h50 | 09h11 |

| ORAN - TÉMOUCHENT | |
|-------------------|-------|
| 08h10 | 09h11 |
| 17h02 | 18h03 |

| TÉMOUCHENT - ORAN | |
|-------------------|-------|
| 06h15 | 07h14 |
| 15h05 | 16h05 |

| ORAN - SBA | |
|------------|-------|
| 17h00 | 18h22 |

| SBA - ORAN | |
|------------|-------|
| 05h40 | 06h58 |

ALGÉRIE
FERRIES

| DÉPART | ARRIVÉE |
|------------------|------------------|
| ORAN / ALICANTE | |
| Jeu 26 - 18h00 | Ven 27 - 07h00 |
| ALICANTE / ORAN | |
| Lun 23 - 19h00 | Mar 24 - 07h00 |
| Ven 27 - 19h00 | Sam 28 - 07h00 |
| ORAN / MARSEILLE | |
| Dim 29 - 12h00 | Lun 30 - 14h00 |
| MARSEILLE / ORAN | |
| Lun 30 - 12h00 | Mar 1/12 - 14h00 |



| DÉPART | ARRIVÉE |
|----------------|------------------|
| ORAN / ALMERIA | |
| Lun 23 - 21h00 | Mar 24 - 06h00 |
| Lun 30 - 21h00 | Mar 1/12 - 06h00 |
| ALMERIA / ORAN | |
| Dim 29 - 23h59 | Lun 30 - 08h00 |
| Dim 06 - 23h59 | Lun 07 - 08h00 |

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN



W Aujourd'hui à 15h au T.R.O
W Vendredi 27 novembre à 10h au T.R.O
W Samedi 28 novembre à 15h au T.R.O
«MA ASGHARA MENI»
 Auteur : Cheggag Safia , Mise en scène :
 Cheggag Safia et Boualem Abdelhafid (T.R.O)
W Mercredi 25 novembre à 17h au TRO
«Tlata fi tlata»
 Auteur : Mohamed Mihoubi
 Mise en scène : Mohamed Mihoubi (Ass/Amel)
W Jeudi 26 novembre à 18h au T.R.O
 Dans le cadre de la Tournée Artistique de l'Artiste
«Hamid Baroudi»
 En concert au théâtre régional d'Oran (OREF)

CINÉMATHEQUE D'ORAN

► Aujourd'hui
-14h30 : «Les misérables»
 De Tom Hooper (Royaume Uni 2012)
-17h00 : «Voyage au centre de la terre»
 De Eic Brevig (USA 2008)
► Mercredi 25 Novembre
-14h30 : «La guerre des mondes»
 De Steven Spielberg (USA 2005)
-17h00 : «Film documentaire»
 Cheikh Hasnaoui de la maison à l'océan bleu
 de Abderrazak Larbi Cherif Alg 2015
► Jeudi 26 novembre
-14h30 : «La guerre des mondes»
 De Steven Spielberg (USA 2005)
-17h00 : «Jack Recher»
 de Christopher Mcquarrie (USA 2012)
► Samedi 28 Novembre
-14h30: «Les aventures de Tintin»
 de Steven Spleberg (USA 2011)
-17h00 : «La 5ème corde»
 de Salma Barghach (Maroc 2013)
► Dimanche 29 novembre
-14h30: «Cheikh El Hasnaoui
 de la maison blanche à l'océan bleu»
 de Abderrazak Larbi Cherif (Alg/2015)
-16h00 : «Gatsby le magnifique»
 De Baz Luhrmann (Usa 2013)
► Lundi 30 novembre
-14h30 : «La guerre des mondes»
 de Steven Spielberg (USA 2005)
-17h00 : «Les voyages de Gulliver»
 de Rob Letterman (USA 2010)

INSTITUT
FRANÇAIS

JOURNÉES MANGA - 4 ÈME ÉDITION

► Du mardi 24 novembre au samedi 28 novembre à IF d'Oran
 Les Journées Manga sont organisées par un club de jeunes, tous fans de la culture Manga, le club Idéale Communauté Otaku.





















Conférence
Le temps de la coopération :
trajectoires algériennes

► Mercredi 25 novembre à 18h00 au Consulat Général de France à Oran, avec Jacques Fournier
 Au moment où les pays du Maghreb se libéraient l'un après l'autre de l'emprise coloniale, la mise en place simultanée d'une politique de coopération avec la France était paradoxale.

Théâtre : récit de mon quartier

► Jeudi 03 décembre à 18h à l'IF d'Oran
 De et avec Jean-Jérôme Esposito /
 Mise en scène de Julie Lucazeau.
 De l'intérieur d'un container, sortira l'histoire de Jean Jérôme, et avec lui, tous les siens.
 L'Algérie est son origine, l'Italie sa patrie, l'Espagne est dans son assiette, la Tunisie dans son coeur, et sa langue, française. Il est né au coeur des quartiers Nord de la ville, dans une cité où chaque étage est un voyage.

MÉTÉO

| AUJOURD'HUI | | DEMAIN | |
|---------------------------------|---|-------------------------------|---|
| ORAN | | | |
| Pluie Max.14 -Min.6 |  | Ensoleillé Max.18 -Min.11 |  |
| MOSTAGANEM | | | |
| Pluie Max.16-Min.6 |  | Peu nuageux Max.19-Min.12 |  |
| TLEMSEN | | | |
| Averses éparses Max.14-Min.5 |  | Ensoleillé Max.18 -Min.9 |  |
| MASCARA | | | |
| Pluie Max.12-Min.4 |  | Ensoleillé Max.16-Min.8 |  |
| TIARET | | | |
| Légère pluie Max.7 - Min.-1 |  | Peu nuageux Max.11- Min.4 |  |
| CHLEF | | | |
| Légère pluie Max.13 -Min.6 |  | Peu nuageux Max.16 -Min.12 |  |
| BÉCHAR | | | |
| Peu nuageux Max.15- Min.2 |  | Ensoleillé Max.17- Min.4 |  |
| ALGER | | | |
| Ensoleillé Max.15 -Min.2 |  | Ensoleillé Max.17 -Min.4 |  |
| CONSTANTINE | | | |
| Pluie Max.7- Min.4 |  | Peu nuageux Max.12- Min.7 |  |
| ANNABA | | | |
| Pluie Max.13-Min.9 |  | Légère pluie Max.17-Min.11 |  |

JOURNÉE D'ÉTUDE
Lundi 23 novembre 2015, 10h00, GRAS
Salle de conférences du GRAS, Université d'Oran, Ex-IAP, Es-Sénia

SANTÉ AU TRAVAIL
Le cas de l'amiante

Intervenants
Taleb Abdeslam, Tencsi Lamy, Mohamed Brahimi
Coordinatrice : Tenndi Lamy Équipe «Cancers et Société»

MORT DE L'AMIANTE

Pour plus d'information
Email : gras_lah@yahoo.fr
Site : www.gras-ora.org
Page : Facebook GRAS

TABLE RONDE
Mardi 24 novembre 2015
À 09h30, GRAS

Les femmes atteintes de MALADIES DU CANCER DU SANG
De l'atteinte du corps à l'altération de l'image de soi

Animée par
Hallouma CHERIF
et **Djalila BETAQUEF**

Salle de conférences du GRAS,
Université d'Oran 1, Ex-IAP, Es-Sénia

Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé
www.gras-ora.org

COURRIER EXPRESS
KAZI - TOUR

Tlemcen: 0770.12.56.23/0770.91.38.05
Oran: 0770.61.65.31/0770.12.56.23
Bab Ezzouar : 0770.91.38.03-06
Mostaganem: 0770.94.89.73
Sétif : 0770.78.13.26
El-Eulma : 0770.89.44.64

Les catastrophes climatiques ont fait 600.000 morts en 20 ans



Les catastrophes naturelles, toujours plus fréquentes, ont tué quelque 600.000 personnes en 20 ans, a annoncé lundi l'ONU, soulignant l'importance de trouver un accord lors de la conférence COP 21 à Paris sur le changement climatique.

Depuis 1995, "les catastrophes météorologiques ont pris 606.000 vies, en moyenne 30.000 par an, avec en plus 4,1 milliards de personnes blessées, devenues sans-abri ou ayant eu besoin d'une aide d'urgence", a indiqué le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (Unisdr) dans un rapport. La très grande majorité de ces décès (89%) ont été enregistrés dans des pays à faibles revenus et ont entraîné des pertes financières évaluées à 1,9 milliards de dollars. "Le contenu de ce rapport souligne pourquoi il est si important qu'un nouvel accord sur le

changement climatique émerge de la COP 21 à Paris en décembre", a affirmé la directrice de l'UNISDR, Margareta Wahlstrom, dans la présentation du document. La COP 21 doit se tenir au Bourget, au nord de Paris, du 30 novembre au 11 décembre, avec pour objectif de faire adopter à 195 pays, sous l'égide des Nations unies, un accord mondial visant à freiner le réchauffement climatique de la planète. Il s'agit de parvenir à des engagements des pays pour contenir la hausse des températures à 2 degrés Celsius par rapport à l'ère pré-industrielle. "Le changement climatique, la variabilité climatique et les phénomènes météorologiques constituent une menace à l'éradication de l'extrême pauvreté" dans le monde, a expliqué Mme Wahlstrom, appelant les pays à, entre autres, réduire leurs émissions de gaz à effet de serre,

améliorer l'urbanisation de leurs territoires et empêcher la dégradation de l'environnement. D'après le rapport, qui se penche uniquement sur ces vingt dernières années, "les catastrophes climatiques sont de plus en plus fréquentes, du fait surtout de l'augmentation soutenue du nombre d'inondations et de tempêtes".

L'ONU prévient: cette progression devrait se poursuivre "dans les décennies à venir" bien que les scientifiques ne parviennent pas encore à déterminer dans quelle mesure l'augmentation de ces phénomènes est due au changement climatique. Les inondations ont représenté à elles seules 47% des catastrophes climatiques (entre 1995 et 2015) et ont affecté 2,3 milliards de personnes, dont l'immense majorité (95%) en Asie.

Bien que moins fréquentes que les inondations, les tempêtes ont été les catastrophes climatiques les plus meurtrières, avec 242.000 morts. Au total, les Etats-Unis et la Chine ont enregistré le plus grand nombre de catastrophes climatiques depuis 1995 du fait notamment de l'étendue de leurs territoires. Mais c'est la Chine et l'Inde qui dominent le classement des pays les plus touchés en terme de population affectée. Viennent ensuite le Bangladesh, les Philippines, la Thaïlande. En Amérique, le Brésil est le pays avec la population la plus affectée, en Afrique, c'est le Kenya et l'Ethiopie.

Maladies cardiovasculaires

Marcher à bonne allure pour protéger son cœur

Si les bienfaits de l'activité physique sur notre santé sont bien connus, une nouvelle étude démontre son intérêt dans la prévention cardiovasculaire. Les études se suivent et confirment toutes que la marche est excellente pour la santé et qu'elle devrait être pratiquée au quotidien et de manière intensive par les seniors. Elle serait la solution pour réduire les risques de maladies cardiovasculaires, selon les conclusions de cette nouvelle étude publiée dans la revue médicale Circulation.

Les chercheurs de la Tufts University (Etats-Unis) ont réalisé une étude pendant 10 ans avec 4 207 hommes et femmes, âgés en moyenne de 73 ans issus de la Cardiovascular Health Study. Ils ont analysé leurs niveaux d'activité physique, dont la marche, les activités de loisirs, l'intensité de l'exercice pratiqué, et leur état de santé. Les conclusions de cette étude ont révélé que pratiquer la marche rapide serait lié à un risque plus faible de maladies cardiovasculaires.

En effet, les participants marchant à un rythme supérieur à 5 km/h, vs à



un rythme plus lent, présentent un risque réduit de 50% de maladie coronarienne ; 53% d'AVC ; 50% de toutes maladies ou événements cardiovasculaires.

Les scientifiques ont aussi constaté que les participants marchants plus de 700 m par jour présentent un risque réduit de 36% de maladie coronarienne, 54% d'AVC, 47% de toutes maladies ou événements cardiovasculaires. Pour garder la forme et préserver sa santé, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) recom-

mande de faire 10 000 pas par jour.

Les bienfaits de l'activité physique sont en effet scientifiquement démontrés. La pratique régulière d'un sport permet de diminuer jusqu'à 39 % le risque de développer un cancer du sein, de 26 % le risque de développer un cancer colorectal, de 25 % le risque d'être victime d'une attaque cérébrale et de 34 % le risque de diabète. La sédentarité est aujourd'hui le 4ème facteur de risque de mortalité dans le monde après l'hypertension artérielle, le tabagisme et le diabète.

Aux Emirats, l'or noir finance l'énergie verte



Dans le désert d'Abou Dhabi, la ville nouvelle de Masdar city sort peu à peu du sable en pariant sur les énergies renouvelables pour préparer le jour où seront épuisées les ressources pétrolières des Emirats arabes unis.

Initiée en 2007, Masdar city n'est pas encore devenue la ville de 40.000 habitants dont les autorités rêvaient pour 2015, un objectif renvoyé sine die. La cité ne compte actuellement que quelques centaines d'habitants, en plus des étudiants qui peuplent le campus.

Mais elle préfigure le futur avec ses voitures électriques sans chauffeur qui font la navette entre les bâtiments surmontés de panneaux solaires. A Masdar, située dans la banlieue nord d'Abou Dhabi et à 5 km environ de l'aéroport, les technologies les plus actuelles se mêlent à l'architecture traditionnelle arabe le long des allées étroites et ombragées qui attirent le vent et gardent les températures relativement basses pour la région. A la périphérie, une ferme de panneaux solaires photovoltaïques de 10 mégawatts contribue à faire de Masdar city un site à faible émission de carbone. Cette ville en construction est à la pointe des efforts des Emirats arabes unis pour promouvoir l'énergie "ver-

te" et faire évoluer l'image de ce pays producteur et exportateur de pétrole. Elle abrite le siège de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena).

L'or noir, découvert en quantités commerciales en 1958, a transformé en une économie très prospère ce pays semi-désertique qui vivait auparavant surtout de la pêche à la perle. Le sous-sol recèle 5,9% des réserves mondiales de brut et 3,1% de celles de gaz naturel. Mais le prince héritier d'Abou Dhabi, cheikh Mohamed Ben Zayed Al-Nahyane, a récemment prévenu que les Emirats livreraient leur dernière cargaison de brut dans 50 ans, appelant ainsi le pays à se préparer à l'ère post-pétrole. Dans le cadre de l'"initiative Masdar", le pays entend notamment réduire sensiblement la part du gaz dans la production d'électricité du pays, pour la faire passer de 90% actuellement à 70% en l'an 2020. Masdar city a investi 600 millions de dollars pour construire à l'ouest d'Abou Dhabi l'usine Shams-1, la plus grande centrale solaire à concentration au monde, d'une capacité de 100 mégawatts : selon cette technologie, le rayonnement solaire est directement concentré sur un absorbeur qui le transforme en chaleur à haute température.

USA

16 blessés lors d'une fusillade au cours d'un rassemblement



Seize personnes ont été blessées tard dimanche au cours d'une fusillade à La Nouvelle-Orléans lors d'un rassemblement non autorisé dans un quartier de cette ville de Louisiane, dans le sud des Etats-Unis, a annoncé la police. Plusieurs centaines de personnes étaient rassemblées dans le quartier de Ninth Ward pour tourner une vidéo musicale quand des tirs ont éclaté à l'arrivée de la police dépêchée sur les lieux pour interdire le rassemblement.

L'événement, spontané, n'était pas autorisé et la police se rendait sur les lieux quand au moins

deux suspects ont commencé à tirer pour des raisons inconnues dans la foule, a précisé la police. Les 16 victimes ont été blessées par des tirs ou autrement, ont déclaré le maire et le chef de la police lors d'une conférence de presse organisée près des lieux des violences. Le chef de la police, Michael Harrison, a lancé un appel à témoins.

"C'est un cas typique où nous avons besoin de l'aide des citoyens", a-t-il déclaré. "Des gens savent qui a fait cela. Nous avons besoin qu'ils nous disent qui a fait cela pour les traduire en justice", a déclaré le chef de la police. "

Le chef de la communauté juive d'Allemagne veut limiter l'afflux de migrants

Le président du Conseil central des juifs d'Allemagne, Josef Schuster, s'est prononcé lundi en faveur d'une limitation de l'afflux de réfugiés dans le pays, arguant que beaucoup d'entre eux viennent de pays où "la haine des juifs" est largement répandue. "Je crois qu'il faudrait que l'accès à l'Allemagne soit contrôlé. Tôt ou tard, on ne pourra pas éviter des plafonds" pour limiter le nombre de réfugiés, a-

t-il déclaré au quotidien allemand Die Welt. L'Allemagne, qui s'attend à accueillir jusqu'à un million de migrants en 2015, débat actuellement de la nécessité de fixer ou non des plafonds pour l'accueil de demandeurs d'asile. Angela Merkel, qui a fêté dimanche ses 10 ans de pouvoir, est opposée à cette hypothèse, prônant à la place des quotas européens annuels négociés avec la Turquie, à charge ensui-

te pour les pays de l'UE de se les répartir. "Le flux de réfugiés a deux facettes. Il faut considérer les deux", a poursuivi M. Schuster. "Beaucoup de réfugiés fuient la terreur de l'organisation Etat islamique et veulent vivre en paix et librement", a-t-il ajouté. Mais "en même temps, ils viennent de cultures où la haine des juifs et l'intolérance sont solidement installées", a-t-il prétendu.

"C'est déconcertant, si la CSU (le parti conservateur allié de la CDU de Mme Merkel, qui exige une limitation du flux de réfugiés, ndlr) et le Conseil central des juifs exigent que la convention européenne des droits de l'homme soit mise de facto hors service", a réagi auprès de l'AFP Günter Burkhardt, patron de l'ONG allemande d'aide aux demandeurs d'asile Pro Asyl. "Lorsque des réfugiés arrivent en bateau sur les côtes européennes, personne ne peut dire : +maintenant, on tourne le bateau dans l'autre sens et on le renvoie d'où il vient+", a encore fait valoir M. Burkhardt.



Ligue des champions d'Europe
Une formalité pour le Barça, Bayern, Porto et Zénith



Adjal Lahouari

Après les émotions du clasicismo mondial Real Madrid-FC Barcelone, les amateurs de beau football seront gâtés mardi et mercredi. Les catalans n'auront bénéficié que de deux jours de repos, mais leur magnifique exhibition au stade Bernabeu est susceptible d'effacer la fatigue. Les Barcelonais auront à conforter leur fauteuil de leader dans ce groupe H où les trois autres équipes sont réduites à se disputer le second billet qualificatif aux huitièmes de finale. C'est l'AS Rome qui foulera le terrain du Camp Nou où elle a déjà connu la défaite (3 à 0) pour le compte du challenge Juan Gamper. Cette fois, il s'agit d'un match d'une autre dimension, et tout porte à croire que les Romains vont adopter la même attitude que lors de la manche aller où ils ont contraint les Catalans au nul. Mais ce serait une grosse surprise si le Barça ne gagne pas par un score confortable avec ses cracks de l'attaque, Messi, Neymar et Suarez. En tout cas, les deux autres clubs de ce groupe souhaitent de tout cœur la victoire du Barça, car la deuxième place tendrait les bras au vainqueur de ce duel.

Bien que le club recevant, le représentant de la Biélorussie BATE Borisov n'aura pas les faveurs du pronostic face à son rival allemand Leverkusen, qui possède un plus riche effectif, surtout en attaque avec Chicharito Hernandez, Kiessling et Bellarabi. La victoire est impérative pour les deux formations, car lors de la sixième et ultime journée, Leverkusen accueillera Barcelone, alors que BATE Borisov se déplacera à Rome ! Cette phase de poules dans le groupe F est une véritable promenade de santé pour le Bayern, malgré la surprenante défaite subie à Londres lors de la troisième journée. Encore une fois, l'artillerie munichoise fera feu de tout bois face à l'Olympiakos son dauphin au goal-avérage qui jouit d'une avance conséquente, soit six points sur le Dinamo Zagreb et Arsenal qui en comptent trois. Autant dire que même défait, les Grecs auront la possibilité de composer leur billet, à domicile, face aux Anglais d'Arsenal qui reçoivent les Serbes de Zagreb sans trop de conviction après leur faible parcours. Plus attirante sera la bataille dans le groupe G dominé par Porto, qui précède Chelsea au classement. Les coéquipiers de

Brahimi, invincibles en championnat du Portugal, ont l'occasion de faire un pas décisif et enlever la première place pour bénéficier des retombées règlementaires pour le second tour à élimination directe. Le Dynamo Kiev, et malgré la présence de sa vedette Yarmolenko, ne peut soutenir la comparaison, en raison de la relative stérilité de son attaque. Le Chelsea de Mourinho, qui s'est ressaisi en championnat ce week-end, aura une belle carte à jouer en affrontant la plus faible équipe de cette phase, le Maccabi. Dans ce cas, tout porte à croire que les Ukrainiens se contenteront de disputer la seconde compétition, l'Europa League. La seule équipe ayant réalisé un sans-faute jusqu'à présent, à savoir le Zénith St-Petersbourg, aura l'occasion ce soir de confirmer sa suprématie dans le groupe H. En effet, les Russes accueilleront Valence qui est à la peine en Liga, mais qui se battra pour préserver sa place de dauphin. Même un nul leur conviendrait parfaitement, car les coéquipiers de Sofiane Feghouli seront archi-favoris lors de l'ultime journée, face à l'Olympique Lyon, déjà battu à domicile. Justement, les Lyonnais accueilleront l'étonnante équipe de La Gantoise qui a les moyens de les faire déjouer.

La formation française n'arrive décidément pas à faire bonne figure en Ligue des champions. Et la défaite subie récemment à Nice n'est pas de nature à instaurer la confiance.

| Aujourd'hui (20h45) | | | |
|--------------------------------|---|---------------|--|
| FC Barcelone | - | AS Rome | |
| Arsenal | - | Dinamo Zagreb | |
| Bayern Munich | - | Olympiakos | |
| Porto | - | Dynamo Kiev | |
| Maccabi | - | Chelsea | |
| Lyon | - | La Gantoise | |
| (18h00): BATE Borisov | - | Leverkusen | |
| (18h00): Zénith St-Petersbourg | - | Valence | |

Algérie - Palestine
Un match gala prochainement entre les deux sélections

Kamel Mohamed

Un match gala entre les sélections nationales de football algérienne et palestinienne devrait être organisé bientôt, a-t-on appris auprès de la FAF. Le match opposera la sélection nationale olympique des U23 à la sélection nationale de Palestine. L'équipe nationale A ne pourra pas disputer ce match dans la mesu-

re où il est impossible de réunir l'ensemble des joueurs en dehors des dates FIFA. C'est la raison pour laquelle la FAF a préféré organiser ce match avec la participation des olympiques. Selon le président de la Fédération palestinienne de football, Jibril Rajoub, qui s'exprimait dans une déclaration à la radio nationale, la FAF a donné son accord pour l'organisation de cette rencontre. Il a

indiqué avoir discuté au téléphone avec son homologue de la FAF, Mohamed Raouaoui qu'il doit rencontrer prochainement pour fixer de manière définitive la date du match. Il s'est félicité de l'organisation de ce match gala qui, a-t-il dit, permettra aux Algériens de renouveler et réaffirmer leur soutien indéfectible et inconditionnel à la Palestine.

Graves accusations des présidents de Ligues régionales
Le président de la FAVB Gougam se défend

Le patron de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB), Okba Gougam, accusé par des présidents de Ligues régionales d'abus d'autorité, a assuré qu'aucune décision n'a été prise sans passer par les membres de l'Assemblée générale (AG). « Une AG extraordinaire s'est tenue le 8 août 2014 et a décidé de la restructuration des organes de gestion de la FAVB. Ni le président, ni le ministre (de la Jeunesse et des Sports) n'ont le droit d'agir hors assemblée générale », a déclaré Gougam, hier à l'APS. Le numéro un de la FAVB a réagi à une lettre adressée au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) par des présidents de Ligues régionales, que Gougam qualifie d'ailleurs d'« illégale », dans laquelle ils accusent le président de l'instance fédérale de prendre des décisions sans respecter les lois. « Je tiens d'abord à préciser que les personnes qui ont signé la lettre ne représentent qu'elles-mêmes, car elles n'ont pas procédé depuis des années au renouvellement de leurs dossiers au niveau des services concernés. Mais vu la gravité des accusations, je ne peux pas rester sans réaction dans le seul but d'éclairer les amoureux du jeu à six, point par point », a-t-il dit. Les signataires de la lettre, dont une copie est détenue par l'APS, accusent le président de la Fédération de, notamment, vouloir « éliminer les bonnes volontés en procédant à l'arrêt des activités des structures décentralisées (Ligues régionales qui activent depuis 1990), ceci dans le but de se maintenir à la tête de la FAVB ». « Ces anciens responsables de Ligues ne sont même pas membres de l'AG et n'ont donc même pas le droit de voter, alors en quoi peuvent-ils me gêner dans le cadre d'une éventuelle candidature pour un autre mandat, chose qui n'est pas du tout d'actuali-



té. C'est de la pure diffamation », s'est demandé Gougam. Les contestataires signataires avec leur griffe de présidents des Ligues régionales Centre Ouest - Alger, Ouest - Oran, Est - Constantine et Sud - Laghouat (seule la Ligue régionale Centre Est - Béjaïa n'a pas émarqué) ont aussi signalé que « cette démarche a été déjà adoptée par le président actuel lors de son mandat 2004/2008 (saison 2006/2007) ce qui a engendré la déperdition de plusieurs clubs » au niveau de ces régions. « Nous avons 10 ligues de wilayas légales qui activent bien et contribuent au développement de la discipline. On ne peut pas laisser des instances régionales illégales gérer des matchs de volley-ball. Nous sommes face à un cas d'usurpation de fonction de la part des signataires de cette lettre. Nous assumons pleinement nos responsabilités », insiste encore le président de la FAVB. « A titre d'exemple, la Ligue régionale de Béjaïa gérait un championnat composé de 100% d'équipés de la wilaya de Sétif. La restructuration commence à apporter des satisfactions et ce, à des moindres frais », s'est-il félicité. L'autre question évoquée dans cette lettre concerne les résultats techniques qualifiés de « catastrophiques et pas en adéquation avec les moyens mis par l'Etat », chose que Gougam rejette également. « Ces gens-là ne regardent que la partie vide du verre. Ils parlent des résultats de nos équipes nationales lors des jeux Africains 2015 à Brazzaville, où, pourtant, la

jeune équipe messieurs a été sacrée. Ils oublient qu'avant la participation, certes modeste, de la sélection féminine à Brazzaville en raison du retrait de pas moins de six joueuses cadres, cette même équipe a été vice-championne d'Afrique quelques mois auparavant », a rappelé le patron de l'instance fédérale. Ces Ligues reprochent aussi au président de la FAVB sa demande d'organiser à Alger le congrès de la Confédération africaine (CAVB), dans « l'unique objectif » de se faire élire en qualité de membre et non résident, moyennant une prise en charge de 18 millions de dinars. « Mais d'où ces gens sortent ces chiffres et informations ? C'est complètement faux. La stabilité de la Fédération de volley-ball les dérange. C'est mon analyse des choses », s'est-il encore interrogé. La FAVB a procédé, vendredi dernier, lors d'une AG extraordinaire, à la mise en conformité de ses statuts avec les nouvelles dispositions du décret exécutif 14-330 du 27 novembre 2014, fixant les modalités du statut-type des fédérations sportives nationales. « La lettre a été envoyée au MJS le 10 novembre (avec accusé de réception le même jour, ndr), c'est-à-dire une semaine avant l'AGEx de mise en conformité dont les statuts ont été adoptés à l'unanimité par les membres de l'assemblée. C'était une manœuvre pour perturber les travaux, nuire à la fédération et à ma personne », a conclu le premier responsable du volley-ball algérien.

USMH
Terminer la phase aller en force

M. Lamine

A El-Harrach, on mise beaucoup sur les deux derniers matchs de la phase aller que livrera l'USMH contre le leader, l'USMA et le CRB car, deux bons résultats permettraient à l'équipe de se mêler à la course au titre. C'est dire que les Jaunes et Noirs auront un bon coup à jouer avant la trêve. Les coéquipiers de Younès en découdront d'abord avec la formation de Soustara qui maintient toujours une bonne avance sur ses poursuivants immédiats. Mais, au sein du club harrachi, ni les dirigeants, ni le staff technique ne parlent pour le moment de titre, malgré l'euphorie, en sachant bien que leur équipe a son mot à dire en championnat. Le président Abdelkader Mana, en dépit des difficultés qu'il éprouve sur le plan financier pour régulariser la situation des joueurs, ne cesse d'exiger de ces derniers plus d'ef-

forts et de persévérance afin de maintenir l'équipe en haut du tableau. « Je n'ai pas de doute sur les capacités de notre équipe, qui se trouve maintenant sur la bonne voie et peut nous valoir beaucoup de satisfactions à l'avenir », dira-t-il. Du côté du staff technique, la sérénité se dégage de la déclaration de l'entraîneur adjoint Nacer Bechouche. « On est sur une courbe ascendante, l'équipe s'est reprise grâce à ses deux victoires d'affilée devant l'ESS en déplacement et le MOB à domicile. Le moral est au beau fixe. Les joueurs sont déterminés à faire de leur mieux lors des deux derniers matchs de la phase aller. On essaiera de maintenir cette dynamique pour éviter de retomber dans les mêmes erreurs », soulignera-t-il. Le staff technique, en raison de l'importance de ce rendez-vous devant l'USMA, a quelque peu chamboulé les habitudes des entraînements

avec un surcroît de rigueur dans le travail, en poussant les joueurs à fournir beaucoup d'efforts pour améliorer leur condition physique, indispensable pour tenir tête au leader du championnat. Les joueurs se sont entraînés à plusieurs reprises sur du gazon naturel pour s'accommoder avec la pelouse du 5-Juillet où aura lieu ce derby. Pour être fin prête pour ce rendez-vous, l'équipe livrera ce matin un match amical à Médéa contre l'OM. Boualem Charef qui semble satisfait de la forme affichée par ses joueurs, à l'exception de l'arrière gauche Boulekhroua qui revient de blessure, n'aura que l'embarras du choix pour présenter un onze capable de déjouer les pronostics. D'autre part, l'équipe harrachie pourra compter sur le soutien de ses supporters qui seront en grand nombre au stade du 5 juillet, ce qui pourrait motiver davantage les coéquipiers de Bouguèche.

Ligue 1 - Mise à jour L'USMA à l'épreuve de la JSS

M. Benboua

Pour le compte de la mise à jour de la 10e journée du championnat de Ligue 1, le leader, l'USM Alger se produira aujourd'hui (18h00) sur la pelouse du stade du 20 août 1955 de Béchar, face à la JS Saoura dans un match inédit. Vainqueurs, vendredi dernier, à Oran devant l'ASMO, les Usmistes qui ne semblent nullement affectés par leur échec en finale de la Ligue des champions d'Afrique,

ambitionnent à présent de creuser d'avantage l'écart sur leurs poursuivants. Cette rencontre devant le team de la Saoura ne sera cependant pas aisée pour les camarades de Benayada et ce, en dépit de leur ascendant psychologique. Avec toujours un match en moins face à son éternel rival, le MCA, prévu en décembre, l'USMA de l'entraîneur Miloud Hamdi n'effectuera certainement pas ce long déplacement la fleur au fusil. Elle tentera bien évidem-

ment de surprendre son vis-à-vis, même s'il demeure redoutable sur ses terres.

D'ailleurs, les Vert et jaune qui bénéficieront de l'avantage du terrain, tenteront de mettre à profit l'apport indéniable de leurs supporters pour épingler à leur tableau de chasse un adversaire qui reste invaincu en championnat depuis la seconde journée. La JSS qui occupe la huitième place, aura donc à cœur de glaner les trois points pour améliorer son classement.

ES Sétif Un sacré défi pour Geiger



Ph.: B. H. Karim

M. Benboua

Le champion sortant, l'Entente de Sétif n'a toujours pas atteint sa vitesse de croisière. En effet, au terme de la 12e journée du championnat de Ligue 1, le team Sétifien occupe la neuvième place, avec 14 points seulement. C'est dire que cette période de transition s'annonce pénible pour le groupe. « On ne peut pas toujours être au top. Il y a un temps où il faut savoir se replier pour se reconstruire », avait avoué le président Hassan Hammar, il y a quelques temps. Décryptée, cette déclaration confirme la mauvaise passe que traverse l'Entente. Est-ce la fin d'une belle histoire, qui a menée l'Entente à la plus haute sphère du football national et continental, avec à la clé des titres, des records et du prestige ? En tous cas, la sortie prématurée de l'ESS lors de la phase de groupes de la Ligue des champions d'Afrique n'est pas passée inaperçue chez les spécialistes qui ont estimé

que le club est en train de perdre ses repères. Aussi, le récent départ de l'entraîneur et enfant du club Madoui Kheireddine n'est pas fait pour arranger la situation du club. Pour y remédier, les dirigeants misent énormément sur le Suisse Alain Geiger. Ce dernier, qui a pris le train en marche, se veut rassurant. « Il faut continuer à travailler et surtout se remobiliser pour chasser le doute qui peut nous paralyser. L'équipe dispose d'un groupe capable de reprendre du poil de la bête et ce, malgré son passage à vide », dira Geiger. Et d'ajouter concernant la dernière défaite de son équipe à Alger face au NAHD. « Malgré la bonne volonté de mes joueurs, on n'a pas pu arracher un résultat positif de notre déplacement à Alger. On a encaissé d'entrée de jeu un but qui a permis à l'équipe adverse de prendre confiance et de nous bousculer, notamment en première période où notre équipe a tardé à trouver ses marques. Mais je dois avouer que dans

l'ensemble on n'a pas été mauvais. Bien au contraire, j'ai vu des joueurs combattifs, déterminés et qui n'ont pas baissé les bras jusqu'à l'ultime minute de la rencontre. A mon sens, il y a eu du progrès dans la production de mon équipe et des choses positives ont été constatées, même si cela n'a pas suffi pour nous permettre de rentrer à la maison avec un bon résultat », ajoutera Geiger. Ce dernier n'a pas manqué d'évoquer les prochaines rencontres, tout en regrettant l'absence des jeunes espoirs du voyage au Sénégal avec la sélection olympique pour le compte de la CAN 2015 qualificative aux J.O 2016. « Ce sera très compliqué pour nous sans les internationaux, ils vont nous manquer car ce sera une situation assez délicate pour nous, mais il faudra faire avec », conclura-t-il. L'ex-coach du MOB sera fixé vendredi prochain avec la réception du RC Arba, avant d'effectuer un périlleux déplacement à Tizi-Ouzou pour se mesurer à la JSK.

WAB Tissemsilt Les dirigeants face à la réalité du terrain

Kamel Lezoul

Le désormais ex-entraîneur du WAB Tissemsilt, Ferroukh en l'occurrence, en dépit des bons résultats enregistrés et la troisième place qu'occupait son équipe au classement général du championnat de l'Inter-régions groupe Centre-Ouest à trois points seulement du leader le MB Rouisset au terme de la sixième journée, n'a pas été d'accord avec le comité directeur et son président Moulay Tayeb quant à l'objectif assigné, à savoir l'accession

en division supérieure. Ferroukh estime que l'équipe est certes sur la bonne voie mais n'est pas en mesure de jouer l'accession. De ce fait, les dirigeants ont accepté sa démission et ont fait appel aux services de Boualem Morsli lequel, sans avoir supervisé l'équipe, a accepté l'objectif fixé par les dirigeants. Mais le nouvel entraîneur a mal démarré sa mission puisque le WABT a laissé des plumes vendredi passé à domicile face à l'ORB Oued Fodda sur le score de (0-1). Cette défaite inattendue a soulevé l'ire des sup-

porters qui ont exigé le retour de l'entraîneur démissionnaire. Le Widad, qui a longtemps flirté avec la relégation la saison passée, a sauvé sa peau de justesse à l'ultime journée du championnat. Prenant le taureau par les cornes, les dirigeants ont retenu les leçons du passé et assurent une bonne préparation à l'équipe qui s'est renforcée de huit joueurs de niveau tout juste moyen. De l'avis des observateurs, la direction du club doit d'abord penser en premier lieu à structurer l'équipe sur tous les plans avant de viser plus haut.

CS Constantine La direction s'insurge contre l'arbitrage

A. Mallem

Chez les dirigeants du CSC, on sentait hier une rage sourde étouffée contre Mohamed Benouza qui a officié le match DRBT-CSC, samedi dernier à Tadjenamet et perdu par leur équipe. Interrogé, Rafaa Bendoukhane, le porte-parole du club dira : « Que voulez-vous qu'on fasse ? Nous avons transmis un rapport à la LFP, en contestant vivement son arbitrage foncièrement défavorable à notre équipe, c'est tout ! ». Ceci dit, le dirigeant du CSC a insisté sur la faute commise par l'arbitre qui a validé un but entaché d'une faute de main du buteur que tout le monde

a vue, les spectateurs présents au stade comme les téléspectateurs. Il ajoutera néanmoins que les dirigeants du CSC ont eu avec Benouza des échanges orageux dans les vestiaires après le match « et lui aussi va faire un rapport », a signalé Bendoukhane qui a ensuite fait un retour en arrière pour rappeler les antécédents que cet arbitre a eus avec le CSC. « Il nous a lésés aussi au cours du match CRB-CSC de la 6e journée et nous avons sollicité la LFP pour ne plus le désigner pour diriger les matchs de notre équipe. Malheureusement, c'est peine perdue », a-t-il déploré. Par ailleurs, selon notre interlocuteur, malgré la défaite, la satisfaction

tirée de cette rencontre est la bonne condition physique affichée par l'équipe. « L'équipe a montré un bon visage et pouvait prétendre au moins au nul. Et puis, la touche du nouvel entraîneur Didier Gomès est apparue au cours de cette rencontre », a estimé Bendoukhane. Ce dernier souhaite que les supporters ne perturbent pas leur équipe et laissent les joueurs et l'entraîneur travailler sereinement afin de remonter la pente. A propos de Meghni Mourad, notre interlocuteur a assuré que le joueur est en train de se soigner à Barcelone et qu'il rentrera la semaine prochaine pour reprendre le travail physique à Constantine.

ES Guelma Les absences pénalisent l'équipe

A. M.

Après le semi-échec subi par leur équipe vendredi dernier à domicile face à la jeune formation de l'US Tébessa, les responsables de l'Espérance de Guelma n'arrivent pas à expliquer le comportement des joueurs. « Il y a un problème quelque part », pense Bouhsane, le secrétaire financier du club. « On commence par encaisser un but sur une faute du gardien en première mi-temps, avant d'égaliser cinq minutes après la pause. Puis plus rien. Et malgré les changements opérés par l'entraîneur Achouri, nos attaquants n'ont pu faire la différence », ajoutera-t-il.

En essayant de trouver des explications à ces faux pas de l'ESG, surtout à do-

micile, notre interlocuteur a écarté l'hypothèse d'une baisse de régime, et conforte l'option d'un problème de l'attaque qui a été handicapée par l'absence de certains joueurs clés, pas forcément des attaquants, pour cause de blessures ou de suspensions, en citant l'exemple du milieu récupérateur Chaoui qui soutenait souvent les attaquants et qui était suspendu pour cumul de cartons jaunes. Mais l'absence qui a pesé sur le rendement de l'équipe est bien celle du gardien titulaire blessé et auquel le médecin du club a accordé un mois de repos », a souligné notre interlocuteur. « Pour le moment, le problème de l'équipe est plutôt psychologique », rétorque Kamel Achouri,

le nouvel entraîneur de l'ESG qui vient de boucler son troisième match à la tête de l'équipe. « A mon arrivée, j'ai trouvé une équipe avec un moral atteint, et il faut travailler sur ce plan-là », nous a-t-il confié. Et pourtant, avec le travail, l'ESG peut revenir au premier plan. Pour peu que les joueurs fassent preuve de lucidité et de générosité dans l'effort. L'Escadron noir a sa chance dans ce championnat où toutes les équipes se valent. Evoquant le renforcement de l'effectif au mercato, Achouri a estimé qu'il est trop tôt pour en parler même si les meilleurs joueurs ne courent pas les rues. « Il faut d'abord corriger les lacunes dans les compartiments où il y a des insuffisances », a-t-il conclu.

AS Aïn M'ila Les autorités locales pointées du doigt

« Il y a une véritable campagne de sabotage qui est menée contre l'ASAM à travers ses dirigeants actuels », nous a déclaré dernièrement le président Guerroud Sebti en se référant aux attaques menées contre l'équipe dirigeante - par ricochet le club qui manque de tout et qui n'a reçu aucun centime des autorités locales depuis l'entame de la saison. « Pourtant, Aïn M'ila ne se trouve pas sur une autre planète », a-t-il ajouté. Et il dénonça l'attitude de l'APC « qui se moque de nous, car les décideurs croient qu'on peut faire fonctionner une équipe comme l'ASAM avec seulement 1,5 milliard de centimes alors qu'une petite commune comme celle d'Ouled Zouai à côté qui évolue à un palier inférieur a bénéficié de 2,5 milliards de centimes. Et encore cette modique somme que la commune envisage

de nous attribuer reste encore au niveau des bonnes intentions ». Et de citer l'exemple de son dernier adversaire, Hamra Annaba en l'occurrence, qui a obtenu, dit-il, des autorités locales de la ville, pas moins de 6,8 milliards de centimes pour le présent exercice. « Chez nous, on avance le prétexte de l'absence d'agrément pour notre équipe dirigeante alors que nous sommes en possession du récépissé délivré par les autorités. Cette situation fait que les membres de l'équipe dirigeante qui se sont engagés en début de saison en contribuant financièrement pour permettre à l'équipe de participer au championnat veulent récupérer leur argent. Et leur donne raison. Si cela se concrétise, je risque de me retrouver bientôt tout seul à diriger l'ASAM avec tous ses problèmes », prévoit-il. Il révélera encore que « le club man-

que de tout et qu'il n'y a même pas de douches au stade. L'ASAM possède pourtant une pépinière de joueurs évoluant dans les jeunes catégories qu'il faut accompagner par des moyens dans leurs championnats respectifs. Les juniors sont actuellement leaders de leur championnat et ont remporté les quatre premiers matchs qu'ils viennent de disputer ». Pour revenir au dernier match disputé par l'équipe fanion à Annaba contre Hamra, Guerroud soulignera que « la formation dirigée par l'entraîneur Abdelhamid Azeroual était hors sujet. On ne sait plus ce qui passe dans la tête des joueurs qui font preuve de volonté en coupe, mais qui ont un tout autre comportement en championnat. Pourtant, on a régularisé leur situation financière et ils sont payés jusqu'au mois de décembre prochain », conclura-t-il.

A.M.

Le livre est un ami dévoué

«Trois choses éprouvent la force de l'esprit : les livres, les messages et les présents». Proverbe



Ph.: Rachid K.

Par Benallal Mohamed

Depuis bien longtemps déjà, nous nous sommes aperçus à travers notre ego que nous ne sommes pas tels que nous croyons l'être. C'est à travers notre personnalité individuelle et sociale, et surtout en notre qualité d'Algériens, les motivations de nos actes ne sont plus conformes aux règles morales, religieuses et même aux valeurs universelles, nous ne respectons pas aussi les normes dans le travail, dans la vie sociale. Nous sommes devenus plus diseurs et moins faiseurs sinon mal faiseurs à voir l'état de la situation de notre patrimoine matériel et spirituel national et local...

En consciencieux perspicace et un peu éveillé si l'on puisse me permettre de le dire ainsi, nous vivons dans un désordre social (acculturation) selon notre façon de penser et même d'être. Cet esprit (culture) nouveau qui évite le positivisme, l'utilitarisme et le vérisme est imposé par la texture politique, économique et même sociale. Une approche spécifique à l'Algérien en tant qu'individu social, «homme» politique, agent économique et aussi esprit culturel. Cette démarche, approche et «école à la buissonnière» amène la société manifestement vers une décadence, déchéance et une dégénérescence, car cette tentative ou démarche consiste à prescrire ou à exiger des solutions par des procédés qui ne nécessitent point d'efforts (le prêt-à-porter, gain facile, consommer «made in» via la rente pétrolière... au moindre effort avec une médiocrité extrême par coûts vertigineux...) alors que l'évolution matérialiste et spirituelle d'une nation doit être en principe imprégnée par des démarches et diapositives scientifiques qui nous permettront d'être des acteurs ou plutôt des agents productifs de valeurs ajoutées matérielles et immatérielles, semblables au carillon mécanique dont chacun de ses modules ou éléments (nakouss) qui le composent joue pleinement sont rôle dévolu afin que le carillon carillonne à l'heure exacte indiquée par ses propres aiguilles.

«Le livre est un jardin que l'on transporte avec soi».

Citation

La mission naturelle de l'homme est de faire des efforts utiles physiques et spiri-

tuels à tous les niveaux, c'est-à-dire en science, en politique, en philosophie, en religion, en économie et dans l'art.

L'Algérien d'aujourd'hui, à travers son système politique, économique et social, n'a plus cette logique ni volonté lui permettant de mettre de l'ordre dans son esprit, c'est-à-dire d'adapter l'action pour lui éclairer la voie qui le mènera vers l'objectif utile, le nécessaire et l'agréable envisagé, une culture spécifique à l'algérienne. Par conséquent, chaque culture a donc sa propre façon de mettre en œuvre soit la logique qui va avec la méthode, l'ordre, le cohérent, le sensé, le judicieux, le rationnel ou l'illogique imprégné par le fantaisiste, le décomposé, l'incohérent et le confus. L'incompétence et la médiocrité sont devenues une activité de la nouvelle «pestilence intellectuelle».

La rente a défiguré le paysage tant économique où la production hors hydrocarbures est inexistante, le contexte (administration-bureaucratie-impôts...) ne permet point de faire de la création de valeurs ajoutées son dénominateur commun, encore moins la spéculation, objet de la «bazarisation».

La rente, par système interposé, s'en charge de transformer les composantes de la société, soit les agents économiques en mercantilistes utiles; l'import et la tarification douanière favorable au marché ne laissent plus de place au produit local, ce dernier est automatiquement phagocyté par les biens chinois à moindre coût. Nos marchés sont à la disposition des économies extérieures, en attendant notre intégration à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), où le libre-échange ferait de nous la proie, par de nouveaux prix réels des biens et services. La valeur du dinar devient la servante de la devise étrangère, la place de «Port Saïd» (agora cambiste); le dinar se dévalorise par manque de valeur ajoutée mais aussi avec plus de rotation de la planche à billets.

Le commerce, vive le commerce ! Même la production culturelle se trouve contaminée. Toutes les matières premières existantes au niveau national en dehors des hydrocarbures sont amorphes. L'art fait aussi partie de cette catégorie esthétique; car la main de l'artiste, du producteur ne les exploite pratiquement pas. Bien que cette matière première possède une structure propre (exemple:

cuivre-bois-alfa-marbre-grès-bronze-osier...), cette structure représente la base même de l'activité économique mais aussi artistique.

Notre culture consiste en trois tiroirs, dont deux se ferment quand l'un est ouvert: travail, loisir et instruction.

(Karl Kraus)

C'est dans cette optique artistique et culturelle qui fait tant défaut, que j'ai l'intention d'y amorcer ma modeste contribution. La production artistique est une œuvre d'art qui est composée de connaissances, de techniques, de cultures, d'idéologies et de langages... Cette optique est liée aussi à un mode de production d'une société (pensée économique: théorie marxiste).

Parlons du livre puisque nous y sommes ou autre bien artistique et culturel; le livre est un bien, un produit contenant une littérature (vitamine pour neurones) ou autre discipline. Le livre nécessite une lecture (Ikraa bismi rabika), qui n'est ni plus ni moins qu'une tâche pour le mettre en valeur. La valeur de l'œuvre (livre) est fonction de sa capacité à insérer l'homme dans la société (intégration), elle le valorise par une action morale (distingué-célèbre-réputé-immortel...), cet homme social devient citoyen et par conséquent ce sont les citoyens qui font la grandeur et la puissance intellectuelle d'une nation, d'un pays.

Par conséquent, la valeur du livre est une valeur avant tout sociale (culture) mais aussi marchande qui représente un prix en argent et l'auteur ou l'écrivain est aussi un producteur culturel dans la société économique. La critique de l'œuvre joue aussi le rôle de l'agent de publicité (mérite de la lecture-consistance de l'histoire...) donc nécessité de l'acheter. Entre le livre écrit par l'auteur (écrivain) et le produit (éditeur) acheté par le lecteur pour le lire (consommation), c'est tout un processus de l'économie capitaliste ou même autre système ou mode de production.

«La richesse des productions d'un champ n'est pas à raison de son étendue, mais de sa culture».

Citation

Dans ce domaine littéraire qui fait tant défaut chez nous, l'auteur (producteur), prépare son projet (investisse-

ment) et opte pour une destination de son œuvre (produit), ensuite il faut penser à l'originalité de l'œuvre (marque).

Le style est lié aussi à la marque du producteur (sert à déterminer le prix du bien). Le sens de l'œuvre détermine en dernière instance sa valeur d'échange à ses lecteurs (consommation). La publicité fait de l'incitation pour une large consommation littéraire.

Ainsi dans notre société donne-t-on de l'importance aux écrivains ? Existe-t-il des espaces pour illustrer cela, par exemple des forums «prix littéraires» qui ne sont ni plus ni moins que le prix du travail social des écrivains (culture littéraire) ?

Le «prix littéraire» est nécessaire pour inciter la société à créer de nouveaux comportements (lecture), de mieux se cultiver, en donnant aux livres un label de qualité par des critiques interposées (ex: des émissions sur la critique des œuvres littéraires...).

En assurant de manière massive la vente (marché du livre) par une politique incitative à la lecture. Ce rôle est joué par le producteur éducateur (éditeur) qui crée son espace sinon son marché propre pour, d'une part, écouler sa marchandise sociale utile, d'autre part, inciter la société à consommer culture: lire est une utilité sociale dont sa valeur est exemplaire pour le développement culturel de la société quel que soit l'âge. Malheureusement, l'écrivain se fait rare chez nous, et le lecteur potentiel ne trouve plus ni le temps quand ça l'intéresse, ni le plaisir, ni encore l'envie de la lecture par déchéance de nos nobles valeurs.

Cette modeste analyse n'est qu'une expression pour montrer que la culture artistique et littéraire répond avant tout à un besoin humain essentiel et irréductible, dans une société donnée, manger et lire sont synonymes et répondent à la même satisfaction sociale.

L'activité créatrice de l'homme se déploie dans l'économie, la politique, dans la philosophie mais aussi dans l'art ou le livre, la musique, le théâtre, le cinéma... qui font le décor exemplaire de la qualité spirituelle de l'être et de son comportement au sein de son contexte sain, pour mieux expliquer la maxime suivante, «un corps sain dans un esprit sain», pour mieux éliminer stress et autres malaises corporels.

Sid Ahmed Serri et Boudali Safir

Par Abdelhamid Boumediene *

Les hommages rendus au virtuose de la musique classique algérienne SID AHMED SERRI sur les pages des quotidiens et aux JT des médias télévisés- bien qu'à titre posthume- réchauffe nos cœurs et nous rassure sur la capacité de la collectivité de reconnaître les sacrifices et le génie des femmes et des hommes qui ont façonné les contours de notre identité culturelle et de notre patrimoine artistique. J'ai eu à rencontrer ce grand monsieur en 1998, avec en prime une conversation des plus enrichissantes, et dont la substance me permet de meubler ces quelques lignes.

Le parcours de ce maître à été visité et revisité à chaque évocation, et en le lisant et relisant mon attention fut attirée par l'absence – dans ces récits- de l'un des plus importants mentors de notre symbole à l'honneur. Il s'agit de l'intellectuel, académicien, historien et musicologue Mr BOUDALI SAFIR un érudit faisant partie des rares algériens qui ont réussi à mener un débat visant à démanteler la structure argumentaire de la pensée coloniale sur le volet philosophique. Mais aussi et surtout, il fut derrière la classification actuelle du patrimoine et du genre musical authentique algérien, sa création de cinq ensembles musicaux permanents (andalou, Kabyle, bedoui, populaire (chaâbi), et moderne)- en tant que directeur artistique des émissions en langue arabe et kabyle à l'ORTF- en été la concrétisation. L'apport de BOUDALI SAFIR à la conceptualisation qui structure l'héritage lyrique algérien était entre autres contributions l'un des jalons qui ont marqué le parcours de ce grand maître.

Les chemins de SID AHMED SERRI et de BOUDALI SAFIR se sont croisés lorsque celui-ci lui offrit l'opportunité – pour la première fois- d'enregistrer et de diffuser ses œuvres à la radio d'Alger lorsqu'il était à la tête de la direction artistique précédemment citée, ce qui fera atteindre l'aura de SERRI une échelle jamais atteinte jusque là. En effet cette occasion le propulsa au rang des grands artistes de l'époque, initiant par la même une relation qui dépassa la simple jonction manager-artiste. Car au-delà de l'occasion d'élargir son public, BOUDALI SAFIR a élargi la perception de SID AHMED SERRI du patrimoine classique andalou. Bien que techniquement la musique andalouse n'avait quasiment plus de secret pour SERRI, SAFIR lui inculqua les référentiels culturels et civilisationnels de cet art considéré par beaucoup comme bien plus qu'un genre musical, mais l'écho d'une civilisation qui se répond à travers les temps. Et c'est ces référentiels qui constituèrent l'âme de l'œuvre de SID AHMED SERRI et structura et rationalisa sa démarche d'apprentissage et de formation. Tout cela étant dit, est-il exagéré de dire que BOUDALI SAFIR était le maître à penser de SID AHMED SERRI. En tout cas c'est celui que SERRI qualifiait de légende (BOUDALI SAFIR) qui aiguïsa son génie intellectuel et son savoir technique qui l'ont caractérisé.

Et c'est en considérant tout cela qu'un pincement de cœur survient en remarquant l'omission du rôle de BOUDALI SAFIR dans le parcours et l'œuvre de SID AHMED SERRI. Par inadvertance ou par inconsidération, cette omission ne lèse pas seulement BOUDALI SAFIR, mais nous informe mal sur les facteurs, les personnes, et les éléments qui ont façonné le personnage de SID AHMED SERRI et donc de son parcours.

La générosité, le désintéressement et le dévouement des hommes peuvent décider du sort des autres, et c'est pour cette raison que souvent des évocations – comme celle-ci- peuvent en appeler d'autres.

* Directeur de la culture
De la wilaya de Saida

APARTEMENTS

■A.V. Appart F3 - 2 façades. 3ème étage. Bien ensoleillé - Acté + Livret foncier - Bon voisinage - Sénia - Tél : 0552.44.29.52 - 0770.21.66.87

■Loué à l'année grand F4 de 200 m², meublé et toute commodité à Oran, Canastel sur grand boulevard - Tél : 0552.27.66.22

■Loué un Appartement F4 situé au rez-de-chaussée en face du Palais des Congrès - Idéal pour un Cabinet médical, une Garderie. Endroit commercial. Prix intéressant - Tél : 0779.81.56.21

■Vends F4. Refait à neuf - Acté - 87 m² au 4ème étage en plein centre de Akid Lotfi à côté de Joy - Cité calme et sécurisée - Tél : 0560.01.86.85

■A louer Appart F3 RDC en face Sheraton et Résidence Bahia - Seddikia. ORAN - Tél : 0555.87.83.52

■A vendre un Appartement F3 - Sup. 42 m² - Acté - 05ème étage Cité les Amandiers - Tél : 0771.99.85.44

■A louer un Appartement entièrement équipé, situé dans un Niveau de Villa à la Pépinière - Tél : 0553.51.71.49

■A louer 3 Appartements : F4 au RDC. Convient : Médecin - Dentiste - Avocat... Entrée Individ. + F2 et F3 au 1er étage standing dans une Maison de Maître à Sidi Chahmi - ORAN - Tél : 0795.25.37.52

■Vends Appartement Open Space à 30 m du Front de Mer - 1er étage - 98 m² - A contacter : 0555.05.40.40

■Vends Appart F3 - 1er étage au centre-ville ORAN près de la wilaya - Tél : 0779.38.66.40

■Vends F4 en plein centre-ville d'ORAN. 3ème étage, deux par palier - Refait à neuf - P.O. 700 U - P.D. 850 U - Tél : 0552.47.10.53 ou 0552.33.43.44

■Vds F3 - Acté - 4ème étage. Refait à neuf + Eléments Cuisine - Chauff. - Chauffe-bain - T. bien situé à USTO. Prix encourageant, négociable - Possib. Promesse de Vente - Tél : 0550.25.99.69 - 0771.32.50.18

■A vendre F2 - Acté - 2ème étage Saint Pierre - ORAN - Prix 480 U / Pas de courtiers SVP - Tél : 0541.17.48.22

■Vends F4 - 92 m² - Bien ensoleillé - 2 façades - 3 balcons - Dans petite résidence - Acté - Libre - à Haï Yasmine 2 - Prix : 1200 U négociable - Tél : 0661.48.00.92

■Vends Appart F2 - Acté - à Saint Eugène - ORAN - Tél : 0792.08.10.44 - 0780.59.24.50

■A vendre Apparts F3 et F4 avec garage, cuisine équipée, chauff. à la Résidence Bel-Air et Front de mer - ORAN - Tél : 0559.08.44.88 - 0550.46.18.22

■Location Apparts F2 et F3 équipés, bien aménagés, dans résidence toutes commodités (Restaurant - Sauna - Cafétéria...) à Paradis-plage - Aïn Turk - Tél : 041.44.59.15 - 0777.01.34.14

■Loué F3 - Tout confort - Climatisé - à Bouiseville - Aïn El Turk à l'année - Avance demandée - Tél : 0797.06.62.42

■A Vendre : F3. 1er étage Plateau - Studio Rue de Mostaganem (ORAN) - F2 Saint-Antoine - Terrain 300 m² 3 façades Belgaïd - A louer F4 Groupe de Latire. El Wilaya - Tél : 0790.68.38.67 - 0552.92.22.08

■Vends Appart F2 individuel RDC avec Cuisine. S. de B. Toilettés et avec grande Cour - Acté avec Livret foncier - Valable Bureau ou Cabinet - Possibilité Extension. " Gambetta " ORAN - Tél : 0555.93.90.15

■Vends Appart F3 dernier étage 4ème en face Méridien, vue sur mer, immeuble sécurisée avec Interphone. Parking assuré - Akid Lotfi E.P.L.F. 2000 Logts. ORAN - Tél : 0558.66.45.22

■A vendre F3 - 58 m² - Cité Dalila - Gambetta - ORAN - 4ème étage - Tél : 0556.92.66.06

■Vends : Appart F5 C. SDB 3ème étage 150 m² Bd Front de Mer + Villa 150 m² R+2 Gd Stand. Hippodrome + Local 630 m² P / Victoires - Cabinet BENSARD - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■Vends Appart F5 C. SDB 1er étage C.V. Rue Khemisti ORAN + villa 200 m² R+2 Yaghmoracen + Local 35 m² Rue de Nancy. Miramar - Cabinet BENSARD - 041.29.26.03 - 0552.58.43.72

■Accepte Promesse de Vente : Vends F2 au centre-ville d'ORAN - Miramar - Acté - Ensoleillé - Propre. Au 3ème étage - Prix 670 nég. + Vends Local à Aïn El Turk convient à toute activité - Prix 390 Nég. - 0794.94.63.36

■A vendre : Logement 237 m². Acté, les Castors - Appart F4. Acté. RDC à Gambetta - Tél : 0773.47.63.21

■Vends F3 au 1er étage - Double porte blindée - Gaz + Eau + Electricité fonctionnels - Chauffe-eau - Climatiseur - Barreaudage complet - Cité 126 Logts Gamsi - El Bahia - AIN TURCK - Tél : 0555.67.22.66

■Loué : F3 Yasmine 10ème (2,5 U) - F3 Boulanger 9ème (2,5 U) - F3 Cavaignac 1er (3 U) - F4 Yasmine 3ème (3 U) - Villa El Kerma (5 U) - AG. " ABDALLAH " - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■Vente Appartement F3 - 75 m² + Local 35 m² communiquant. Le tout refait à neuf à Akid Lotfi ORAN en face la nouvelle Poste / Rez-de-chaussée surélevé - Convient très bien pour Profession libérale - 0770.74.38.51

■Loué Chambres dans Hôtel avec parking à MOSTAGANEM - Tél : 045.42.01.57 - 0791.72.57.16

■A vendre F4 chez Promoteur Hasnaoui 2ème étage - Tél : 0552.38.71.79

■A.V. Appartement F4 de luxe. équipé de tout. 120 m². Aux Pyramides - Prix fixe 1 Milliard 550 Millions - Tél : 0556.77.72.90

■Centre-ville d'ORAN : Réservez votre Logement Promotionnel à partir de 95000 DA/ M. Carré. Endroit stratégique. Boulevard Adja Benaouda non loin du CHU d'ORAN - AG. EL MANZEH IMMOBILIER - Tél : 041.62.43.43 / 0555.97.00.97

■Centre-ville d'ORAN : F3 très bien situé, 80 M. Carrés. Rez-de-chaussée. Convient parfaitement pour un Cabinet médical, Bureau d'avocat ou toute autre Profession libérale - AG. EL MANZEH IMMOBILIER - Tél : 041.62.43.43 / 0555.97.00.97

■Loué à l'année bel Appart de 125 m². 5ème étage. 03 Chambres. Gd Salon. SDB. Belle Cuisine. Lustres et Rideaux installés. Climatization. Internet. Chauffage central - AG. EL MANZEH IMMOBILIER - Tél : 041.62.43.43 / 0555.97.00.97

■A louer / A vendre : 1 Appartement F4 avec grand Hall + 1 Cuisine + 1 Cour - Superficie 120 m² - 1er étage Cité Millenium Belle Vue - Tél : 0555.23.37.25 - à partir de 13 H

■A louer Apparts : F4 et F3 chez Hasnaoui plus F4 Pépinière Résidence Rebanno plus F4 équipé à Bel-Air Résidence Majestic avec garage - Tél : 0552.38.71.79

■Vends Appart au centre-ville Vieille Mosquée F3. 60 m² luxe plus Appart 80 m² à côté de Célio 3ème étage plus F3. 93 m² Bd Millenium - Tél : 0552.38.71.79

■A louer F4 à Fermandville Résidence Belle Vue en face Agyl avec garage 150 m² + Niveau Villa à Point du Jour avec garage - Tél : 0552.38.71.79

■Vends Logt F5 haut standing type haussmannien plus de 180 m² + commodités (centre-ville ORAN) - Tél : 0550.75.96.14 ou 0554.52.51.30

■Vend ou Echange F3 - Acté - Refait à neuf. Cité Zabana - ARZEW. Av. Principale Ilout 9 - Bt 4 - 2ème étage. Appeler M. Kharroubi : 0772.38.71.86 - 0560.00.63.45

VILLAS

■A vendre Maison de Maître à Gambetta de 130 m². Bien située. Endroit commercial - ou Echange avec appartement 1er ou au 2ème étage Akid ou face Méridien avec différence - Prière contacter : 0553.25.57.80

■Canastel en plein Bd : Vds Villa Immeuble 03 Apparts F3 + F4 + 05 + Jard. + Gar. Façade + Loué Superette en activité avec Matériel en face Ecole Primaire - N° Tél : 0796.55.79.30

■Vends Chalet américain neuf à Aïn El Bia Camp 5. Composés de 3 Ch. Gd Salon. Cuisine. SDB - Superficie du terrain 340 m² - Acté - Tél : 0553.68.98.19

■Vds : M.M. Actée 13 Nég. - Appart Stand. 160 m² Courbet 14 - F2 Zitouna 1er 800 U - F4 C.V. N.C. 180 m² 19 - Locaux avec Villa sur Bd Ben Mhidi - Loué : F3 Maraval 3 U - Local Akid 40 m² 3,5 U - B.A. HOUHOU - 0776.37.88.74

■Vds Villa 180 m². Actée. R+1. Aïn El Turk - Trouville avec toutes commodités : 4 Chambres + 2 Salons + 1 Cuisine + 1 Garage + 2 SDB + Cour + belle Terrasse - Tél : 0549.64.49.99

■Vente Maison R+2 - Reste finition 1er et 2ème étage - 200 m². Double façade. Sise à ARZEW 7ème Rue des Jardins. Vue panoramique - PD : 3 Mds 300 Nég. - Tél : 0790.55.64.20

■Vends Niveau de Villa F2 / 72 m² et F4 / 115 m², 4ème étage (Courbet) plus un Appartement à louer F4 (Wilaya) pour Bureaux - Tél : 0771.30.55.39

■A vendre Maison de Maître. Actée. A Aïn El Baida. Sup. 100 m². Deux façades. Commerciale - 3 Pièces + Cuisine + une Cour - N° 0553.12.94.33

■ORAN - Maison Maître 83 m² F3 avec Hawach très bien fini à Maraval à côté de CASORAN - Contacter le : 041.25.56.64 - 0557.67.02.90

■Bénabadi Imm. vend : Villa 200 m² Commerc. RDC + 1er Senia 200 Logts Bd. Prix : 2 M 700 U / Villa 140 m² Belgaïd Hidayia (1) RDC + 1er. Prix : 2 M 200 U - 0558.15.61.96

■Vends : Villa luxe 270 m² St-Remy - Villa Seddikia - Villa sur Bd des Castors - Villa 1.000 m² Miramar - Villa R+1 Cité Djamel - AG. NOUR - 0773.30.81.70

■A vendre Villa 614 m², sise à ORAN (Les Castors, Cité Jourdain), 2 façades sur rue de la Mairie - Tél : 0779.33.91.66

■Vends Carcasse 2 étages - 200 m² environ près de la mer - Idéale pour Promoteur - Entourage fini - Intérieur à finir - Tél : 0797.06.62.42

■Loué Villa 200 m² avec garage 60 m² Cité Hoggar USTO mitoyenne avec Hammam. Sauna - 1er : 3 Gdes Pces. Cuis. SDB. WC. Hall. Gde Arrière-cour - 2ème : Similaire au 1er - Tél : 0796.99.57.11 - Convient Bureaux ou Administration - Prix 150.000 DA par mois

■Villa à louer pour Société étrangère ou nationale à Cité Petit - ORAN : 300 m² - R+2 - ou A Vendre - Tél : 0770.54.18.84

■A vendre Villa à Bir El Djir. Sup. 180 m² - Actée - R+2 - 02 Garages. Cuisine. Réception. Hammam. WC. Une Cour - 1er étg. : 03 Ch. SDB. WC. Un Salon Loft - 2ème étg. : Grande Buanderie avec Cuisine d'été - Prix Ap. visite - Tél : 0550.35.81.67 - 0560.98.66.60

■A vendre Villa 120 m² à GDYEL - RDC : Gd Salon. Garage. Cuisine. Cour. SDB. Toilettés - 1er étage : 3 Chambres. Salon. Douche - 2ème étage : Entourage + les Piliers - Tél : 0550.43.00.00

■Vds Villa les Castors. ORAN - F8 - 1er étage : F4, cuisine, SDB - RDC : F4, cuisine, SDB + Gde cour + garage - Superficie totale 300 m² - Tél : 0661.67.26.37

■Vends / Ech. Haouch 150 m². 3 Façades (Acté) à Sidi Benyebka à 20 Km d'ORAN : 4 Pièces + Haouch 50 m². Toutes commodités - Contre F5 à ORAN - Tél : 0796.97.96.31 - 0771.91.86.35 - 0560.72.61.81

■URGENT : A vendre 2 Villas chacune seule mais dans la même Coopérative 24 Février à Haï El Barki de 115 m² - Tél : 0556.18.73.26

■Vends belle villa à Hasnaoui, bâtie 100 m² sur terrain de 300 m². R+1 avec Sous-sol, Hammam plus 2 SDB. Toutes commodités (Chauff. Cent. - Climat. centrale - Vitres en double Vitrage - Placards...). Actée et libre de suite - AG. EL MANZEH IMMO. - Tél : 041.62.43.43 / 0555.97.00.97

■Vends Carcasse avec entourage en Briques. Terrain 200 m² (Bâti environ 160 m² par étage). S/Sol - R+3 - 4ème étage retiré - Lotissement El Fajr - Bir El Djir - Tél : 0661.51.73.36 - Courtier et curieux s'abstenir

■A vendre : Villa Nouveau Canastel avec piscine 270 m² + Villa Carcasse 60% finie Ahmed Wahid + Villa Fermandville 175 m² avec S/Sol + Villa 400 m² luxe à Millenium 2 façades cité moudjahidine - Tél : 0552.38.71.79

■Villa à louer à Point du jour équipée 380 m² + Villa 280 m² vide + Villa chez Promoteur Hasnaoui + Duplex équipé à Akid résidence Mordjine avec garage - Tél : 0552.38.71.79

EMPLOIS

■Afin d'extension son réseau, une Entrep. privée Ch. des Agents agréés ou Dépositaires, possèdent Camion Frigo et Chambres froides ou l'un des deux - Etude ttes propositions - Envoyez Fax : 041.79.14.09 ou mail : abattoirs_2008@yahoo.fr

■Société de Taxi à ORAN cherche à recruter des Chauffeurs de Taxi - Appelez-nous au : 0782.210.400 - entre 10 : 00 h et 17 : 00 h

■Cherche Réceptionniste dans salle des fêtes à ORAN - Ouest et Bricoleur spécialiste Electricité en bâtiment - Tél : 0550.05.10.05

■Quotidien Sportif recrute 01 Directeur de publication ayant Licence et plus en Journalisme - Expérience minimum 5 ans dans la Presse Sportive - Envoyez vos CV au : Recrute31@hotmail.com

■Papeterie Librairie sise à Akid Lotfi recrute Vendeur ou Vendeuse qualifié (e) - Envoyez vos CV à : millepages@outlook.com

■Entreprise de pose de BA 13 recrute des Plaquistes (Poseur de BA 13) - Envoyer C.V. + Photo à E-mail : recrutementbatiment21@gmail.com Ou Appeler : 0550.48.66.78

■J.H. âge de 26 ans : Licence en Economie islamique et Master en branche Soes économiques et commerciales - Expérience 2 ans : Cherche Emploi - Etude toutes propositions - Tél : 0776.35.40.09

■Ancien Cadre dirigeant de plusieurs entreprises publiques et privées et PDG de EPE offre ses services en qualité de Gestionnaire, Cadre dirigeant ou Conseiller - Tél : 0557.669.915 ou Email : expertisefr@yahoo.fr

■Ets à ORAN recrute Vendeuse (Electroménager) et Vendeur (Meuble) avec la connaissance du montage (entre 26 et 40 ans) - Poseur de meuble pour montage et démontage + Ambulant - Femme de ménage 2 fois par semaine - Tél : 0555.59.01.86

■Société privée sise Village Bouamama - Sidi Chami - ORAN : Cherche Comptable - Expérience souhaitée 2 ans min. - Envoyer CV à : recrute1429@gmail.com

■Société privée sise Village Bouamama - Sidi Chami - ORAN : Cherche Responsable Hygiène et Sécurité (HSE) - Envoyer CV à : s.kouachi@sarlamar2000.com

■Entrep. en Bât. Cherche pour un chantier à MECHRIA : Opérateur mortier et plâtre (Machine G4) - Chef de chantier (Expér. exigée) - Conducteur des Travaux - Opérateur Pompe à béton sur Camion - Mob : 0770.98.23.95 - Mail : bati.recrutement@hotmail.com

■Société privée sise Village Bouamama - Sidi Chami - ORAN : Cherche Transport pour Personnel - Contacter : 0560.04.87.93

■Maçon à ORAN, qualifié, professionnel, disponible pour Travaux Maçonnerie - Dalle de sol - Faïence et Peinture - Bien fini avec prix raisonnable - N.T : 0696.60.50.03

■Cherche un Chauffeur au même temps Livreur, qualifié, sérieux et dynamique, ne doit pas dépasser 35 ans - Salaire de base 18.000 DA/mois - Envoyer CV : transpap-numidia@outlook.fr - Contacter 0542.19.30.51

■URGENT - ORAN : Elève en Deuxième Année Moyenne cherche Professeur d'arabe - Horaires : Dimanche et Mardi de 18 h à 20 h - 0673.39.81.18

■Importante Société Privée recrute : une Secrétaire Administrative, présente, maîtrisant l'outil informatique - Envoyer CV par Fax au numéro suivant : 041.65.03.01

■Pharmacien (64 ans) installé à EL-MO-HGOUN (ARZEW) cherche Gérant - Associé ayant Fonds - Tél : 0555.23.44.71 (KEBBAB)

■Atelier de Couture à Choupot recrute des Couturiers qualifiés avec bonne finition et expérience Point droit, avec ou sans diplôme, sérieux et motivés - Tél : 0770.44.23.48 / 0549.82.77.89

■Unité de Production Alimentation située à Cité Petit recrute un Chef de Production et Personnel (Expérimenté) - Email : recrutement@hotmail.com

■Société situé à Cité Petit recrute une Secrétaire de Direction expérimentée - Email : recrutement@hotmail.com

■Biscuiterie sur ORAN cherche Commercial avec ou sans expérience - Envoi CV par mail : cv.31000@yahoo.fr ou Tél : 0550.92.07.61

■Biscuiterie sur ORAN cherche Opérateur sur machine résidant à proximité de Hassi Bounif - Envoi CV par mail : cv.31000@yahoo.fr ou Tél : 0559.85.73.52

■Importante Société de Distribution Pharmaceutique à ORAN recrute Opérateurs expérimentés - Veuillez envoyer CV aux emails suivants : souhaib.benboualia@outlook.com - medchakibb@yahoo.fr

■Sté sise SIDI BELABBES cherche 01 Manager Administratif : Bac + 05 (Management - Finance - Logistique) - Expérience min. 03 ans - Envoyer CV + Lettre de motivation à : recrut.sba@gmail.com

■Sté sise SIDI BELABBES cherche : 01 Commerciale : Bac + 04 (Formation commerciale) - Expérience min. 02 ans dans la vente - Envoyer CV + Lettre de motivation à : recrut.sba@gmail.com

■Hôtel 04 Etoiles cherche : 01 Caissier - 01 Serveur Restaurant - 01 Agent Entretien polyvalent - Tél : 041.29.17.44

■Sté sise SIDI BELABBES cherche 01 Secrétaire : Bac + 03 - Expérience min. 02 ans dans un poste similaire - Envoyer CV + Lettre de motivation à : recrut.sba@gmail.com

■Recrute Vendeuse, sérieuse, dynamique et présente, ayant un bon sens de communication et l'esprit d'équipe - Un Magasinier avec expérience et Manutentionnaire - Tél : 0782.72.49.43

LOCAUX

■Vends un Hôtel à ORAN - 930 m² - 4 étages - 2 façades + 4 Magasins - Tél : 0551.20.45.79

■Vente Local bien situé à Sidi El Hasni - Tél : 0559.77.33.14

■Loué pour longue durée : Local de 300 m² bien situé - Convient pour Siège de société - Bureaux - Tél : 0559.18.45.66

■A louer à ORAN centre-ville un Local 224 m². Possibilité d'aménagement en fonction des besoins de l'activité commerciale ou professionnelle - Tél : 0773.40.31.07

■A louer Dépôt + 1.000 m² Zone Industrielle HASSI AMEUR - Tél : 0550.76.27.94

■Vends : Local 200 m² Rue L. Ben M'hidi - Cafétéria équipée sur Bd Eckmühl - LC : 110 m² E. Abdelkader - LC : sur Bd Karguentah - LC : 100 m² Av. Loubet - AG. NOUR - 0773.30.81.70

■A ORAN - Location : Local 24 m² Mira-rauchaux - Local sup. 112 m² Gambetta Boulevard - Tél : 0557.40.97.65 - www.louni-immobilier.com

■A louer Local 40 m² Rue Mohamed Boudiaf (102, Rue de Mostaganem - ORAN) avec eau et sanitaires : Coin commercial (ex-Assurance) - Tél : 0772.30.76.56

■Pizzeria à louer tout équipée plein centre-ville : Rue de Mostaganem - ORAN - Tél : 0551.00.02.88

■Local à louer grande surface avec Terrasse - Endroit commercial - Tél : 0781.02.42.50

■Vends Local commercial 550 m² Sous-sol + 1 étage avec accès pour véhicules - Idéal pour Ets Financier et Commerce : Rue du 20 Août - ex-Vieille Mosquée - centre-ville d'ORAN - Tél : 0770.44.60.28 - Interm. s'abstenir

■Loué Local à ORAN USTO HLM, état neuf, séparé en 2 salles, 30 m², sanitaire, eau, Elect., gaz, Tél, ADSL - 25.000 DA/mois. Réduction pour contrat 2 ans (Prix pour activités propres) - Tél : 0798.38.89.20

■Vends Pharmacie (Fond + Murs) en service, plein centre-ville d'ORAN - Sup. 54 m² + 24 m² de cave - Tél : 0540.99.87.80

■Vends Magasin refait à neuf plein centre-ville d'ORAN - Acté - 50 m² - à côté de Michelet - Tél : 0558.43.06.00

■A vendre Cave - Actée - 151 m² à AIN TOLBA Centre + Livre foncier - W. AIN TEMOU-CHENT Tél : 0552.76.56.89 - 0550.88.77.07

■A louer 2 Locaux situés à l'USTO, prêts pour activité : Agence immobilière - Alimentation Gie - Tél : 0556.18.73.26

■A louer Dépôt à Kerma 2.000 m² couvert 1.600 m², plus Dépôt 5.000 m² à Senia Zone 1, plus 2.000m² à Senia - Tél : 0552.38.71.79

TERRAINS

■Vends ou Echange Lot Terrain 82 m² à Rouaïba - AMRIA - contre F1 à ORAN ou environs (Tiélat - Misserghine - H. Bounif - Benokba...) - Tél : 0778.82.02.87

■A vendre Lot de Terrain 113 m² - Acté - Viabilisé - Route principale goudronnée - Prix intéressant - à Haï Hachem - BOUTLELIS - Tél : 0783.85.07.81

■Vends des Lots de Terrain à Douar HDADCHA - SIDI LAKHDAR - MOSTAGANEM - Superficie : 140 m² + 150 m² + 180 m² - Tél : 0549.65.66.83

■Achat Terrain, Station de service ou Location dans les régions : ORAN - MOSTAGANEM - BEL ABBES - TEMOU-CHENT - Tél : 0659.07.53.13 - SVP pas de dérangement

■Vends Terrain - Acté - 600 m² au Bd Millenium - Bir El Djir - Tél : 0542.33.25.23

■A vendre Lot de Terrain à FLEURUS (RHA) 170 m² - Acté - 4 U le m² - Tél : 0777.64.95.28

■Vends Lot de Terrain de 190 m² - Acté - Viabilisé - dans une résidence fermée à Belgaïd - ORAN - Prix : 90.000 DA/m² - Tél : 0555.03.33.83

■Vends Terrain 03 façades - 275 m² - La Poste Bir El Djir - ORAN - Tél : 0559.77.37.97

■Vends Terrain 1 Hectare à HAMOUL. 36 mètres de façade au bord de la route + Terrain à Millenium 410 m² double façade - Tél : 0552.38.71.79

Cabinet Médical Neurochirurgie

DR. DIB Esma Ep. SARI

VEHICULES

■A louer un Bus TOYOTA 30 places - Climatisé - Année 2014 - Avec Chauffeur pour une Société - Tél : 0696.15.47.54

■Vends Niveleuse XCMG / GR 180 - Année 2010 - En bon état, en activité - Tél : 0661.51.73.36 / 0550.44.18.31 - Courtiers et curieux s'abstenir

■Achat véhicules accidentés ou en panne, légers ou lourds. Tél : 0550 59 03 60 / 0771 39 49 82 / 021 91 35 62

DIVERS

■Entreprise de pose de Parquet en Bois et MDF Murale vous propose un travail de qualité et finition - Entrepreneur ou Particulier, n'hésitez pas - Contactez-nous au : 0550.48.66.78

■A vendre Matériel d'usine de fabrication de Boissons gazeuses - A vendre des Pompes à eau immergées - Tél : 0698.73.73.73 / 0771.13.47.31

■A louer Licence Cafétéria à ORAN - 0553.05.73.57

■Pour Fabrication Gants, Doigtiers médicaux et vétérinaires toutes tailles, Surbottes médicales... etc. : Vends Thermosoudeuse (PE et PP) marque CIBRA - Site : www.cibra.it - Tél : 0561.41.04.50

■Ecole GMCE Oran, agréée par l'Etat, offre des Formations accélérées, Certifiées, par des experts internationaux pour Entrepreneur toute activité - Tél : 0560.74.43.33 / 041.42.89.07 - Site Web : www.ecolegmce.com

■Ecole GMCE Oran, agréée par l'Etat, offre des Formations accélérées, Certifiées par des experts internationaux: Installateur Caméra Wifi distance et Installateur Panneaux solaires - Contact : Tél : 0661.63.04.22 / 041.42.89.07 - Site Web : www.ecolegmce.com

■Ecole GMCE Oran, agréée par l'Etat, offre des Formations accélérées, Certifiées par des experts internationaux pour : Câblage Elect. + Armoires et Instrumentation Elect., ...etc. - Tél : 0661.63.04.22

■Ecole GMCE Oran, agréée par l'Etat, offre des Formations accélérées, Certifiées par des experts internationaux pour Consultant toute activité PME - Contact : Tél : 0560.74.43.33 / 041.42.89.07 - Site Web : www.ecolegmce.com

■Ecole GMCE Oran, agréée par l'Etat, offre des Formations accélérées, Certifiées par des experts internationaux pour Conducteur de Travaux BTP & Chef de chantier - Contact : Tél : 0560.71.43.33 / 041.42.89.07

■Vends Compresseurs à air électriques (Central) E7B2 - 9 m3 air/minute - ENMTP E92 - Très bon état en marche - Tél : 0770.674.774

■Vends Groupes Refroidisseurs d'Eau à circuit Fermé / Ouvert - Puissance. 60.000 Cal/h - Occasion (En marche) + 40.000 Cal/h état neuf - Tél : 0770.674.774

■Vends Parc d'attractions : 1 Manège 13 places 220 V - 1 Château gonflable capacité Enfant de 3 à 10 ans - 2ème Château gonflable de 5 à 8 ans - Un Trampoline de 3 à 5 ans - Superf. pour ce Parc 200 m² - Tél : 0793.71.32.99

■Pour tous les Cadeaux de Fin d'année (Calendrier - Agendas - Stylos - Cartables - Shops - Horloges...etc.) avec votre Pub (Sérigraphie - Impression) - Tél : 0777.76.30.12 - (Prix - Qualité - Délais)

■TLEMCEEN : Vds Matériel pour Manège (10 Voitures Tamponneuses. Manège Enfant + divers Accessoires) - Prix après visite - Tél : 0560.22.02.92

■J.F. : L'Ecole ELEGANCE vous propose des Formations pour l'obtention des diplômes d'Etat en CAP Coiffure et BT Esthétique - Inscription immédiate - Tél : 0667.10.98.16 - Protin - ORAN

■Vends Machine de Tissage - Vends Ligne complète de Gaufrette Année 2013 - Tél : 0550.53.47.73

■A vendre Chalutier 17 m x 5 m en Activité. Pêche côtière. Moteur 300 CV. Refait neuf. Equipé VHF. Sondeur JRC + Radar + J.P.S. - Tél : 0779.10.87.87

■TLEMCEEN : Fabrication Coffrage métallique Poteaux & Voiles pour Dossiers AN-SEJ & CNAC - Tél : 0559.02.38.87

■Vends 02 Machines Boîte de fromage ronde 16 - 24 & 32 P. en état de marche - Tél : 0661.22.05.28

■Vends Meubles de la Malaisie : Chambre - Demi Chambre - Salons - Salle à manger - Chaises et Tables pour Coffee Shop et Pizzeria - Tél : 041.54.10.20

■Ecole d'Informatique lance les Formations diplômantes et qualifiantes suivantes : Initiation en Informatique - Bureautique - AutoCAD - Access - Mob : 0542.87.10.55 - Fixe : 041.72.08.49 - Adr. : 350 Logts Haï Es-Sabah Bloc K22 - ORAN.

■Vends une Charpente métallique 54 x 18 - Hauteur = 6 m - Contacter : 0792.00.13.90

■L'Ecole Professionnelle de Cuisine et Pâtisserie forme : Cuisinier - Pâtissier - Bricheur - Pizzaiolo - Gât. Orientaux - Réception - Chef de rang : Cité Bon Accueil - Carteaux - ORAN - Tél : 041.42.34.46 - Mob : 0696.19.56.53 - 05

■Cause Fin Activité : Vends Stock neuf Vêtement Hommes - Femmes et Enfants provenance France - Angleterre - Grandes Marques - Tél : 0661.86.09.52 - 0558.48.93.39

■A vendre : Matériel Pâtisserie complet, très peu servi (4 mois) : 2 Frigos Présents - Laminoin - Pétrin - Batteur - Four - 2 Tables de travail... etc. - Tél : 0796.98.20.42

■Management et Marketing : Formation de 6 mois par des Samedi. 5 Modules, par des Formateurs Experts - Consultants (FR/AR). Niveau 1 AS et plus - L'Ecole Agréée IBN KHALDOUN - Tél/Fax : 041.41.43.36 / 0550.02.21.36 / 15

■Importateur Grossiste dispose en Stock : Papier Peint - Moquette - Gerflex - Gazon Synthétique - Tapis Mosquée - Tapis Couloir - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - BLIDA - ORAN - ALGER - SETIF

■Importateur Grossiste dispose en Stock : Photo Murale - Parquet Stratifié - Parquet en PVC - Papiers Adhésifs - Bordure Décorative - Tapis Rouge - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - BLIDA - ORAN - ALGER - SETIF

■Prépar. Conc. Résidanat - Echo Gle - ECG - Doppler - Délégué Médical - Vendeur Pharmacie - Contact : 041.33.70.34 / 041.29.96.32 - 7/7 à partir de 14 H - Site : www.ecoleantar.com

■Usine - Hôtel : Inspection et Audit : Armoire et Machine par Thermographie infrarouge avec rapport technique - Tél : 0666.14.22.08 / betelecoran@gmail.com

40ÈME JOUR

Il y a 40 jours que tu nous as quittés mon cher frère
LATRECHE Mohamed
à l'âge de 65 ans. Tu es parti très jeune et tu m'as laissée toute seule moi et mes enfants avec un très grand vide et une peine profonde. Je ne t'ai pas oublié et je n'arrive pas à me faire à ton absence qui me pèse lourd. Tu nous as transmis les vraies valeurs, ton honnêteté a balisé le chemin de vie. Mon cher ami et frère, repose en paix.
Rahimaka ALLAH et que Le Tout-Puissant t'accueille dans Son Vaste Paradis.
Inna Lilahi wa inna lllayhi raijoun
Ton frère Djillali et ses enfants qui ne t'oublieront jamais



PENSÉE

De **MATAELAH AISSA**
Triste et douloureuse fut la journée du 24/11/2013 où nous a quittés à jamais notre cher et regretté, notre père Mataaelah Aissa, à l'âge de 64 ans, laissant derrière lui un vide incommensurable. Il nous a quittés sans nous dire au revoir. Ta présence affectueuse et ton sourire nous manquent énormément. Repose en paix notre père. Son épouse et ses fils Tayeb et Kada, ses filles et les familles Mataaelah, Bekhada et Bounaadja de Bouhanifia à Mascara et Benguechoul d'Oran, demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Que Dieu Le Tout-Puissant lui accorde Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste paradis.
Ton épouse et tes fils.
إنا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE

Le 24/11/2013, déjà 02 ans que tu nous as quittés notre cher papa
LAHOUARI SOUALAH
pour un monde meilleur.
Ses enfants et sa femme demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.



PENSÉE

Le 24-11-2006 tu nous as quittés cher et regretté père
IMAKHLAF Achour
à l'âge de 80 ans.
En ce douloureux souvenir, tes enfants, tes petits-enfants, ta famille demandent à tous ceux qui t'ont connu et côtoyé, d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire et prier Dieu, Tout-Puissant, de t'accorder une place en Son Vaste Paradis. Repose en paix



PENSÉE

Il y a 2 ans déjà, le 20-11-2013, nous a quittés notre chère mère
Mme DJOUDI Berkahoum née BOUKEDJAR de B.B.A.
En ce douloureux souvenir, toute la famille pense à elle.
Je demande à tous ceux qui l'ont connue de dire une prière pour elle.
ALLAH YARHMAK
Ta fille Ayacha



PENSÉE

Cela fait 4 années, le 24 Novembre 2011, que tu nous as quittés à jamais pour un monde meilleur. Repose en paix
Mr KHALLADI Mohamed.
Toute la famille KHALLADI demande à tous ceux qui ont connu ce grand Monsieur d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Merci.
Ta famille KHALLADI



PENSÉE

Dr TALEB ABDELHALIM
24/11/2007 - 24/11/2015
L'impression que c'était juste hier, mais 8 ans sont déjà passés et nos pensées restent que pour toi à chaque instant de notre vie. Tu étais et tu resteras le plus parfait des pères.
Que Dieu t'accueille dans Son Vaste Paradis.
Tes filles et ton épouse qui t'aiment



40ÈME JOUR

Le 12 Octobre 2015 nous a quittés à jamais notre chère et regrettée maman
HAMMADI GHAOUTIA épouse TRACHE.
En ce douloureux souvenir, tes enfants demandent à tous ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.
Que Dieu Le Tout-Puissant t'accueille en Son Vaste Paradis.



PENSÉE

A la mémoire de notre chère mère et grand-mère
HADJA DOUAIDI MALIKA née BENALI (Bent REGUIBI).
Une lumière s'est éteinte un 22/11/2012. Toi qui n'attendais jamais les pauvres venaient vers toi. Toi qui allais frapper dans la porte des plus démunies. Toi, la mère des pauvres. Quand le destin peut être douloureux en l'arrachant un être cher et irremplaçable. Ni les larmes ni le temps ni l'argent ne pourront nous guérir de ta séparation. Ton courage à combattre la maladie, ta générosité, nous resteront gravés dans nos mémoires et nos cœurs. Je demande à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée et de demander à ALLAH Errahma Ouel Moughfiera.
Ton fils Wahid, les enfants, petits-enfants, ton mari



PENSÉE

A la mémoire de **Feu SABRI Hasni.**
Cela fait 6 ans que notre cher et regretté père M. SABRI Hasni nous a quittés en laissant un grand vide impossible à combler.
Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée.
Ta femme et tes enfants



OFFICE PUBLIC DE MAITRE AMER MOHAMMED Commissaire-priseur près le Tribunal de SAÏDA - Cité des Castors - Bloc T 29 - Tél : 040.49.00.84

- AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES -

L'Office Public met en vente le Mercredi 02 Décembre 2015 à 09 H du matin, le Matériel réformé ci-après désigné au Parc de la Commune de SAÏDA et à sa demande.

| N° LOT | DESIGNATION | IMMATRICULATION | OBSERVATION |
|--------|---------------------------------------|-----------------|-------------|
| 01 | VL PEUGEOT 205 | 00257.191.20 | A/CG |
| 02 | VL RENAULT 05 | 00502.190.20 | A/CG |
| 03 | VL RENAULT 05 | 01416.301.20 | A/CG |
| 04 | VL PEUGEOT BOXER | 0003.301.20 | A/CG |
| 05 | VL HYUNDAI ACCENT | 00022.104.20 | A/CG |
| 06 | VL PEUGEOT 406 | 00018.199.20 | A/CG |
| 07 | Camion SONACOME C 170 | 01176.278.20 | A/CG |
| 08 | Camion SONACOME K66 | 00003.298.20 | A/CG |
| | Camion SONACOME K120 | 00441.298.20 | A/CG |
| | Camion SONACOME K66 | 0002.298.20 | A/CG |
| 09 | Camion SONACOME K120 | 00188.20 | A/CG |
| | Camion SONACOME K120 | 03327.20 | A/CG |
| | Camion SONACOME K66 | 00005.295.20 | A/CG |
| 10 | Camion HYUNDAI HD I20 | 00014.200.20 | S/CG |
| | Camion HYUNDAI KMCLE/19 | 00008.299.20 | A/CG |
| | Camion HYUNDAI HD I20 | 00033.201.20 | A/CG |
| | Camion HYUNDAI HD I20 | 0008.200.20 | A/CG |
| 12 | Chariot Elévateur MANITOU | 210.20 | A/CG |
| 13 | Pelle CASE W24C | 212.20 | A/CG |
| 14 | Bull FIAT ITACHI D 180 | 041.00626.20 | A/CG |
| 15 | Porte Char SERSOU 058 | 00155.890.20 | A/CG |
| 16 | Ravitailleur SONACOME 077 | 00191.822.20 | A/CG |
| 17 | Rouleau ENMTP VIBROMAX | / | |
| 18 | Compacteur S/P 24 | / | |
| 19 | Compresseur KOMATSU | / | |
| 20 | Trois Remorques tractables | / | |
| 21 | Camion FIAT OM | 00169.20 | A/CG |
| | Camion RENAULT | 2929W213 | S/CG |
| 22 | Deux Dumpers AURES G400 | / | |
| 23 | Tracteur CIRT A C 6006 | 00027.694.20 | A/CG |
| | Tracteur CIRT A C 6806 | 03187.20 | A/CG |
| | Tracteur CIRT A C 6006 | 00014.694.20 | A/CG |
| 24 | Rouleau (TER) HAMM | 193.20 | S/CG |
| 25 | Camion SONACOME K66 | 03336.20 | A/CG |
| | Camion SONACOME K66 | 03316.20 | A/CG |
| | Camion SONACOME K66 | 0004.295.20 | S/CG |
| 26 | Cinq (05) Bétonnières PM Manuelles | | |
| 27 | Nacelle tractable RUTHMAN | | |
| 28 | Quatre (04) Epandeuses de liant ENMTP | | |
| 29 | Bétonnière GM | | |
| 30 | Compacteur ENMTP DA 30 | / | |
| 31 | Tracteur CIRT A C 6006 | 0003.695.20 | A/CG |
| 32 | Tracteur CIRT A C 6006 | 00004.600.20 | S/CG |
| 33 | Tracteur CIRT A C 6006 | 00012.696.20 | A/CG |

CONDITIONS DE VENTE / Voir Cahier des charges.

LE COMMISSAIRE-PRISEUR
Me M. AMER

MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE CAISSE NATIONALE DES ASSURANCES SOCIALES DES TRAVAILLEURS SALARIES AGENCE LAGHOUAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 14/2014

L'Agence CNAS de Laghouat sise Cité Bensahnouna, Maamourah, Laghouat, lance un Avis d'Appel d'Offres National pour la

REALISATION D'UNE SALLE D'ARCHIVES + MAGASIN A LA CNAS - LAGHOUAT.
Les entreprises qualifiées (Qualification II) dans le domaine sont invitées à retirer le cahier des charges contre le paiement de 2000 DA auprès du Bureau d'étude Aur-K (Kahil Farid) sis au Lotissement 145 Lots Maamourah Laghouat.

Les offres doivent parvenir à la Sous direction de l'Administration et des Moyens Généraux dans une enveloppe cachetée renfermant deux (02) enveloppes portant la mention :

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
REALISATION D'UNE SALLE D'ARCHIVES + MAGASIN A LA CNAS - LAGHOUAT**

- L'enveloppe renfermant l'offre technique portant la mention (Offre Technique).
- L'enveloppe renfermant l'offre financière portant la mention (Offre Financière).

La date limite de dépôt des offres est fixée à 15 jours à compter de la date d'affichage de la présente au siège de la CNAS et dans différentes administrations. L'ouverture des plis se fera le dernier jour ouvrable de l'expiration du délai de dépôt des offres à 14 h 00 au siège de l'Agence - Sous direction de l'Administration et des Moyens (6ème étage). Les entrepreneurs désireux s'assister à la séance d'ouverture des plis sont cordialement invités.

Les entreprises resteront engagées par leurs offres pendant 110 jours à compter de la date de dépôt des offres.

NB : Tout dossier ne répondant pas aux conditions sus citées et aux dispositions du Cahier des charges sera rejeté.

OFFICE PUBLIC DE COMMISSAIRE-PRISEUR MAITRE TAYANE HASNI 30, RUE GHERRAS BOUAZZA - ES SENIA - TEL : 07.70.30.13.31

Avis de vente

Il sera procédé le Mardi 01 Décembre 2015 à 9 h 30 mn à la Vente aux Enchères Publiques avec admissions de Soumissions Cachetées de Véhicules et Matériel appartenant à l'ENAB sise Zone Industrielle - CHETAIBO.

| N° LOT | DESIGNATION | OBSERV |
|--------|--|------------------|
| 1 | 1 Véhicule RENAULT KANGOO N° 16031.108.16 | Avec Carte Grise |
| 2 | 1 TR RENAULT N° 1804.591.31 | Avec Carte Grise |
| 3 | 1 Remorque SONACOME SR 29/32 N° 1688.885.31 | Avec Carte Grise |
| 4 | 1 Chariot Elévateur TCM 7 T. N° Série 58000184 | Sans Carte Grise |
| 5 | Important Lot d'Eléments de Menuiserie : Portes et Fenêtres complètes, Composants de Meuble et Divers Quincaillerie | |
| 6 | Lot de Pneus usagés et Ferraille composée d'une petite quantité de Barres tordues et Ronds à béton - Citerne tractable | |

CONDITIONS DE VENTE :
Conditions habituelles.

LE COMMISSAIRE-PRISEUR
MAITRE TAYANE HASNI

L'archaïsme et le patriarcalisme sophistiqué

Tout au long des différents commentaires sur l'actualité algérienne(1), une série de mots ont été employés pour traduire la réalité sociale, économique et politique en Algérie.

Par F. Hamitouche

Il se trouve que le concept de patriarcalisme à lui tout seul recoupe de multiples facettes de la représentation que nous pouvons nous faire de l'histoire moderne du pays.

En fin de compte, le patriarcalisme désigne un mode opératoire de la gouvernance. Max Weber le considère comme un mode de domination du pouvoir traditionnel. Dans la partie consacrée aux types de domination traitant des fondements de la légitimité, il expose les caractéristiques de la domination traditionnelle lorsque sa légitimité s'appuie et qu'elle est ainsi admise, sur le caractère sacré de dispositions transmises par le temps et des pouvoirs du chef (2).

A point nommé la légitimité requise pour l'accès aux fonctions étatiques sont celles de la guerre d'indépendance. Au fond, c'est la guerre qui consacre le pouvoir d'État.

La consécration de l'autorité qui s'appuie sur un unanimisme populaire comme idéologie de la victoire sur l'occupant affecte les structures étatiques héritées de l'État colonial et celles de la société et à plus forte raison la mentalité collective.

La complexité des relations entre les composants de l'idéologie portée par le discours de légitimation du pouvoir et les structures sociales et politiques surimprime l'impact de cette dernière sur la réalité. Au détriment du recueillement à la mémoire des morts, un tas de signes ont été élaborés pour justifier la sémiologie du pouvoir politique. A plus d'un titre, cette sémiologie sert de registre des inscriptions et détermine les lieux d'appartenance de l'identité des personnes. C'est ultime justification de la nationalité. Le discours comme moteur de l'algérianisation est un instrument de production de l'identité nationale. Il rythme les cérémonies de la mémoire qui sont autant de gestes incantatoires que l'honneur fait aux martyrs. Les moyens mis à la disposition des doctrinaires sont incommensurables pour la fabrication du chauvinisme de l'État. Le nationalisme est une production du chauvinisme de l'État. Paradoxalement, ce dernier induit des distinctions entre ceux qui sont patriotes et ceux qui ne le sont pas. C'est de l'inquisition à l'état pur. Les degrés de différenciation sont établis en fonction des liens de subordination. La distillation idéologique de la distinction opère à tous les niveaux de la société et de l'État. Certainement les corps de l'armée, la police, l'administration et surtout l'école sont plus soumis à l'endoctrinement que les lieux communs comme par exemple une entreprise. L'emprise de cette charge idéologique n'épargne pas les régions. Par exemple les animateurs de divers mouvements en Kabylie doivent justifier la participation des militants nationalistes à la guerre de libération nationale et même d'exhiber les portraits des plus illustres d'entre eux ou les chômeurs du sud algérien qui ont eu la clairvoyance de brandir le drapeau algérien pour signifier que leur mouvement n'est pas autonomiste. L'idéologie du nationalisme algérien qui se fonde sur le sang des martyrs sacralise en quelque sorte les liens d'apparte-

nance et du même coup établit des ramifications du terroir comme ancrage à la terre. Donc, en première instance, on voit apparaître le discours et les impératifs de l'existence. Par conséquent le discours lie la personne par le sang versé à la terre. Dans une certaine mesure, il abolit le généalogique de l'identification qui demeure l'arrière fond juridique de la nationalité. Il contrefait le juri-disme des états patrimoniaux à la suite de l'établissement de l'état civil par l'administration coloniale. Il y' aurait toute une étude à faire sur l'aspect juridique de la déclaration de la nationalité algérienne. Certainement, on s'apercevra du contournement fait par les droits positif et musulman pour disloquer la généalogie des appartenances qui pourtant persiste dans les mœurs et coutumes de la société algérienne.

En occurrence c'est du patrimonialisme comme production de l'héroïsme populaire qui se distribue dans plusieurs lieux de mémoire. De la sorte, il matérialise la possession de la légitimité dont font acte les nouveaux notables du régime. La possession de la légitimité est un acte d'accaparement du patrimonialisme individué ou collectif. Du coup, il est une personnalisation du patriarcalisme. On produit des statuts et des figures. Si on analyse le fonctionnement des institutions étatiques, le phénomène des cercles concentriques répandus à tous les niveaux de l'Etat, on voit bien que les rapports de subordination dictent des règles de conduite auxquelles est soumise la population. Les travaux de la nouvelle sociohistoire maghrébine ont donné à la Figure nota biliaire(3), une consistance conceptuelle qui se recoupe avec l'idée wébérienne du patrimonialisme bureaucratique. L'entrée en scène du phénomène bureaucratique sous forme d'entrecroisement des structures de l'Etat et de la société est un héritage du colonialisme. Il a été un instrument déterminant pour le contrôle des rouages de l'Etat par les groupes en compétition. On se rend compte vite que l'école a été une arme redoutable de la sélection des personnes. Elle n'est pas seulement l'institution de la reproduction et de légitimation (le capital symbolique de P. Bourdieu) mais un instrument bureaucratique (le lettré, le savant, le clerc) qui est commun à toutes les formes étatiques, des plus anciennes aux plus modernes. Elle est l'interface du public et du privé, de l'État et de la société, de l'individuel et du collectif et même un élément médiateur faute d'être unificatrice par la production des inégalités des savoirs. Une hiérarchie des rôles a été instituée au sein du mouvement national et s'est accentué après l'indépendance. Le processus de la consolidation de l'État national avait pour objectif la fusion en une entité unique des différents pouvoirs personnels, locaux et régionaux. Les nouveaux détenteurs de la légitimité prennent le relais des intermédiaires de l'Etat colonial. Ils assurent la puissance montante acquise doublement par les armes et les lettres. Et ce n'est pas un hasard que le FLN historique était dirigé par deux instances politique et militaire qui se disputaient le leadership. Et ça continue à ce jour... Il n'y a qu'à voir le rôle de l'armée et des clercs dans

les décisions majeures. La confusion de la lettre et de l'arme est une pratique de rapprochement des pôles qui abolit la frontière de la paix et de la guerre. L'historiographie algérienne est pleine d'informations sur les conversions des uns et des autres. L'histoire de l'Algérie moderne est une série d'expérimentations des pratiques politiques et des discours hérités du vaste champ de la science politique élaborée en Occident. Que ce soit l'éducation militaire ou civile, le parcours des nationalistes algériens et plus systématiquement celui des dirigeants est truffé de principes d'orientation idéologique. En ce sens, l'analyse des régimes est trop longue à faire mais on peut d'ores et déjà affirmer que l'invariance des techniques de la régence persiste car elle comporte en son sein les deux faces complémentaires et indissociables. Donc traiter la question du régime algérien en termes de dichotomie conduit à une impasse.

AU FOND LE RÉGIME DU DOUBLE POUVOIR, COMMENT IL FONCTIONNE ?

Grosso modo, le mode arbitral accompagne généralement, les accords tacites de la fusion du conglomerat des prétendants. A l'exemple de la présidence de A. Benbella qui est une caractéristique de cette élaboration consensuelle au détriment de minorités claniques mises hors champ par l'accord tacite des mieux positionnés à la prétention. Il y aurait à décrire le parcours de chaque membre influent des groupes formés afin de déterminer le rôle de la lettre et de l'arme et du même coup la disqualification de la masse inerte. L'élimination du peuple par le nouveau pouvoir est un facteur important pour comprendre la lutte des groupes entre eux .Il est établi qu'une accélération de la fusion des groupes compétitifs en bipartition du civil et du militaire. L'indissociation de la bipolarité forme la cristallisation et la fusion des groupes et des clans. On assiste à une série de mise à l'épreuve du pouvoir et du contre-pouvoir. L'instauration d'un système élitaire met hors jeu définitivement le peuple comme force d'accompagnement. L'entité comme telle disparaît. Elle se transforme en substance vide si ce n'est qu'un amas de personnes disparates. Elle est virtuelle et elle véhicule une idée trop abstaite. Le renversement des situations nominales par l'effacement du peuple comme source de légitimation et la prise du contrôle de l'État par la compétence militaro-politique, engendre des situations transitives flouées par le discours nationaliste. Le complexe de la transmission de l'ordre du régime colonial au régime nationaliste est un facteur important pour comprendre la dissociation organique opérée par l'élite et la mise à contribution de la source de la légitimation pour créer un unanimisme virtuel porté par les slogans et la propagande.

Et c'est à travers ces champs de lutte que se manifestent les nouvelles figures. Elles transposent dans la réalité des faits l'antécédent d'origine, la famille, le village, la tribu et la région aux nouveaux acquis des lettres et des armes. Et c'est à ce niveau qu'un amalgame du passé et du présent résulte de la modernisa-

tion. Aussi bien l'individuel que le collectif sont imprégnés par la déformation des acquis. La bureaucratisation de l'appareil de l'État coïncide avec la fonctionnarisation des nouvelles figures. Tout un arsenal de critères d'éligibilité est mis en place pour nommer, désigner, attribuer des fonctions administratives.

L'expression de la bureaucratie traditionnelle trouve dans l'administration le cadre idéal pour assurer à ses serviteurs des statuts graduellement corroborés aux figures d'influence. Une sorte de nomenclature expose les positions et les rôles de chaque recrue qui consolide les liens de dépendance des uns aux autres. C'est la physique du pouvoir en ce sens que c'est la mobilisation des ressources humaines pour le contrôle des lieux de l'État qui va du planton au haut fonctionnaire. Il n'y a qu'à voir les métiers exercés par les combattants démobilisés qui n'avaient aucune instruction élémentaire. L'arme et lettre vont de pair dans les attributions des fonctions dans le processus de formation de l'État national. Ces instruments de pouvoir sont utilisés dans toute une série de réaménagements des structures étatiques sans que les liens de dépendance traditionnelle entre les nouveaux agents ne soient rompus. A tous les niveaux de l'État, une hiérarchisation consolide les positions acquises par les statutaires du FLN. La formalisation des individuons concentriques établit un déclassement-reclassement des origines. Elle propulse les acteurs de la scène algérienne comme nouvelle figure du pouvoir du chef. L'acquisition du statut du chef est soit une reconduction de la notabilité locale ou un affranchissement de la position subalterne. Du coup, la bipolarisation du notable et du subalterne est une autre détermination de l'histoire qui s'écrit. Elle concrétise l'action des hommes par une revalorisation des groupes de pouvoir en formation. Il n'y a pas à proprement parler dans l'histoire algérienne des premières années d'indépendance, des corps constitués qui auparavant se sont dissous dans l'engagement militant pendant la guerre de libération nationale, en prenant fait et cause pour le peuple. Il s'agit d'une dynamique sans cesse renouvelée eu égard à la situation historique qui laisse apparaître de nouveaux acteurs qui prennent position contre la soumission et dénonce l'arbitraire du colonialisme. Au fond, nier ou taire cet aspect de l'événement revient à dénaturer l'action des hommes et gommer leur objectif. Si on ne peut pas parler d'une intentionnalité collective, il fort probable que les intentions individuelles s'expriment à travers les acteurs. Il y a des paliers d'intention qui forme la conscience nationale que traduit à des degrés divers le discours nationaliste. En deçà de ce discours comme rapport intentionnel, existe une pluralité d'avis et de conviction qui ne nécessitent pas obligatoirement des prescriptions idéologiques. La cristallisation idéologique se forme lors des séances d'adhésion des membres du mouvement national. Elle est l'expression des courants idéologiques qui ne cesseront d'influencer sur le cours des luttes politiques. On voit bien que les deux premières périodes allant de 1936 à 1962 et de 1962 à 1965 constituent une étape de la formalisation élitare par l'adjonction d'éléments divers qui sont chargés d'administrer la cho-

se publique. Et c'est à ce niveau qu'apparaissent l'archaïsme et le patriarcalisme sophistiqué. Nous appelons patriarcalisme sophistiqué cette manière de faire qui tend à sublimer l'image du chef dans une fonction étatique moderne. Tandis que l'archaïsme représente la pratique bureaucratique de l'agent correspondante aux valeurs traditionnelles. C'est le fameux recouplement de la figure notabiliaire et le patriarcalisme traditionnel. Olivier Feneyrol examine en détails le phénomène de la notabilité en Tunisie. En refusant d'établir une dichotomie entre notable et élite qui représente respectivement l'autorité traditionnelle et la modernité de l'État national, il propose : » «une évolution de l'Etat dynastique vers une structure d'État national, le couple a'yan/khassa aurait fait place au binôme shakhssiya/nukhba, ce phénomène attestant non pas la disparition des notables, mais leur transfiguration.». (4) A. Hénia dans les cycles de la notabilité (5) invoque la sémantique en tant que troisième variable qui caractérise les catégories élitaires. Comme cela va de soi, la ressemblance énoncée précédemment par Feneyrol, n'est pas séparatrice des langages politiques ou du mode de l'action politique. Il s'avère que l'idée de la transfiguration n'est qu'un aspect de la réalité eu égard à l'embrasement conceptuel déclenché par le discours moderniste du à la renaissance arabe (Nahda). Au fond, tel qu'il est utilisé par P. Allié, ce concept décrit la transmutation de la notabilité française. Il n'y a pas à proprement parler de problème de la traduction. Et de toute façon le foisonnement culturel de l'élite moderniste "arabe" comporte en son sein une série de problèmes d'intraduisibilité et d'adaptabilité des modèles. L'emploi du langage politique où l'on retrouve des notions ambiguës qui ne donnent pas satisfaction en termes de démarcation conceptuelle, produit de la confusion et de l'amalgame des genres. Les plus communs de la terminologie sont les mots Ri'assa et Mulk qui désignent chez Ibn Khaldoun respectivement le point de départ de la construction du mulk qui s'exerce d'abord dans le cadre limité de la famille ou du clan et le fait de dominer par la contrainte (l'État dynastique). (6) Nous y reviendrons en fin de texte, dans les références, sur ce problème de la sémantique et du basculement des catégories des États dynastique et national. En définitive, le redéploiement notionnel des concepts et de leur transmigration d'une langue à une autre, d'une culture à une autre, d'une pensée à une autre n'est pas systématiquement opérationnel. Idéalement la confrontation des cultures produit des prises et reprises des unes et des autres sans dénatura-tion constatée. Il se peut que l'acculturation altère l'endogenéité dans un processus de remplacement ou de destruction (ethnocide). Les plus solides d'entre elles qui ont généralement une optique universaliste subissent de l'emphasage. Dès lors, l'hypothèse de Sapir/Whorf que reprend P. Bourdieu selon laquelle les représentations mentales dériveraient des catégories linguistiques, et seraient donc relatives selon les cultures et comparable à celle de Humboldt/ Cassirer qui énonce que chaque langue renfermerait une vision du monde. (7)

Suite en page 21

L'archaïsme et le patriarcalisme sophistiqué

Suite de la page 20

Le jeu des langues et des cultures est très complexe pour le réduire à des mécanismes monadologiques comme entités autonomes. Des circuits de réception et d'emprunt sont répertoriés dans chaque langue. Et dans ce cadre l'élaboration conceptuelle de la transfiguration par P. Allières ne peut rendre compte que des transformations internes d'une société. La transposition d'une culture à une autre ne peut se faire que par emprunt ou diffusion. Le modèle de la transplantation ou de la transposition requiert une altération substantielle de la chose transplantée dans une autre réalité. En définitive, les figures de P. Allières ne sont pas les mêmes parce que précisément les autres d'ailleurs sont déterminées par un double visage. En termes comparatifs, une continuité historique est datable dans la tradition des notables français fut-elle innovante dans ses nouvelles fonctions alors qu'une discontinuité rend plus difficile les rapports entre une société régie par des règles traditionnelles généralement pré-étatiques où périphériques.

On pense au rapport entre l'État colonial et la société traditionnelle maghrébine. Dans tous les cas, l'État national ne représente aucunement une différenciation organisationnelle; il est une transplantation des structures et des principes politiques exogènes, dans une société prémoderne. A proprement parler, il n'y a pas de transmutation, ni de transformation de la représentation de l'État. A défaut d'une société civile comme celle de Adam Ferguson, il y a une jonction de préfixes nominaux de la société traditionnelle et de l'État moderne. Le concept de transfiguration que propose P. Allières veut dire que: « la notabilité est le résultat de la mobilisation de ressources hétérogènes actualisée au cours d'une carrière politique: du prestige hérité (de la famille ou du militantisme), des responsabilités (professionnelles ou partisans), du pouvoir institutionnelle (local ou national). Elle n'est donc pas l'autre nom du conservatisme, de la tradition ou de l'archaïsme ». (8) A suivre ce schéma de la modernisation de la notabilité, le management se confond avec la tradition. Lorsque O.Feneyrol examine la politique d'essaimage du parti en Tunisie de l'espace politique appelé nominale-ment territoire qui désigne une sphère d'influence, il s'aperçoit qu'une série de compétences prennent en charge la population. Il énumère quelques figures locales, le dignitaire politique, l'activiste entrepreneur, l'affilié, l'héritier, le militant comme Edile. En leur donnant la parole aux notables locaux, il remarque: «Autrefois réservé à des individus dont le statut et l'autorité se fondaient essentiellement sur la réputation personnelle, l'ascendance familiale et l'appartenance aux couches dominantes de la société traditionnelle, l'exercice de ce rôle notabiliaire est devenu l'apanage dans le contexte politique issu de l'indépendance, des agents locaux du parti: des «personnalités» ayant un accès privilégié à l'administration que confère à leurs interventions leur allégeance proclamée au pouvoir en place. ». (9)

C'est à peu près dans les mêmes configurations que nous pouvons établir la régence du patriarcalisme en Algérie. M.B. Sahli aborde le poids du local sans donner une di-

mension nationale au phénomène notabiliaire. Il se limite à l'aspect contestataire et culturel du localisme. (10) Il s'appuie sur les cas de deux régions d'Algérie, le Mzab et la Kabylie. Les différents témoignages des animateurs du réformisme religieux et du nationalisme algériens corroborent l'attachement des acteurs aux structures traditionnelles. Chacun à sa façon met en valeur les liens de notabilité comme argumentaire d'affranchissement et de combat. Tour à tour, l'écueil de la contradiction est travaillé par toute une sociologie de l'action appelée transactionnelle par enracinement. A titre d'exemples: Tayeb al-Okbi (Biskra), Moubarek al-Mili (Laghouat), Bachir al-Ibrahimi (Sétif) ou Abdelhamid ibn Badis qui a une notoriété bien assise à Constantine, tirent leur renommée de leur implantation locale. (11) Le cas de B. Bayoud du Mzab aigüise la transaction de la modernité et la tradition enracinée. (12) Dans la même optique, Ali Zemoum écrit: « Il n'est pas contradictoire d'adorer un Dieu unique, de croire en la prédestination et, en même temps, de croire aux pouvoirs des invisibles capables de détourner le cours de son destin en ta faveur. » (13) ou un Amar Imache qui ne cessera pas d'emprunter dans sa démarche politique, la coutume berbère, plaidera pour l'importance du arch et de la djemâa. Et pour finir, un Ait Ahmed qui rappelle dans ses mémoires de combattant, le rôle des tolba dans l'insurrection de 1871 ou du besoin de la résistance algérienne de cadres connaissant parfaitement le terrain, comme les notables.

C'est toute une pléiade d'acteurs insurgés qui donnent le ton au local, lieu de mémoire et véhicule de la tradition à l'épreuve de la modernité comme prise de guerre. Dans tous les cas, il est possible d'écrire l'histoire du mouvement national en prenant en considération l'enracinement des individus aux valeurs de la société traditionnelle et au tissage des relations indues qui formalisent concrètement la formation des groupes et des clans qui prédominent les nouvelles appartenances. Les affiliations négocient des stratégies du pouvoir. En l'occurrence la sociologie politique du clan d'Oujda en est un exemple parmi d'autres d'un ensemble de configurations claniques qui ne cessent de dominer l'espace politique algérien. Le contre-exemple berbériste s'identifie à la même logique. Par ailleurs au détail près, y'aurait à identifier le parcours individuel pour établir un tableau générique des alliances et contre alliances qui en dernière instance justifient les choix et les adhésions et donnent une carte de distribution des statuts. Au fait, il s'agit de faire une micro sociologie de chaque acteur en partant de son lieu de naissance, les établissements scolaires fréquentés, les classes d'âge et les relations personnelles jusqu'aux déterminants idéologiques et les groupes d'appartenance.

Le nationalisme algérien ne départira jamais de cette contusion bicéphale au point que l'histoire de l'Algérie se confond avec les personnages héroïques. On voit bien que la nouvelle organisation promue par l'État national, transpose les modalités de l'action notabiliaire dans de nouvelles fonctions élaborées par l'État. C'est la consécration des nouvelles fonctions étatiques proposées par le nationalisme et qui du même coup occasionnent la lutte du pouvoir. En définitive,

c'est le cadre d'expression du patriarcalisme sophistiqué. C'est une armada de techniques modernes qui sont utilisées au bénéfice de nouveaux statuts. La formation de nouveaux notables issus du Parti-Armée-État est une transmigration des valeurs traditionnelles qui modèlent la machinerie administrative.

C'est la machine bureaucratique qui est la marque de la fabrique de l'État national considéré comme outil rationnel. Au lieu de rationaliser la gestion étatique, il transpose la maison du Patriarche qui n'a rien voir avec la maison du Roi (P. Bourdieu). Elle en fait le cadre idéal de la lutte des cercles concentriques animés par des chefs et de leur affiliation. Au service des cercles, un ensemble d'instruments; la force et le signe d'une écriture sont utilisés pour asseoir la stature des chefs en hommes politiques. Le profil que donne G. Balandier: « En récupérant les symboles anciens et efficaces, les agents de la modernisation organisent le cérémonial de la vie politique (y incorporent parfois des éléments rituels) afin de le sacrifier; ils donnent à leur leader un double visage ou lui construisent une personnalité héroïque: ils recourent enfin à des moyens traditionnels pour forcer l'adhésion et fonder l'autorité de leurs agents. » (14)

Voilà, c'est un personnage à double visage. Les caractéristiques individuelles du héros politique sont l'avère et l'envers d'un même personnage. Il est à la fois le virtuel et le réel, l'irrationnel et le rationnel,

Références

- 1° La maison du patriarche, l'Algérie sous tutelle, la rente et le dogme, etc.
- 2° M. Weber, Économie et Société /1, Les catégories de la sociologie, Pocket, Paris, 1995. Dans cette partie ce dernier expose les différentes formes de la domination traditionnelle.
- 3° A. Hénia, Etre notable au Maghreb, Dynamique des configurations notabiliaires, Maisonneuve& Larose, Paris, 2006.
- 4° O. Feneyrol, Pouvoir local et pouvoir sur le local en Tunisie, Les agents du parti entre État et Territoires, dans A. Hénia, p. 328.
- 5° A. Hénia, Le pouvoir entre «notables» et «élites», les cycles de la notabilité, Monde arabe, Maghreb Machrek, no 157, Paris, 1997.
- 6° A. Cheddadi, Ibn Khaldoun, l'homme et le théoricien de la civilisation, Gallimard, Paris, 2006.
- 7° P. Bourdieu, Sur l'État, Cours au collège de France, 1989/1992 Raison d'agir, Seuil, Paris 2012. Nous nous contentons de quelques exemples de son analyse sur la modernité de l'État en tant que sociogénèse qui le différencie un peu de M. Foucault qui s'intéresse à la généalogie du Discours/Pouvoir. Le premier s'insurge contre l'amnésie de la genèse et le deuxième contre l'ontologie circulaire de l'État.
- 1° Quoi qu'il en soit ce ne sont que des analyses qui concernent principalement l'État Nation en Occident et plus particulièrement les cas de la France et de l'Angleterre. Dans tous les cas, ces études ne peuvent servir que de références à la modernité de l'État nation et par prorogation à l'État national hérité de l'État colonial. Il ne s'agit aucunement de substituer ces siècles européens à la tradition musulmane qui a ses propres sources de légitimation. Le livre de Ali Mezghani sur l'État inachevé, est une reprise de la modernité et des problèmes juridiques. L'auteur insiste sur l'aspect juridique qui d'ailleurs n'est pas le seul instrument de l'État fiction. D'après les auteurs ci-dessus, il est un parmi d'autres. Pour autant nous restons redevables de l'analyse d'Ibn Khaldoun de l'histoire des dynasties où l'Esprit de corps fait et défait les États sans que le juridique n'intervienne directement dans leur émergence et leur dépérissement. Par conséquent, la reprise de la question des déterminants de la construction de l'État telle qu'elle s'est posée à l'indépendance nous incite à revoir le problème du langage politique. Or l'usage moderne du mot Ri'assa est une transposition de l'idée de la seigneurie comme la définit Ibn Khaldoun en tant que seulement point de départ du Mulk qui s'exerce d'abord au niveau de la famille ou du clan. C'est cette bizarrerie du langage



la modernité et la tradition. Il incarne la doublure de la lettre et de l'arme, le civil et le militaire, le thaumaturge et le fonctionnaire. Au risque d'induire le dysfonctionnement dans le l'appareil de l'État, des assemblages illogiques grippent le machine bureaucratique. Le constat est là, la bureaucratisation de l'État national n'est pas seulement une conséquence des fonctions mais elle reflète les attributs des agents.

Par conséquent, le patriarcalisme sophistiqué se définit par les assem-

blages illogiques d'une machine bureaucratique et les attributions des agents qui perpétuent la croyance des aïeux comme sacralité du chef. Quant à la sémantique de la modernité, elle n'est qu'un simulacre de l'élite dont la principale fonction consiste à maintenir sous le joug de la domination, le symbolisme du retors qui enchaîne la population dans une eschatologie politique qui promet une Algérie éternelle comme les hours du paradis.

F. H.

qui nous incite à penser à une transposition du pouvoir familial ou clanique au niveau de l'État national, dans sa forme achevée qui est le patriarcalisme sophistiqué. Toutefois, il y'aurait à analyser plus finement les différents types de régimes politiques en Islam et leurs corollaires occidentalisés. Mais la particularité réside principalement dans l'interdépendance ou la particularité de la modélisation étatique. Certes, le terme Mulk garde sa singularité dans la signification de la royauté mais il ne donne aucune satisfaction lorsqu'il désigne la forme la plus conforme du régime sultanique des dynasties musulmanes. Dans la tension actuelle des revendications identitaires, le versant radical qui veut promouvoir l'originalité à la place du syncrétisme ambiant, transperce le cadre de l'État national et transforme le champ politique en un vaste catalogue de principes inactuels où on trouve pêle-mêle du particulier et du l'universel qui est généralement abusif et réducteur, du local et global et du général et du particulier. En ce sens c'est toute une chimie des langues qui transpose l'action des hommes sur le terrain des luttes de souveraineté. Hélas, la complexité des relations établit un système de représentation partagée parce qu'il se veut universel. Et ce n'est pas qu'une affaire de sémantique politique.

- 2° De toute façon, la série d'exemplaires proposés ne peuvent correspondre à l'histoire maghrébine et pas plus que la question antique de l'État romain. L'histoire gallo-romaine narrée par M. Foucault n'a rien à voir avec celle de l'Afrique romaine. Nous avons fait une lecture transgressive de trois ouvrages issus des Cours donnés au Collège de France.
- La naissance du biopolitique, Cours au Collège de France 1978/1979. Gallimard, Seuil, Paris, 2004.
- Sécurité, Territoire, Population, Cours au Collège de France. 1977/1978, Gallimard, Seuil, Paris, 2004.
- Il faut défendre la Société, Cours au Collège de France. 1976, Gallimard, Seuil, Paris, 1997.
- 8° P. Allières, «Que sont nos notables devenus» in «Faire la politique» revue Autrement, no 122, Mai, 1991
- 9° O. Feneyrol, ouvrage cité, p. 359.
- 10° M.B. Sahli, Contestations identitaires et politiques en Algérie (1945-1980). Le poids du local, in A. Hénia.
- 11° H. Touati, Entre Dieu et les Hommes, Lettrés, Saints et Sorciers au Maghreb (17èmesiècle), Editions EHESS, Paris, 1994. Il fait une hagiographie des saints de l'Algérie du 17ème dans laquelle il retrace entre autres, la place notoire de Constantine et de la renommée de la famille Ibn Badis.
- 12° M.B. Sahli, p. 265.
- 13° Idem, p. 266-270.
- 14° Idem, p. 273.



08.00 Bonjour d'Algérie (direct)
09.30 Iguebouchene
10.00 El ilm bayna yedaik II
Documentaire
10.25 Dessin animé
11.00 Questions d'actu
12.00 Journal en français
12.25 Mehwer el adala

13.50 Bi'atouna e'sahira
Documentaire
14.35 Les larmes du coeur
15.20 52 chrono
16.20 Dessin animé
17.15 Takder tarbah
18.00 Journal en amazigh
18.25 Iguebouchene
Feuilleton algérien
19.00 Journal en français

19.25 Algérie, génies des lieux

Reportage
20.00 Journal en arabe
20.45 La semaine Eco
21.45 Casting final
Alhan Wa Chabab
22.30 Expression livre



20.55 Le signal



- Les sentinelles du climat
A l'occasion de la COP21, la conférence sur le climat qui se déroulera à Paris du 30 novembre au 11 décembre, Julian Bugier part à la rencontre des Français qui ont été exposés aux catastrophes naturelles, dont les anciens habitants de l'immeuble *Le Signal*, à Soulac, en Gironde. Le 29 janvier 2014, les résidents de ce bâtiment construit dans les années 1970 et menacé par l'océan Atlantique, ont dû plier bagages. Conscients qu'il devient urgent de vivre autrement, ils ont décidé de prendre en main les destinées de leur territoire, pour plus d'équilibre avec la nature, en s'investissant dans des associations ou en replantant des arbres.
22.25 On commence quand ?
00.00 Tout compte fait



20.50 Un village français



10.50 Midi en France
12.00 12/13 : Journal régional
12.25 12/13 : Journal national
13.50 Un cas pour deux
14.55 Questions au gouvernement
16.05 Un livre, un jour
16.15 Des chiffres et des lettres
16.55 Harry
17.30 Slam
18.10 Questions pour un champion
19.00 19/20 : Journal régional
19.30 19/20 : Journal national
20.00 Tout le sport
20.20 Plus belle la vie

Saison 6 - Episode 7
- Une explosion
Avec Robin Renucci, Maxim Driesen, Marie Kremer, Nicolas Gob
En septembre 1944, les Allemands ont quitté Villeneuve, dans l'Aveyron. Mais un groupe de miliciens retient encore des otages dans l'école. Entre soif de vengeance et rétablissement d'un Etat de droit, gaullistes et communistes affirment leurs différences. Promu préfet suppléant, Jules Bériot revient au village et découvre que son épouse Lucienne cache Kurt, un soldat allemand blessé.
22.30 Un village français... ils y étaient
22.45 Grand Soir 3
23.20 Résistants / collabos, une lutte à mort
00.35 Comme un homme



11.45 La quotidienne
13.00 Zoo nursery Berlin
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Allô, docteurs !
15.05 Objectif indépendance
15.10 Echo-logis
15.40 L'énigme de l'île de Pâques
16.35 Les Seychelles, paradis de l'océan Indien
17.30 C à dire ?!
17.45 C dans l'air
19.00 C à vous
20.15 Entrée libre
20.40 Soirée spéciale «Au nom des femmes»
22.40 C dans l'air
23.45 Entrée libre
00.05 Le canard, une volaille qui vaut de l'or



13.20 Arte journal
13.35 Les heures souterraines
15.40 Polar Sea 360°, le guide du voyageur inter-arctique
16.25 Paris-Berlin, destins croisés
17.45 Mystères d'archives
18.15 L'Europe en bouteilles
19.00 Les îles du futur
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.55 Climat, pour quelques degrés de moins
22.40 Nos chers paradis
23.35 Méthane, rêve ou cauchemar ?
01.00 Agriculture biologique, cultiver l'avenir ?



13.25 La petite géante
14.05 Les alpes vues du ciel
15.00 Questions pour un champion
15.30 En solitaire
17.30 64' le monde en français
18.35 Le point
19.30 Le journal de France 2
20.00 Des fleurs pour algernon
21.30 Pardonnez-moi
22.00 TV5Monde le journal Afrique
22.25 Le journal de la RTS
23.00 L'urgence climatique
23.55 Un pas vers l'arctique, échos et visages du nord
00.45 Coup de pouce pour la planète



arte 20.55

CLIMAT, POUR QUELQUES DEGRÉS DE MOINS

Afin de limiter le réchauffement climatique et ainsi éviter le pire, l'humanité doit diminuer de moitié ses émissions de CO2 d'ici à 2050. Pour parvenir à ce résultat, l'économiste américain Jeffrey Sachs a conçu un ambitieux programme mondial surnommé DDPP. Le projet regroupe des experts scientifiques issus des quinze nations les plus émettrices de carbone et charge chacun de trouver comment son pays peut réduire ses émissions sans nuire à son développement. Ponctué d'éclairages de personnalités comme Nicolas Hulot, ce document suit le travail des experts du DDPP.

4 20.50

ENVOYÉS TRÈS SPÉCIAUX



Avec Gérard Lanvin, Gérard Jugnot, Omar Sy, Anne Marivon, Valérie Kaprisky R21, célèbre radio d'informations, envoie en Irak son meilleur tandem de reporters : Franck, journaliste, et Poussin, ingénieur du son. Très vite, leur émission bat des records d'audience tant leurs reportages se révèlent palpitants. Le jour où Franck et Poussin sont pris en otages, un mouvement d'une rare ampleur s'organise pour obtenir leur libération. Mais en réalité, le problème est bien différent.

CINE +
FRISSE 20.45
MACHETE KILLS



Avec Danny Trejo, Michelle Rodriguez, Mel Gibson, Demián Bichir
Machete est en mission avec sa compagne Sartana à la frontière entre les USA et le Mexique, pour interrompre une vente d'arme clandestine. La jeune femme est tuée au cours de l'opération mais Machete n'a pas le temps de la pleurer : il est contacté par le Président des Etats-Unis pour contrer le révolutionnaire mexicain Marcos Mendez qui pointe des missiles en direction de Washington. Au Mexique, il rencontre Mendez, un personnage qui a perdu tout contact avec la réalité.

TÉLÉVISION



20.55 Mentalist



Saison 7 - Episode 13

- Jusqu'à la fin
Avec Simon Baker, Robin Tunney, Aubrey Deeker, Rockmond Dunbar
Tandis que Teresa et Patrick nagent en plein bonheur et construisent leur avenir, Lazare rôde toujours, prêt à agir à la première occasion. Bientôt, l'agent Rick Tork apprend que le journaliste qui avait récemment interviewé Patrick Jane à la télévision a été enlevé. L'équipe comprend que le tueur en série cherche à nuire au mentaliste.
00.25 Les experts : Miami



20.55 La France a un incroyable talent



Saison 10 - 1re demi-finale

Présenté par Alex Goude, Hélène Ségara, Gilbert Rozon, Kamel Ouali
Vingt candidats sur les cent cinquante auditionnés au total ont été sélectionnés pour participer aux demi-finales. Dès ce soir, dix d'entre eux vont proposer un numéro inédit, en direct, face aux jurés et au public, répartis en deux groupes de cinq. Dans chacun, un participant est qualifié par les votes de téléspectateurs, un second par le jury.
23.10 La France a un incroyable talent, ça continue
01.20 Meurtres en haute société



20.55 The Search



Avec Bérénice Bejo, Annette Bening, Maksim Emelyanov, Zukhra Duishvili
En 1999, dans la campagne tchétchène, alors que la guerre fait rage, des soldats russes massacrent les parents de Hadji, un jeune garçon, et sa soeur aînée, Raïssa. L'adolescente parvient à fuir. Peut de temps après Hadji fait de même avec son petit frère, un nourrisson, qu'il est rapidement obligé d'abandonner devant une maison.
23.10 Terrain de chasse
00.51 Léviathan



12.10 Zouzous
13.30 Une saison au zoo
15.35 Les lapins crétins : invasion
16.00 Les Tortues Ninja
16.45 Ninjago
17.50 Les as de la jungle
18.45 Une saison au zoo
20.40 Monte le son, la quotidienne
20.50 Envoyés très spéciaux
22.20 La cité de la peur
23.50 On n'est plus des pigeons !
02.40 Monte le son, le live



11.20 Friends
13.45 Maman se marie !
15.30 La villa des coeurs brisés
18.05 Grey's Anatomy
20.50 Météo
21.00 Un flic à la maternelle



23.05 Le grand bazar
00.50 Confessions intimes



10.20 @ vos clips
11.50 W9 Hits
12.40 Météo
12.45 Talent tout neuf
12.50 Malcolm
16.40 Un dîner presque parfait
17.40 Un dîner presque parfait
18.50 Les princes de l'amour
20.15 Les Simpson
20.40 Soda
20.55 Empire



Bélier 21-03 au 20-04
Vous retrouverez le bon moral et un grand sourire aminera votre vie. Vous allez enfin bien vous en sortir. Vous avez traversé victorieusement une période de difficile.

Taureau 21-04 au 21-05
Ce sera la réussite complète si vous savez prendre les choses de son côté. D'excellents sentiments de compréhension se nouent à votre égard. Soyez dans l'attente d'une heureuse nouvelle qui pourra vous confondre. Vous aviez tort, mais les réalités seront clémentes à votre égard.

Gémeaux 22-05 au 21-06
Vous serez à l'affût d'une proposition intéressante qui vous enchantera. Vous pourrez décrocher la timbale si vous vous en emparez.

Cancer 22-06 au 22-07 La période n'est pas aux grands épanchements de mots. Chacun cherche à observer et cela n'est pas pour plaisir. On agit néanmoins avec un peu de diplomatie et vous parlez de la diplomatie. On ne sait pas la vérité ce qui renforce les incertitudes dans cette affaire.

Lion 23-07 au 23-08
Vous allez faire de beaux projets financiers. Mais vous ne tenez pas compte que d'énormes problèmes vous empêchent d'obtenir le consentement de la personne que vous tenez en haute estime le consentement pour la prochaine association.

Vierge 24-08 au 23-09
Soyez confiant car vous aurez la chance que les choses s'arrangent d'elles-mêmes. Si une décision financière survient ou une décision importante soit à prendre, il vous suffira d'être patient et confiant et d'attendre que la bonne solution s'offre à vous.

Balance 24-09 au 23-10
Vous formulerez des bonnes idées qui mériteraient d'être exploitées. On vous offre une consultation désintéressée que vous êtes à accepter.

Scorpion 24-10 au 22-11
 Votre opinion personnelle sur un sujet sans grand intérêt pourrait choquer votre entourage. Modérez vos passions et votre position intransigeante pour éviter un conflit latent.

Sagittaire 23-11 au 21-12 Une personne proche de vous qui vous déclare ses sentiments paraît sincère. Vous êtes quelque peu sceptique et avez du mal à croire ses affirmations.

Capricorne 22-12 au 20-01
Vous avez des doutes au sujet de la réalisation d'un projet qui vous tient à cœur. Rassurez-vous car vous gagnerez grâce à votre détermination. La fortune est là et vous fournira les efforts pour réaliser vos projets.

Verseau 21-01 au 18-02
Ce sera un virage décisif, car il faudra négocier avec un peu de prudence. Les changements de voir enfin se concrétiser des aspirations aussi amicales que celles que vous nourrissez depuis si longtemps.

Poissons 19-02 au 20-03

FLÉCHÉS N° 5781

FOUILLIS N° 5781

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er se fait rouler au jeu.
- Mon 2e fut capable de.
- Mon 3e est une règle de dessinateur.

Mon tout est un parlementaire.

7 ERRORS



CROISÉS N° 5781

1. Bien placer s'il est d'or !
2. Malouf libanais.
Sombre.
3. Martre, aimée de richard.
4. Sortiras du lot.
Dégage.
5. Voie trouble.
Exercera une répression.
6. Fin d'infinittif.
- Histoire de famille.
7. Point éclairé.
Relève du foncier.
8. Tenues en laisse.
Travaillais sec.
9. Sainte touche. Tranché.
10. Coupe de charité.
Tour d'orient.

A. Langue de bois.
B. Parodie.
 Conventions collectives.
C. Partie au frais des Russes.
 Symbole du 82.
D. Va à bride abattue.
 Fis amende honorable.
E. Blasé.
 Train du général.
F. Avancées.
 Fait le cariacou.
G. Pas bien sûr.
 Pour fifre (en).
H. Frappant du pied.
I. Grands papillons.
J. «L'arbre toujours blessé»
 ! Hercule italien.

CROISÉS N°5780

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| P | E | T | O | C | H | A | R | D | E |
| A | P | R | E | | A | M | O | U | R |
| R | I | A | | P | U | I | S | E | |
| A | N | I | S | E | T | T | E | | P |
| N | E | T | | Q | U | I | T | T | A |
| G | S | | F | U | R | E | T | E | R |
| O | | S | R | E | I | | E | S | T |
| N | A | R | I | N | E | S | | T | I |
| S | I | | M | O | R | T | N | E | E |
| | E | M | E | T | S | | T | E | L |

FLECHES N°5780

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | S | I | G | N | I | F | I | E |
| H | E | N | N | I | R | | D | G |
| A | | F | | L | | D | | A |
| T | R | O | T | | O | R | A | L |
| E | C | R | I | T | E | A | U | |
| R | | M | | R | | G | | O |
| | B | E | A | U | C | O | U | P |
| B | A | S | T | A | | N | | P |
| A | S | | T | N | A | | R | O |
| R | | R | E | D | I | T | E | S |
| R | E | | L | | D | I | N | E |
| E | | R | E | G | A | R | D | S |

FOUILLIS N° 5780 VERVEINE (Vert - Veine)

CODÉS N° 5780

| | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| R | O | L | B | I | G | A | S | E | T | P | M | N |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
| U | F | V | D | C | Y | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | |
|--------|--------|--------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 D | 2 E | 3 P | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 14 | 2 | 12 | 5 | 1 | 9 | 2 | 11 | 4 | 2 |
| 5 | 16 | 6 | 12 | 2 | 4 | | 8 | 11 | 7 |
| 10 | 2 | | 2 | 4 | 4 | 2 | | 17 | |
| 7 | | 11 | | 5 | 11 | 8 | 1 | 9 | 8 |
| 6 | 7 | 7 | 9 | 8 | 2 | 8 | | 8 | 5 |
| 15 | 8 | | 6 | 15 | | 6 | 3 | | 11 |
| 10 | 5 | 4 | | 6 | 10 | 10 | 11 | 12 | 6 |
| 6 | 11 | 13 | 11 | 10 | | 13 | 9 | 6 | |
| 8 | 16 | | 16 | 9 | 7 | 2 | 4 | 4 | 2 |
| 1 | 2 | 4 | | 4 | 2 | | 6 | | 10 |
| 4 | | | 3 | 6 | 12 | 2 | 7 | 5 | 7 |
| | 13 | 5 | 11 | 7 | | 14 | 9 | | 9 |
| 4 | 5 | 11 | 8 | 9 | 13 | 9 | 2 | 8 | 2 |
| 6 | 9 | 8 | | 5 | | 4 | 8 | | 8 |
| 13 | | 4 | 6 | 10 | 15 | | 4 | 11 | 4 |

CODÉS N° 5781

Avertissement verbal à la chaîne «BeurTV» pour «dépassements»



Le président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel, Miloud Chorfi a convoqué hier lundi le directeur de la chaîne de télévision "BeurTV" auquel il a adressé un avertissement verbal pour "des dépassements" lors de l'enregistrement du contenu d'une émission diffusée par cette chaîne sur l'homosexualité en Algérie. M. Chorfi "a convoqué le directeur de la chaîne BeurTV et lui a adressé un avertissement verbal sur les dépassements lors de l'enregistrement du contenu de l'émission +hikayati+ diffusée par cette chaîne le 16 nov 2015 sur l'homosexualité en Algérie, ledit contenu impliquant une atteinte à la pudeur", indique un communiqué de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel. M. Chorfi a rappelé au directeur de la chaîne la nécessité d'observer "les règles de déontologie et les valeurs morales de notre société". "Ces pratiques condamnables et attentatoires à notre société ne doivent plus se reproduire", a averti M. Chorfi qui a sommé les responsables de la chaîne à respecter les lois régissant le secteur et exigé la révision des contenus des programmes. "Faute de quoi, les autorités publiques n'hésiteront pas à prendre les mesures juridiques nécessaires", a-t-il encore mis en garde.

Des migrants se cousent les lèvres contre leur blocage à la frontière gréco-macédonienne



Au moins cinq migrants, qui déclarent être iraniens, s'étaient cousu les lèvres lundi à la frontière gréco-macédonienne pour protester contre le refus de la Macédoine de les laisser passer, le pays ayant instauré un filtrage par nationalité, a constaté un photographe de l'AFP. Les protestataires font partie d'un groupe d'une centaine de migrants, surtout des jeunes hommes, qui campent depuis vendredi sur la voie ferrée à la frontière, entravant le trafic ferroviaire entre la Grèce et la Macédoine. "Seulement la liberté", avait écrit en anglais l'un d'entre eux sur son torse. Tous portaient l'inscription "Iran" sur le front ou le torse. Au total, selon une source policière, plus d'un millier de migrants des nationalités non acceptées désormais par la Macédoine et la Serbie, qui ne laissent passer que les personnes fuyant des zones de conflit -- soit la Syrie, l'Irak et l'Afghanistan -- restaient bloqués lundi près du poste frontière d'Idomeni (Gevgelija pour la Macédoine).

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Tunisie: l'ex-président Marzouki visé par un projet d'assassinat

L'ex-président tunisien Moncef Marzouki a été informé d'un projet d'assassinat le visant, a annoncé lundi le ministère de l'Intérieur, tandis que l'entourage de l'ancien chef de l'Etat a réclamé une meilleure protection. M. Marzouki "a été informé par le ministère de l'Intérieur qu'il était visé par un projet d'assassinat", a indiqué à l'AFP un responsable du service de communication du ministère.

Lors d'une conférence de presse tenue dans l'après-midi, des proches de M. Marzouki ont confirmé avoir été mis au courant lundi matin d'un projet d'assassinat "par une partie terroriste", en faisant porter "l'entière responsabilité" de la sécurité de l'ancien chef de l'Etat aux autorités.

Adnène Mancer, son ex-directeur de campagne, a indiqué que "depuis deux ou trois semaines" la protection de M. Marzou-



ki ne relevait plus de la sécurité présidentielle mais du service de protection des personnalités, qui dépend du ministère de l'Intérieur. "Quand la protection du Dr Marzouki a été diminuée, alors peut-être les terroristes ont-ils pensé à passer à l'acte", a-t-il déploré. "Si ces menaces sont

mises en application, le but serait de provoquer le chaos dans le pays", a-t-il ajouté. M. Mancer a réclamé de "meilleures conditions" de travail pour les quatre agents assurant la sécurité de M. Marzouki, affirmant qu'ils "étaient obligés de dormir dans leur voiture".

Cinq migrants soudanais tués dans un accrochage avec l'armée égyptienne

Des soldats égyptiens ont tué lundi cinq migrants soudanais qui tentaient de traverser illégalement la frontière en Israël, lors d'un échange de tirs dans la péninsule du Sinaï, selon un communiqué militaire. Les gardes-frontières ont surpris à l'aube le groupe de migrants qui, "aidés par des criminels", s'apprêtaient à traverser la fron-

tière égypto-israélienne, a affirmé l'armée dans le communiqué. Ils "ont effectué des tirs de sommation et tenté d'arrêter les clandestins qui ont ouvert le feu sur eux, blessant un soldat", a-t-elle ajouté.

"Nos forces ont répliqué tuant cinq clandestins" et blessant six dans le nord du Sinaï, dans l'est de l'Egypte. Cinq autres

migrants ont été interpellés, selon la même source. La région désertique s'étendant de l'est du Soudan à travers l'Egypte jusqu'à la péninsule du Sinaï est l'un des principaux axes de trafic de migrants africains en quête d'emplois. Elle est empruntée surtout par des Érythréens qui cherchent à se rendre en Israël.

Un ancien ministre libyen arrêté en Grande-Bretagne

Le Libyen arrêté jeudi au Royaume-Uni dans l'enquête sur le meurtre d'une policière britannique en 1984 devant l'ambassade de Libye à Londres, a été identifié lundi par les médias britanniques comme étant un ancien ministre libyen de l'Education. L'homme âgé d'une cinquantaine d'années, arrêté dans le sud-est de l'Angleterre dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de la policière Yvonne Fletcher, a été identifié, notamment par le Guardian, comme étant Saleh Ibrahim Mabrouk. Mabrouk est un ancien ministre de l'Education et un membre haut placé des comités révolutionnaires qui avaient été

mis en place par Mouammar Kadhafi, avance lundi le Guardian qui affirme qu'il a fait une demande d'asile au Royaume-Uni. Il avait été arrêté jeudi pour soupçon de complot de meurtre, avec deux autres Libyens, une femme d'une quarantaine d'années et un homme d'une trentaine d'années soupçonnés de blanchiment d'argent. Ils ont été tous les trois libérés sous caution vendredi. Yvonne Fletcher, âgée de 25 ans, avait été tuée alors qu'elle était en faction près de l'ambassade de Libye à Londres, devant laquelle était organisée une manifestation pacifique contre le régime de Mouammar Kadhafi.



Huit morts dans un attentat-suicide au Nigeria

Huit personnes ont été tuées et sept blessées dimanche dans un attentat-suicide perpétré par une femme à Maiduguri, grande ville du nord-est du Nigeria, selon un responsable de l'Agence de gestion des situations d'urgence (Nema) et l'armée. La kamikaze, âgée d'une vingtaine d'années et "déguisée en réfugiée", "s'est glissée" parmi un groupe de réfugiés arrivant dans la ville, "surtout des femmes et des enfants". Alors qu'ils étaient "arrêtés à un poste de contrôle" en banlieue de Maiduguri, la kamikaze "a déclenché ses explosifs", a déclaré à l'AFP le coordinateur local de la Nema, Mohammed Kanar. "Huit personnes ont été tuées et sept blessées", a-t-il indiqué, un bilan confirmé par un porte-parole de l'armée nigériane, le colonel Sani Usman. L'attentat n'a pas été revendiqué dans l'immédiat, mais porte la marque du groupe islamiste Boko Haram, qui recourt fréquemment à des kamikazes, notamment des femmes et parfois des enfants.

Pas d'«interdiction du voile intégral au Sénégal»



Le président sénégalais Macky Sall, en visite à Bamako, a affirmé dimanche qu'il n'y avait pour l'instant "aucune interdiction du voile intégral" dans son pays, contrairement à ce qui a été rapporté récemment par plusieurs médias locaux et étrangers. "Pour le moment, il n'y a aucune interdiction du voile intégral au Sénégal", pays à 95% musulman, épargné jusqu'à présent par les violences des groupes islamistes radicaux qui touchent des pays voisins comme le Mali. "Il y a eu beaucoup de confusion dans les médias", a déclaré Macky Sall, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue malien Ibrahim Boubacar Keita à l'issue d'une visite de quelques heures pour manifester son soutien au Mali deux jours après l'attaque sanglante contre un hôtel à Bamako. Le 10 novembre, lors du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, le président Sall avait appelé les pays africains à promouvoir un "islam tolérant" et dénoncé le port du voile intégral.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

L'ÉCHEC CERTIFIÉ ISO...

res a remplacé la matière grise forçant le pays à se désintéresser de la diversification de ses recettes fiscales, oubliant que les prix du pétrole ne sont pas une science exacte. La priorité étant de dépenser dans l'extravagance de projets minés par une corruption sans égale. Le contre-exemple de la politique algérienne est à chercher du côté des Emirats arabes unis qui ont fait savoir que la chute du baril ne constitue pas une catastrophe pour le pays «dont les revenus pétroliers ne constituent que 30% du PIB national», dicit son ministre de l'Energie. Les Emirats, au contraire de l'Algérie, ont savamment orchestré leur politique économique pour ne plus dépendre uniquement de l'or noir. Une stratégie à long terme qui leur permet, aujourd'hui, de composer avec cette crise en prenant assez de recul puisque s'étant émancipée des fluctuations du marché pétrolier.

L'Algérie n'a pas su, faute de compétence de ses gestionnaires, s'adapter et surtout se préparer convenablement à une crise cyclique.

L'histoire se répète mais les Algériens n'apprennent pas de leurs erreurs, sommes-nous tentés d'écrire car comment expliquer que des pays se sont émancipés du pétrole et nous non. La réponse est à chercher dans les hommes qui se sont succédé au gouvernement et qui n'ont pas eu la maîtrise nécessaire ni la compétence voulue pour diriger l'Algérie vers le rivage du salut. La peur de la crise est là, présente, par les chiffres et les décisions impopulaires dictées par le gouvernement et si le CNES appelle aujourd'hui à une diversification de la production, on a la désagréable impression que c'est un peu trop tard.

Cette relance de l'économie nationale hors hydrocarbures a été évoquée et brandie comme un trophée de guerre, aux premières heures de la crise, par des ministres qui, en somme, ont montré leurs limites dans les dossiers importants. Cette diversification de l'économie à l'exportation a été malheureusement bloquée par ces mêmes ministres qui la revendiquent aujourd'hui. Comme une lueur dans la grisaille des nouvelles, le CNES affirme que l'Algérie peut emprunter en position de force !